

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« PACIFLICS », DIVERSITÉ DES TACTIQUES ET CONTRE-ATTAQUES
FÉMINISTES : ANALYSE DES ALTERCATIONS ENTRE MANIFESTANT-E-S
DURANT LA GRÈVE ÉTUDIANTE QUÉBÉCOISE DE 2012

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
DAVID L'ÉCUYER

NOVEMBRE 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.03-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais tout d'abord souligner l'apport essentiel de toutes les personnes qui ont accepté de me rencontrer et de partager avec moi leurs expériences du Printemps érable, rendant ainsi ce projet possible. Je remercie mon directeur de recherche, Marcos Ancelovici, ainsi que mon codirecteur, Francis Dupuis-Déri, pour leurs commentaires et leurs judicieux conseils tout au long du processus. Je tiens aussi à remercier la Chaire de recherche du Canada en sociologie des conflits sociaux pour sa bourse d'aide à la rédaction. Finalement, j'aimerais souligner l'apport de ma conjointe Stéphanie et de mes parents par leur soutien constant et leurs encouragements à persévérer.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
TABLE DES MATIÈRES.....	iii
RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION.....	1
Le Printemps érable.....	1
Objet de recherche.....	9
Plan du mémoire.....	13
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE.....	15
1.1 Revue de littérature et problématique.....	15
1.2 Méthodologie.....	20
1.2.1 Méthode.....	20
1.2.2 Recrutement et échantillon.....	22
1.2.3 Instrument.....	24
1.2.4 Articles d'actualité.....	25
CHAPITRE II	
PREMIÈRE HYPOTHÈSE : UN MANQUE DE CONTRÔLE?.....	26
2.1 Le contrôle organisationnel des manifestations.....	27
2.1.1 Le moment manifestant et les services d'ordre.....	27
2.1.2 Une première explication des altercations entre manifestantEs.....	30
2.2 Pas seulement un phénomène nocturne.....	33
2.3 Résumé de la première hypothèse.....	37
CHAPITRE III	
SECONDE HYPOTHÈSE : S'OPPOSER À LA « VIOLENCE »?.....	39
3.1 Le discours public de « la violence et l'intimidation ».....	40
3.1.1 Notions préalables.....	40

3.1.2 Le contre-cadrage des adversaires du mouvement étudiant.....	43
3.1.3 Résonance et recadrage.....	45
3.1.4 Une seconde explication des altercations entre manifestantEs.....	47
3.2 Pas seulement des « paciflics ».....	49
3.2.1 La question de la « violence ».....	50
3.2.2 Respecter ou non de la diversité des tactiques.....	55
3.2.3 La CLASSE au centre de la question.....	58
3.3 Résumé de la seconde hypothèse.....	60
CHAPITRE IV	
LES CADRES DES MANIFESTATIONS.....	63
4.1 Critique des types de manifestations.....	63
4.2 Les types de manifestations comme formes de cadres.....	67
4.3 Les altercations initiatrices.....	70
4.3.1 Le cadre de la manifestation initiatrice.....	71
4.3.2 Les altercations initiatrices : Le cas de Nicholas.....	73
4.3.3 Les altercations initiatrices de manière générale.....	75
4.4 Les altercations de crise.....	79
4.4.1 Le cadre de la manifestation de crise.....	79
4.4.2 Les altercations de crise : Le cas de Christian.....	82
4.4.3 Les altercations de crise : Le cas de Gabrielle.....	85
4.4.4 Les altercations de crise de manière générale.....	89
4.5 Résumé.....	94
CONCLUSION.....	96
Retour sur la méthode.....	99
Ouverture.....	103
ANNEXES.....	108
ANNEXE A	
FORMULAIRE DE RECRUTEMENT DES PARTICIPANT-E-S.....	108

ANNEXE B	
GRILLE D'ENTRETIEN.....	110
BIBLIOGRAPHIE.....	116

RÉSUMÉ

La grève étudiante de 2012 fut l'une des plus importantes mobilisations de l'histoire récente du Québec. Tout au long du conflit et même par la suite, beaucoup d'attention fut portée aux interventions policières lors des manifestations et aux affrontements entre les manifestantEs et les forces de l'ordre. Cependant, il fut aussi possible de constater à différents moments des altercations entre les différentes personnes marchant dans la rue. Par exemple, des manifestantEs se sont fait invectivéEs, expulséEs et même physiquement agresséEs par d'autres manifestantEs. Bien que peu documenté, un tel phénomène n'est pas unique au Québec et fut aussi observé au cours d'autres mobilisations en Amérique du Nord et en Europe. On peut penser au mouvement des droits civiques aux États-Unis, au mouvement Occupy ou encore aux mouvements altermondialistes et anti-austérité. Ce mémoire traite plus spécifiquement du Printemps érable et vise à expliquer ce que nous avons qualifié d'altercation entre manifestantEs. Pour ce faire, nous avons recueilli des témoignages lors d'entretiens réalisés avec des personnes ayant participé à différentes manifestations durant cette mobilisation. Une telle démarche nous a permis de remettre en question nos hypothèses initiales concernant les altercations en question, à savoir qu'elles auraient été liées à un manque de contrôle des manifestations par les associations étudiantes ou à la présence d'un discours public dénonçant « la violence et l'intimidation » alors mis de l'avant par les adversaires du mouvement étudiant. Nous avons analysé ces témoignages à l'aide des outils issus de la sociologie des mouvements sociaux et plus spécifiquement les écrits de Pierre Favre traitant du « moment manifestant » ainsi que ceux de Robert D. Benford et David A. Snow traitant du cadrage. Nous avons été en mesure de démontrer deux choses : 1) que les manifestations doivent être considérées comme des formes d'actions protestataires difficilement contrôlables au sein desquelles divers individus et groupes politiques se livrent une lutte d'interprétation; et 2) que les altercations entre ceux-ci varient en fonction du sens que ces acteurs donnent aux manifestations. Nous affirmons que lorsque ces dernières sont pensées comme étant une façon d'obtenir l'appui du public, les altercations entre manifestantEs visent à maintenir une image respectable de la contestation et ciblent spécifiquement les gestes illégaux commis par certainEs personnes. Par contre, lorsque les manifestations sont envisagées comme faisant partie d'une crise politique, elles s'inscrivent plutôt dans un jeu de coups entre le mouvement étudiant et ses adversaires.

Mots clés : Printemps érable, mouvement étudiant, manifestations, respect de la diversité des tactiques, violence, pacifisme, peace police, services d'ordre, moment manifestant, théories du cadrage.

INTRODUCTION

Le Printemps érable

La grève étudiante de 2012, aussi connue sous le nom de Printemps érable, fut l'une des plus importantes mobilisations qu'a connue le Québec au cours des dernières décennies. Elle naît d'une opposition au projet du gouvernement du Parti libéral du Québec (PLQ) d'augmenter substantiellement les frais de scolarité reliés aux études postsecondaires. Dès 2010, ce gouvernement affirmait la prétendue nécessité d'une hausse des frais de scolarité universitaires de 1 625\$ (équivalant à une augmentation de 75%) étalée sur cinq ans. Cette hausse s'inscrivait dans un plan global de tarification des services publics sous prétexte de rétablir l'équilibre budgétaire au Québec (Ancelovici et Dupuis-Déri, 2014, p. 13-14; Dufour, 2012, p. 33-34). Bien que la mobilisation étudiante contre la hausse des frais de scolarité débuta elle aussi en 2010, ce n'est qu'au mois de février 2012 que les associations étudiantes des cégeps et universités déclenchèrent une grève (Ancelovici et Dupuis-Déri, 2014, p. 16-17). Au plus fort du mouvement, le 22 mars 2012, environ 300 000 étudiantEs étaient en grève, soit l'équivalent du trois quarts de la population étudiante du Québec (Ancelovici et Dupuis-Déri, 2014, p. 17; Dufour, 2012, p. 34). Cette mobilisation était en majeure partie francophone (Dufour, 2012, p. 36)¹ et regroupait principalement des étudiantEs provenant des disciplines académiques des humanités et des sciences sociales (Warren, 2013, p. 457-460)².

1 Plusieurs départements de l'université anglophone Concordia à Montréal se sont tout de même mobilisés au cours de la grève.

2 Pendant les trois premiers mois du conflit, environ 85% des grévistes universitaires étaient des étudiantEs provenant des disciplines constituant ces deux catégories.

Le conflit opposait directement le gouvernement à quatre organisations étudiantes nationales soit, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE)³, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ). Bien que ces organisations étudiantes étaient toutes en faveur de l'abolition de la hausse des frais de scolarité, la portée de leurs revendications et leurs pratiques organisationnelles variaient grandement. D'un côté, la CLASSE prônait la gratuité scolaire à tous les niveaux d'éducation en plus d'inscrire ses actions dans une perspective de justice sociale. Elle représentait près de la moitié des étudiantEs en grève et fonctionnait selon le principe de la démocratie directe, se voulant plus égalitaire et horizontale⁴. Les décisions prises localement dans les assemblées générales des associations étudiantes étaient acheminées vers le haut pour constituer les positions de l'organisation nationale. De l'autre côté, les deux fédérations étudiantes ainsi que la TaCEQ limitaient leurs positions à un gel des frais de scolarité et fonctionnaient selon les principes de la démocratie représentative, donnant ainsi le pouvoir décisionnel aux membres du conseil exécutif national (Ancelovici et Dupuis-Déri, 2014, p. 15; Dufour, 2012, p. 34).

Même si la question des frais de scolarité était à l'avant-plan au cours des premiers mois du conflit, la grève étudiante se transforma en un mouvement plus général de contestation des injustices sociales. De nombreux autres enjeux tels que l'environnement, les inégalités entre les hommes et les femmes et la répression policière et législative prirent alors de plus en plus d'importance. La présence d'enjeux environnementaux s'observait, entre autres, dans le fort taux de participation

3 La CLASSE est une coalition temporaire créée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) en vue de sa campagne de mobilisation du printemps 2012.

4 Nous précisons ici qu'il s'agissait d'un idéal puisque dans les faits, il persistait de nombreuses inégalités au sein de l'organisation, surtout en ce qui concerne le rôle des femmes et les enjeux féministes. À ce sujet, voir Delvaux et al. (2014).

à la manifestation du Jour de la terre, le 22 avril à Montréal (plus de 200 000 personnes) et dans l'émeute en marge du Salon du Plan nord au Palais des congrès de Montréal le 20 avril. Ce dernier avait pour but de faire la promotion d'un vaste projet gouvernemental d'exploitation des ressources naturelles situées au nord de la province. De nombreuses manifestations eurent spécifiquement pour but de dénoncer la répression policière dont fut victime le mouvement⁵. De plus, cette même répression motiva la formation de plusieurs organisations militantes⁶. La loi spéciale adoptée par le gouvernement au mois de mai mena aux manifestations de casseroles ainsi qu'à la formation des Assemblées populaires autonomes de quartier (APAQ)⁷. Finalement, même si des femmes et des féministes étaient présentes au sein du mouvement étudiant bien avant le déclenchement de la grève, celles-ci ont redoublé d'ardeur pendant le Printemps érable afin de non seulement rendre visible leur participation à la grève, mais aussi d'exposer comment la hausse des frais de scolarité, comme toutes autres politiques néolibérales, affecterait plus durement les femmes⁸. De plus, elles durent se battre contre le sexisme et la violence sexuelle dont faisaient preuve envers elles les hommes qui prenaient aussi part à la contestation (Surprenant, 2013)⁹.

5 Ce fut notamment le cas d'une manifestation le soir du 7 mars alors qu'un étudiant a été gravement blessé à un œil par une grenade assourdissante lancée par un policier plus tôt dans la même journée. Les MaNUfestations auxquelles les gens participaient sans vêtement visaient quant à elles à démontrer l'asymétrie de pouvoir entre les manifestantEs et les forces de l'ordre. Au sujet de la manifestation du 7 mars, voir Savard et Cyr (2014, p. 64-65). Au sujet des MaNUfestations, voir Leduc Browne (2015, p. 182).

6 Regroupant des parents d'étudiantEs, le groupe Mères en colère et solidaires ainsi que le mouvement des carrés blancs se sont tous deux constitués en réaction à la répression policière et revendiquaient un retour à la paix sociale. Voir Harbour et Tremblay (2013, p. 109).

7 Pour une description des APAQ et des manifestations de casseroles, voir Drapeau-Bisson et *al.* (2014).

8 L'institut Simone de Beauvoir affirmait à l'époque que le fait de demander une contribution accrue des étudiantEs au financement des universités constituait une injustice envers les femmes puisque leurs revenus étaient généralement inférieurs à ceux des hommes, et cela autant avant qu'après l'obtention d'un diplôme universitaire. Voir Institut Simone-de Beauvoir (2012).

9 À titre d'exemple, des féministes de l'UQÀM ont organisé une manifestation intitulée « Le féminisme manifesté, pas récupéré! » dans le but de dénoncer la réappropriation de la manifestation du 8 mars 2012 (Journée internationale des femmes) par des militants souverainistes

Le gouvernement libéral arrivant en fin de mandat au cours de la grève, les discours affirmant la nécessité de passer de la rue aux urnes devinrent de plus en plus présent dans les médias dès la fin du printemps et au cours de l'été. Lors du déclenchement de la campagne électorale le 1^{er} août, le Premier ministre sortant affirma d'ailleurs : « La rue a fait beaucoup de bruit. C'est maintenant au tour des Québécois de parler et de trancher cette question. » (« Jour 1 » 2012) Au sein même du mouvement étudiant, il fut alors question d'observer une trêve de mobilisation en période électorale dans le but de ne pas favoriser la réélection du Parti libéral. Dans un tel contexte, le vote en est venu à être perçu par plusieurs comment étant une forme de participation politique plus légitime que la mobilisation étudiante. De ce fait, de nombreuses personnes prenant part au mouvement ont délaissé la grève et les associations étudiantes pour s'impliquer dans la campagne électorale et les partis politiques. Le Printemps érable prit fin en septembre 2012, avec l'arrivée au pouvoir du Parti québécois (PQ) dirigé par Pauline Marois, alors que presque toutes les assemblées générales des associations étudiantes se positionnèrent en faveur d'un retour en classe tout juste avant les élections ou quelque temps après. Une majorité des grévistes semblait alors croire en la capacité du nouveau gouvernement à mener à terme les objectifs de leur mobilisation, du moins en ce qui concerne l'abolition de la hausse des frais de scolarité (Dupuis-Déri et L'Écuyer, 2014, p. 346-352; Savard et Cyr, 2014, p. 83-84)¹⁰.

ainsi que les slogans misogynes tenus pas ses derniers (Tremblay-Fournier, 2013, p. 83-87).

10 Il faut préciser que le gouvernement du Parti québécois a en effet aboli la hausse des frais de scolarité prévue par le gouvernement précédent, mais a opté pour une indexation graduelle de ces derniers à la suite d'une consultation sur la question (Sommet sur l'enseignement supérieur) les 25 et 26 février 2013. L'ASSÉ et plusieurs dizaines d'organismes avaient alors décidé de boycotter l'événement et de plutôt manifester dans les rues.

Au cours du Printemps ébale, nous avons pu observer une panoplie d'action protestataire. Il y eut à travers le Québec des manifestations, et des actions de blocage ou d'occupation de divers locaux ou édifices appartenant à des entreprises privées, des sociétés d'État, des ministères ou des partis politiques. Certaines infrastructures publiques, telles des ponts et des autoroutes ainsi que plusieurs cégeps et universités, furent aussi obstruées ou occupées par les étudiantEs (Savard et Cyr, 2014, p. 69-73). De plus, il y eut de nombreuses actions à caractère ludique ou artistique telles que des murales et des graffitis dans les cégeps et université faite au cours de *nuits de la création*, des *die-in* ou encore des *rap battles* sur la place publique¹¹.

Cependant, parmi l'ensemble du répertoire d'actions protestataires, ce sont les manifestations de rue qui ont retenu l'attention du public et qui démontrèrent l'omniprésence et la diffusion de la contestation (Fournis, 2015, p. 124), et cela, autant en raison de leur taille que de leur fréquence et de leur caractère transgressif. En termes de taille, durant le printemps 2012, il fut fréquent de voir des manifestations de plusieurs centaines de milliers de personnes. Ce fut notamment le cas des manifestations nationales de la CLASSE du 22 mars, 22 avril (Jour de la terre) et 22 mai ayant toutes rassemblé entre 200 000 et 300 000 personnes dans les rues de Montréal (Savard et Cyr, 2014, p. 67-74)¹². De plus, la mobilisation du printemps 2012 a aussi fait accroître la participation aux manifestations n'y étant pas directement liées. À titre d'exemple, entre 3000 et 4000 personnes ont participé à la manifestation annuelle du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) le 15 mars

11 Les *rap battles* (batailles de rap) furent des rassemblements publics où des manifestantEs exprimaient de manière rythmée leurs revendications et leurs critiques du gouvernement à une mascotte du premier ministre Jean Charest. Ils furent organisés par le Rabbit Crew, un groupe d'étudiantEs de l'Université du Québec à Montréal portant des masques de lapin et utilisant l'absurde pour dénoncer la hausse des frais de scolarité.

12 Il faut ici préciser qu'en temps normal, les manifestations québécoises ne rassemblent que quelques centaines ou milliers de personnes tout au plus.

2012 alors qu'il n'y avait que 500 à 1000 participantEs les années précédentes (Dupuis-Déri et L'Écuyer, 2014, p. 335; Myles, 2012). Il s'agissait de l'édition la plus importante de cette manifestation depuis ses débuts en 1997 (Savard et Cyr, 2014, p. 66).

En ce qui concerne la fréquence des manifestations de rue, il est impossible de quantifier précisément ces dernières en raison du caractère fragmentaire de la couverture médiatique¹³. Cependant, nous pouvons affirmer qu'il y eut plus de 600 manifestations et actions militantes diverses entre les mois de février et de septembre 2012 (Dupuis-Déri, 2013d, p. 198). Bien que la plupart des manifestations se déroulèrent à Montréal, les personnes prirent tout de même la rue dans l'ensemble des régions et des villes de la province (Morin, 2015, p. 62). Il y avait parfois plusieurs manifestations par jour et dans certains cas, la répétition en constituait même l'image de marque. On peut penser, par exemple, aux manifestations nocturnes organisées de façon autonome sur les médias sociaux et ayant débuté sporadiquement pendant une ronde de négociation entre les associations étudiantes nationales et le gouvernement au mois d'avril. Suite à l'échec de ces négociations, des manifestations eurent lieu tous les soirs dans les rues de Montréal et Québec à partir du 24 avril et pendant plus de 100 jours consécutifs. Elles avaient d'ailleurs pour slogan : « une manif, chaque soir, jusqu'à la victoire! » (Savard et Cyr, 2014, p. 75-76)

Même si les manifestations se déroulaient généralement paisiblement, il y eut tout de même de nombreuses formes de transgression. Des manifestantEs pratiquaient fréquemment la destruction de propriété en brisant les vitrines des grands commerces ou des succursales bancaires. Les véhicules de police et ceux des médias furent aussi

13 Les petites manifestations et les manifestations exemptes d'interventions des forces de l'ordre attirent rarement l'attention des journalistes. À ce sujet, voir Koopman et Rucht (2002, p.232).

ciblés à de multiples reprises. Le mobilier urbain, comme des poubelles ou des cônes de circulation sur les chantiers routiers, fut régulièrement jeté dans la rue dans le but d'entraver les manœuvres policières et parfois même incendiés. Certaines manifestations se sont même transformées en émeutes suite aux interventions policières. C'est notamment le cas des manifestations contre le salon du Plan nord au Palais des congrès de Montréal, le 20 avril, et contre le Conseil général du Parti libéral du Québec à Victoriaville, le 4 mai. Dans les deux cas, il y eut d'intenses affrontements entre les manifestantEs et les forces de l'ordre pendant plusieurs heures. Dans le premier cas, les manifestantEs ont réussi à entrer dans le bâtiment où se trouvait le Premier ministre et ont presque atteint la salle où il prononçait un discours. Toujours lors du même événement, les policiers montréalais ont dû faire appel à la police provinciale — la Sûreté du Québec (SQ) — afin de disperser la foule (Savard et Cyr, 2014, p. 73-78). Une manifestation nocturne à Montréal s'était aussi transformée en émeute le 19 mai, au lendemain de l'adoption d'une loi spéciale par le gouvernement. Des manifestantEs avaient alors mis le feu à du mobilier urbain et la police avait arrêté indistinctement des personnes se trouvant dans la rue et à l'intérieur de différents commerces, dont un des propriétaires (Normandin, 2012).

Les personnes ayant des pratiques transgressives au cours des manifestations furent prises à partie par les médias, la police et les élus de toutes allégeances. Tout au long du conflit, ceux-ci ont imposé avec succès une interprétation binaire des manifestations mettant en opposition les « bons manifestants » et les prétendus « casseurs ». Les premiers étaient alors présentés comme des étudiantEs raisonnables et pacifiques, donc légitimes, alors que les seconds étaient dépeints comme des anarchistes mal intentionnés qui ne faisaient pas partie du mouvement et qui infiltraient les manifestations dans le seul but de tout détruire. De telles affirmations étaient erronées puisque comme dans beaucoup d'autres mobilisations québécoises, il

y avait affectivement des personnes s'identifiant aux courants politiques libertaires, autant dans la rue que dans les associations étudiantes. Les anarchistes étaient donc partie intégrante du mouvement (Des anarchistes parmi d'autres!, 2012). De plus, la destruction de propriété dans les manifestations ne saurait être associée qu'aux anarchistes puisqu'il s'agissait d'une tactique utilisée par des militantEs de plusieurs autres tendances politiques (communistes, souverainistes) ou par des personnes s'identifiant seulement au mouvement étudiant (Dupuis-Déri, 2012, 2013c).

Aussi grossiers soient-ils, ces amalgames ont tout de même servi à justifier publiquement une répression sans précédent du mouvement étudiant québécois. Entre les mois de février et septembre 2012, il y eut environ 3500 arrestations en lien avec ce dernier. Il faut alors rappeler que ce mouvement n'avait été la cible que d'un peu plus de 1000 arrestations au cours des deux décennies précédant le conflit¹⁴. La police est intervenue pour mettre fin à plusieurs manifestations, blocages et occupations organisés par les étudiantEs. Pour ce faire, les policiers ont eu recours à une panoplie de méthode et de matériel répressif, incluant : matraques, boucliers, irritants chimiques, grenades assourdissantes, balles de plastique, charge de cavalerie et arrestation de masse¹⁵. Une utilisation abusive de ces techniques a causé d'innombrables blessures chez les manifestantEs telles des ecchymoses ou des fractures. Dans certains cas plus graves, il s'agissait de commotion cérébrale, ou même de la perte d'un œil (Francis Grenier le 7 mars à Montréal et Maxence Valade

14 Pour un exposé plus approfondi de ces statistiques, voir Dupuis-Déri (2013d) ainsi que Harbour et Tremblay (2013, p. 1).

15 La technique de l'arrestation de masse a surtout été utilisée par les Services de police des villes de Montréal (SPVM), Québec (SPVQ) et Gatineau (SPVG) et explique en grande partie le nombre d'arrestations décrit précédemment puisqu'elle permettait de mettre en détention plusieurs dizaines, voir plusieurs centaines de personnes au cours d'une même manifestation. Les policiers antiémeutes chargeaient alors la foule pour ensuite former un barrage autour d'un groupe de manifestantEs, lesquelLEs étaient ensuite transportÉEs dans un poste de police ou recevaient une contravention sur les lieux. Le tout durait généralement plusieurs heures.

le 4 mai à Victoriaville). Tout cela sans compter les séquelles psychologiques pouvant découler de tels traumatismes physiques ou des conditions d'arrestation et de détention¹⁶. De plus, la répression policière fut accompagnée d'une répression juridique¹⁷. À plusieurs reprises durant le conflit, des étudiantEs contre la grève ainsi que les directions d'établissements d'enseignement ont eu recours aux tribunaux afin d'obtenir des injonctions imposant une reprise des cours. Le 18 mai 2012, le gouvernement adopta la loi 12 (projet de loi 78), une loi spéciale visant à mettre fin à la grève étudiante. Celle-ci imposait un retour en classe en septembre ainsi que des amendes de plusieurs milliers de dollars pour les associations étudiantes et leurs exécutantEs qui poursuivraient la grève. Elle obligeait aussi toute organisation à fournir à la police l'itinéraire de leurs manifestations si celles-ci rassemblaient plus de 50 personnes¹⁸.

Objet de recherche

L'ampleur de la répression que nous venons de décrire peut donner l'impression que l'ensemble des altercations ayant lieu au cours des manifestations ne concernait que les policiers. De plus, la couverture médiatique du Printemps érable donne aussi cette impression puisque les journalistes ont principalement mis l'emphase sur les affrontements spectaculaires entre les manifestantEs et les forces de l'ordre. Ce ne fut cependant pas le cas et il fut possible d'observer à plusieurs reprises des tensions entre les manifestantEs eux et elles-mêmes. Ceux-ci et celles-ci sont fréquemment

16 On compte notamment plus de 400 blessés lors de la seule émeute du 4 mai à Victoriaville (Savard et Cyr, 2013, p. 78; Harbour et Tremblay, 2013, p. 66-68).

17 Pour plus d'informations sur la répression juridique et législative, voir Lemonde et *al.* (2014).

18 Contrairement aux autres mesures prévues dans la loi 12, la nécessité de fournir l'itinéraire à la police s'appliquait à toute organisation des mouvements sociaux et non seulement au mouvement étudiant. Ces dispositions furent abrogées par le nouveau gouvernement du Parti québécois peu de temps après les élections de septembre (Frappier *et al.*, 2012, p. 127-130; Presse canadienne, 2012b).

intervenuEs afin d'en empêcher d'autres d'agir et parfois les expulser des manifestations.

Ces altercations entre les personnes participant aux manifestations du Printemps érable constituent notre objet de recherche. Au cours du présent mémoire, nous tenterons d'expliquer un tel phénomène afin d'en arriver à une meilleure compréhension. Avant d'aller plus loin, il nous faut apporter quelles précisions afin de bien comprendre ce dont il est question. Premièrement, le terme *manifestation* renvoie à toutes formes « [d']action consistant en une occupation momentanée d'un lieu ouvert public ou privé et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'une opinion politique. » (Favre, 2009, p. 341). Dans le contexte du Printemps érable, cela inclut bien évidemment les manifestations de rue, mais aussi les différentes actions du blocage d'édifices gouvernementaux ou appartenant à des entreprises privées, ainsi que les actions ludiques et artistiques telles que les nuits de la création ayant eu lieu dans divers établissements d'enseignement. Deuxièmement, lorsque nous parlons d'*altercations* il s'agit d'interactions verbales ou physiques visant à entraver ou faire cesser les pratiques d'autres personnes. Troisièmement, il est question d'altercations entre les manifestantEs, soit des personnes prenant elles-mêmes part à la manifestation. Nous ne nous intéressons pas aux affrontements entre les manifestantEs et les forces de l'ordre (agentEs de police ou agentEs de sécurité, par exemple) ou encore entre des manifestantEs et des spectateurs et spectatrices, lesquelLEs ne font qu'assister à la manifestation sans y prendre activement part. Quatrièmement, il s'agit d'altercations ayant eu lieu au sein même des manifestations. Il n'est donc pas ici question des militantEs et des personnalités publiques qui ont dénoncé dans les médias les pratiques qu'ils et elles jugent trop transgressives ou des débats à ce sujet qui ont eu lieu sur les médias sociaux tels que *Facebook* ou *Twitter*.

Il nous faut aussi exposer quelques exemples d'altercations entre manifestantEs lors du Printemps érable et d'autres mobilisations contemporaines. Au cours des manifestations étudiantes de 2012, des personnes sont intervenu physiquement à plusieurs reprises pour en empêcher d'autres de détruire des vitrines de magasin ou de faire des graffitis (Audet et *al.*, 2012). Ils et elles tentaient alors de leur enlever les projectiles qu'ils et elles auraient pu lancer, de les empêcher de mettre le feu à des poubelles ou même de les frapper ou les plaquer au sol pour les neutraliser. Si des manifestantEs étaient masquéEs ou utilisaient la tactique du Black Bloc¹⁹, cela pouvait aussi consister à leur retirer leurs masques pour mettre fin à leur anonymat et les dissuader de passer à l'action. En contrepartie, il est aussi arrivé que d'autres manifestantEs interviennent de manière similaire pour défendre et secourir des individus masquéEs.

Dans d'autres cas, il n'y avait pas nécessairement d'affrontement physique alors que des manifestantEs pourchassaient les personnes ayant commis des gestes qu'ils et elles jugeaient répréhensibles afin de les expulser de la manifestation ou ne faisaient que les huer ou scander des slogans visant à les dissuader (Santerre, 2012; Breton et *al.*, 2012; Assemblée nationale, 2014, p. 162). Il est aussi arrivé que des personnes prenant part aux manifestations replacent le mobilier urbain (poubelles, cônes de circulation, pancartes de signalisation) jeté dans la rue par d'autres pour entraver les manœuvres policières. Cela pouvait aller jusqu'à la collaboration avec les forces de

19 Contrairement à la présentation qu'en font souvent les médias, le Black Bloc n'est pas une organisation dont certainEs manifestantEs seraient membres, mais plutôt une tactique ponctuelle étant utilisé par différentes personnes à différents moments. Francis Dupuis-Déri désigne de la façon suivante la tactique du Black Bloc : « L'expression désigne plutôt une forme d'action collective, une tactique très typée : elle consiste pour ces manifestants à manœuvrer groupés de sorte à prendre l'apparence d'un bloc au milieu duquel chacun préserve son anonymat, le port d'habits noirs de pieds en cap et un masque parachevant l'anonymat de la posture. Si les Black Blocs ont parfois recours à la force pour exprimer leurs critiques radicales, ils se contentent le plus souvent de défiler calmement au sein d'une manifestation. » (Dupuis-Déri, 2007, p. 13).

l'ordre alors que des manifestantEs en ont arrêté d'autres pour ensuite les livrer à la police ou en ont poussé d'autre sur des policiers pour que ces derniers les interpellent.

Dans de rares cas, des manifestantEs furent forméEs par des organisations étudiantes afin d'appliquer des techniques de contrôle de foule durant les manifestations. Par exemple, un militant a confirmé au *Journal de Montréal* avoir reçu un entraînement par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) en prévision de la manifestation nationale du 22 mars 2012. Il affirma aussi y être intervenu à plusieurs reprises pour arrêter des manifestants voulant attaquer des policiers (Lefebvre, 2012).

Dans diverses mobilisations en Amérique du Nord et en Europe au cours des dernières décennies, des manifestantEs sont intervenuEs de manières similaires. Ce fut notamment le cas lors de la mobilisation altermondialiste contre le sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en 1999 (Collectif ACMÉ, 1999), dans les différentes mobilisations pour dénoncer les meurtres de personnes racisées par des policiers blancs dans plusieurs villes des États-Unis (Harkinson, 2014; Dearden, 2015), dans les campements du mouvement Occupy (Graeber, 2012) ou encore dans les manifestations étudiantes et anti-austérité en Angleterre ainsi que celles du mouvement M15 (les « Indignés ») en Espagne (Gelderloos, 2013, p. 127-143; Davies, 2015).

L'intérêt d'un tel objet de recherche provient du fait que les altercations entre manifestantEs ont suscité de vives tensions dans les médias. On pense, par exemple, au débat entre le journaliste étatsunien Chris Hedges et l'anthropologue anarchiste David Graeber au sujet du mouvement *Occupy*. Hedges avait alors publiquement accusé les manifestantEs utilisant la tactique du Black Blocs ainsi que les anarchistes

en général d'être les ennemis — un véritable « cancer » — de ce mouvement en raison du caractère violent qu'il attribuait à leurs actions (Hedges, 2012). Graeber répondit que les propos du journaliste incitaient à la violence en encourageant la haine et l'exclusion de certaines franges du mouvement *Occupy* (Graeber, 2012). De plus, au cours du Printemps érable, de nombreuses personnes prenant part à la contestation ont pris la parole sur les médias sociaux tels que Facebook pour condamner les manifestantEs ayant des pratiques transgressives. Cependant, le phénomène des altercations entre manifestantEs n'a bénéficié jusqu'ici d'aucune attention de la part des milieux académiques. Nous entendons donc contribuer à combler cette lacune.

Plan du mémoire

Dans un premier chapitre, nous décrierons le traitement des altercations entre manifestantEs dans la littérature scientifique et militante et comment celui-ci pose problème, nous incitant donc à élaborer une meilleure explication du phénomène. Nous exposerons par la suite la démarche méthodologique que nous avons utilisée, laquelle se base sur des entretiens semi-directifs réalisés avec des personnes ayant participé aux manifestations du Printemps érable. Les deux chapitres suivants seront consacrés à nos hypothèses de recherche. La première hypothèse traitera d'une possible influence du contrôle organisationnel des manifestations par les associations étudiantes. Les altercations entre manifestantEs ne seraient-elles pas l'expression de tensions qui sont habituellement gérées par les services d'ordre et les porte-parole des associations étudiantes et qui deviendraient donc apparentes lorsque ces derniers sont absents, comme ce fut le cas lors des manifestations nocturnes? La seconde hypothèse envisagera plutôt l'incidence d'une lutte de cadrage entre les associations étudiantes et

le gouvernement. Les altercations entre manifestantEs ne seraient-elles pas plutôt dues à la présence d'un débat public axé sur « la violence et l'intimidation » ayant été alimenté par les opposants du mouvement et les médias tout au long de la mobilisation en question? À l'aide des témoignages que nous avons recueillis, nous verrons comment ces deux hypothèses s'avèrent insuffisantes et comment les altercations entre manifestantEs furent plus nuancées que ce que nous avons envisagé. Dans un quatrième et dernier chapitre, nous combinerons les perspectives théoriques du moment manifestant et des théories du cadrage afin de produire une nouvelle analyse du phénomène, laquelle repose sur le sens qu'attribuent aux manifestations les personnes y prenant part. Nous argumenterons alors que les manifestations peuvent être perçues à la fois comme un jeu de coups ou comme un moyen d'obtenir l'appui du public et que cela influence la forme des altercations entre manifestantEs. En conclusion, nous effectuerons un retour critique sur la méthodologie utilisée et aborderons certaines pistes de recherche issues de cette étude et pouvant mener à une compréhension plus détaillée des altercations entre manifestantEs.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE

1.1 Revue de littérature et problématique

La littérature traitant spécifiquement du Printemps érable et de la grève étudiante de 2012, nous offre très peu d'information sur les altercations entre manifestantEs. Même si les manifestations y occupent une place importante, les différentes formes de conflictualité au sein de celles-ci sont éclipsées par les affrontements entre police et manifestantEs ainsi que la répression policière en générale. Cela n'est pas surprenant considérant l'ampleur et l'intensité de cette dernière. DifférentEs auteurEs parlent par exemple du profilage politique et des doubles standards caractérisant certaines interventions policières (Dupuis-Déri, 2013d), de la brutalité et du caractère antidémocratique de ces dernières (Frappier et *al.*, 2012) ou encore des affrontements entre les forces de l'ordre les manifestantEs lors des manifestations nocturnes, de la manifestation annuelle contre la brutalité policière ou des émeutes (Savard et Cyr, 2014; Michaud, 2013). Il y fut aussi plus spécifiquement question des techniques d'encercllement de masse entre autres utilisées par le SPVM et des conséquences juridiques qu'elles ont sur les manifestantEs (Harbour et Tremblay, 2013; Popovic, 2013).

Nous n'avons nous-même su échapper à cette tendance dans le passé alors que nous avons traité les altercations entre manifestantEs comme une forme d'autorépression du mouvement étudiant similaire à la répression policière, la répression juridique ainsi que les appels à la trêve électorale (Dupuis-Déri et L'Écuyer, 2014). Nous

cherchions alors à évaluer les effets de ces différentes formes de répression présente au cours du Printemps érable. Nous en étions arrivés à la conclusion que les « paciflics », c'est-à-dire les manifestantEs étant intervenues pour pacifier les manifestations et parfois même faciliter le travail des policiers, n'avaient pas été en mesure de démobiliser le mouvement étudiant. Nous affirmions alors que c'était plutôt les appels répétés à une trêve de mobilisation durant la campagne électorale qui ont fait mourir le mouvement. Cela constitue la seule analyse scientifique des altercations entre manifestantEs durant le Printemps érable parue à ce jour. Sans remettre en question cette thèse sur la fin de la mobilisation, il nous faut constater que nous y reprenions à notre compte le concept de « paciflic », lequel est issu de la littérature militante et, comme nous le verrons plus loin, pose problème lorsque vient le temps d'analyser l'ensemble des altercations entre manifestantEs.

Dans les écrits traitant des mobilisations en général et non seulement du Printemps érable, on constate que des pratiques militantes semblables à celles que nous avons décrites précédemment sont un peu documentées. Certains termes tels ceux de *counterrioter* ou de *youth patrol* furent élaborés suite aux émeutes raciales de la fin des années 1960 aux États-Unis. Ils avaient pour but de qualifier les personnes tentant alors d'apaiser les tensions avec les autorités en dissuadant les émeutiers et émeutières de recourir à la violence. La notion de *counterrioter* était, par exemple, définie de la façon suivante :

« The typical counterrioter, who risk injury and arrest to walk the streets urging rioters to “cool it”, was an active supporter of existing social institutions. [...] His actions and his attitudes reflected his substantially greater stake in the social system; he was considerably better educated and more affluent than either the rioter or the noninvolved. He was somewhat more likely [...] to have been migrant. » (Kerner, 1969, p. 74)

Ces individus agiraient ainsi en raison de leurs responsabilités morales ou comme une extension de leur emploi dans la mesure où ils sont par exemple des dirigeants de communautés religieuses ou des employés municipaux (McPhail et Wohlstein, 1983, p. 593-594). Le *counterrioting* serait aussi corrélé avec l'intégration dans les quartiers et les communautés où surviennent les émeutes. On parle alors de personnes qui prendraient part aux organisations communautaires ou participeraient à des activités politiques y étant organisées (Warren, 1969, p. 483). Cependant, de telles analyses nous semblent insuffisantes. Tout d'abord, les catégories utilisées sont floues. On y parle par exemple de l'appartenance des *counterrioters* aux institutions sociales et de leur plus grand intérêt dans le système social en vigueur, mais sans plus de précisions. De plus, ces analyses font reposer de façon déterministe le poids de l'explication sur les seules propriétés sociales des individus prenant part aux manifestations. Elles ne prennent donc pas en compte les interactions sociales au sein des manifestations ou encore l'agentivité des individus ou groupes qui y prennent part.

Par ailleurs, les altercations entre manifestantEs peuvent sembler concorder avec le concept de *tirs amis*, développée par Judith Taylor. Le terme désigne « le processus par lequel des groupes qui se situent à l'intérieur d'un mouvement et en sympathie avec lui sans en faire partie intégrante, peuvent menacer les finalités de ce mouvement. » (Taylor, 2007, p. 66) Taylor cherchait alors à exposer comment des hommes prétendant être alliés des femmes, soit parce qu'ils étaient pro-féministes ou militaient dans des syndicats, ont nui aux objectifs du mouvement irlandais pour le droit à l'avortement. Dans ce contexte, les *tirs amis* représentent « les diverses manoeuvres des hommes pour coopter, diriger, ignorer ou minimiser les efforts des femmes pour s'organiser. » (Taylor, 2007, p. 82) Cependant, le concept en question nous semble difficilement applicable au cas du Printemps érable. Nous verrons que les altercations entre manifestantEs ne sont pas nécessairement le fait de personnes

alliées aux étudiantEs. En fait, plusieurs des personnes impliquées dans de telles situations étaient des étudiantEs. De plus, comme nous l'avons vu en introduction, la grève étudiante s'est rapidement transformée en un mouvement social plus vaste, si bien que même les non-étudiants n'étaient plus de simples alliés : ils étaient partie intégrante de la mobilisation.

Finalement, le phénomène des altercations entre manifestantEs fut directement abordé par divers militantEs. Les manifestantEs qui initiaient des altercations avec d'autres furent souvent qualifiées de « paciflics », lors du Printemps érable, ou de « *peace police* » dans le mouvement altermondialiste ou le mouvement *Occupy*. Ayant été élaborées par des militantEs antiautoritaires, de telles étiquettes avaient alors une double signification. Dans un premier temps elles visaient à exposer une contradiction entre des gestes parfois violents envers d'autres manifestantEs et les discours pacifistes souvent utilisés pour les justifier. D'où l'agencement des mots *pacifiste* ou *peace* avec les mots *flic* ou *police*. Dans un deuxième temps, ces termes marquaient une distinction entre alliés et adversaires alors qu'ils supposaient que les personnes exhibant de telles pratiques devraient plutôt être considérées comme des ennemis des mouvements sociaux ou même des collaborateurs de la police (Dupuis-Déri et L'Écuyer, 2014, p. 340-341; Nico Las, 2014, p. 34).

De plus, certainEs auteurEs militantEs ont tenté d'identifier les caractéristiques communes aux personnes agissant de la sorte. Par exemple, dans sa critique des militantEs pacifistes, Peter Gelderloos (2013, p.159-160) traite des manifestantEs qui agissent de façon agressive envers d'autres ou encore de personnes qui condamnent publiquement des pratiques militantes transgressives au nom de la non-violence. Selon lui, bien que ces individus proviennent d'horizons variés, ils auraient quatre

caractéristiques sociologiques en commun. Premièrement, il s'agirait de gens n'ayant jamais subi de conséquences graves (emprisonnement, par exemple) en lien avec leurs engagements militants non-violents. En fait, ce type d'engagement serait plutôt récompensé par les autorités et permettrait à ces personnes d'accéder à des postes de pouvoir. Deuxièmement, les personnes en question se présenteraient comme des experts de la contestation et tenteraient d'exercer une autorité sur les mouvements sociaux à l'aide de cette expertise. Troisièmement, en se positionnant comme observateurs ou observatrices, elles ne participeraient pas directement aux mobilisations ce qui ferait en sorte qu'elles ignoreraient les enjeux y étant liés. Quatrièmement, plusieurs des personnes faisant la promotion de la non-violence seraient rémunérées pour leur participation. Il s'agirait de carriéristes pour lesquels le flirt avec les mouvements sociaux serait une étape de leur avancement professionnel.

Cependant, ces discours et cette littérature militante comportent aussi d'importantes failles. Bien que la méthodologie utilisée ne soit pas précisée, on peut supposer que les auteurEs fondent leurs propos sur leurs propres participations à diverses mobilisations, ce qui impliquerait une approche ethnographique fondée sur l'observation participante. Cependant, comme l'affirme Daniel Bizeul, l'ethnographie ne se résume pas au simple fait de faire de l'observation. Encore faut-il que celle-ci soit guidée par la volonté de résoudre une énigme (Bizeul, 2007, p. 81). Cela ne semble pas être le cas ici, puisque l'objectif y est plutôt d'accuser et de condamner certainEs participantEs des mouvements sociaux. Dans la plupart des cas, le débat se résume à la dénonciation des manifestantEs qui ont initié des altercations par ceux et celles qui en furent victimes. Pour ce faire, on y affirme une similitude entre de telles situations et les pratiques policières afin de rapidement catégoriser certainEs manifestantE comme des ennemis des mouvements sociaux, puisqu'en agissant de la sorte, ils et elles serviraient les intérêts objectifs de leurs adversaires et non ceux de

leurs camarades, d'où les étiquettes de « paciflics » et de « *peacepolice* ». Finalement, on y observe la présence récurrente d'amalgame entre les pratiques militantes que nous étudions et l'idéologie pacifiste. Cela indique que l'objectif recherché semble plutôt être de critiquer cette dernière, et non d'en arriver à une meilleure compréhension de ce qui pousse certainEs manifestantEs à s'interposer à ce que font les autres. Dans le cas de Gelderloos, cela s'accompagne aussi d'une volonté de faire la promotion de pratiques militantes transgressives. Il nous faudra donc constituer une analyse du phénomène ne tenant pas seulement compte de ce que disent ses détracteurs.

1.2 Méthodologie

Suite aux lacunes que nous venons d'exposer, nous posons la question suivante :

Comment expliquer les altercations entre manifestantEs au cours du Printemps érable de 2012?

1.2.1 Méthode

Nous tenons à préciser d'emblée que nous avons activement pris part au Printemps érable en tant qu'étudiant membre de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQÀM (AFESH-UQÀM), laquelle était à l'époque membre de la CLASSE. Entre les mois de février et septembre 2012, nous avons participé à plusieurs dizaines de manifestations en tous genres, surtout à Montréal et quelque peu ailleurs au Québec. Sans avoir occupé des postes d'exécutant dans une association

étudiante, nous avons tout de même contribué à quelques reprises à l'organisation de certaines actions collectives.

Malgré notre implication sur le terrain, nous n'avons été que rarement témoin d'altercations entre des manifestantEs. Nous avons principalement pris contact avec le phénomène à travers la couverture médiatique des manifestations et la littérature militante. Étant donné la nature ponctuelle et aléatoire d'un tel phénomène au sein des manifestations, il nous aurait été difficile d'en faire personnellement l'observation. Nous ne pouvions pas savoir à l'avance où et quand elles se produiraient au sein de foules parfois gigantesques et la plupart du temps en mouvement. Plus important encore, nous n'avons développé un intérêt scientifique pour ce sujet qu'après la fin de la mobilisation en question.

Pour ces raisons, nous avons décidé de ne pas mobiliser notre participation active au mouvement afin de répondre à la question de recherche. Puisque notre démarche était exploratoire et inductive, nous avons plutôt choisi d'avoir recours à des entretiens semi-dirigés. Cette méthode impliquait de recueillir les discours de personnes susceptibles de nous fournir des informations concernant notre objet de recherche lors de rencontres individuelles où nous leur demandons de s'exprimer sur des thématiques spécifiques. Sur le plan épistémologique, l'entretien semi-dirigé est un excellent moyen de rendre compte des points de vue des acteurs sociaux et de comprendre leurs réalités. Il s'agit même d'une technique indispensable dans la mesure où leurs pratiques ne peuvent être interprétées sans considérer leur propre perspective et le sens qu'ils y donnent (Poupart, 1998, p. 175; Blee et Taylor, 2002, p. 93-97). Cela rejoint notre question de recherche dans la mesure où celle-ci vise précisément la compréhension des pratiques de certainEs manifestantEs. Sur le plan

méthodologique, l'entretien semi-dirigé permet de recueillir le vocabulaire des acteurs sociaux ainsi que les catégories qu'ils utilisent, lesquelles peuvent par la suite être mises en relation avec celles du chercheur ou de la chercheuse. Cela enrichit aussi le contenu de la recherche alors que de nouvelles catégories ou concepts peuvent émerger des discours des personnes interviewées (Poupart, 1998, p. 180-184). À titre d'exemple, le recours aux entretiens semi-dirigés nous a forcés à modifier notre objet de recherche. Bien que nous ayons repris à notre compte les termes de « paciflic » ou de « *peace police* » dans le passé (Dupuis-Déri et L'Écuyer, 2014), nous abordons maintenant le phénomène de manière différente, puisque ces termes provenant de discours militant ne font sens que pour certainEs personnes et dans certaines circonstances. Comme nous le verrons au cours de ce mémoire, des manifestantEs de toutes tendances politiques ont initié des altercations avec d'autres manifestantEs, et ce, pour différentes raisons, y compris ceux et celles qui dénonçaient les « paciflics ».

1.2.2 Recrutement et échantillon

Initialement, il était prévu de procéder à deux rondes de recrutement afin d'interviewer des personnes ayant participé à des manifestations durant le Printemps érable et ayant été directement impliquées dans des altercations avec d'autres manifestantEs ou ayant simplement été témoin de telles situations. La première se voulait exploratoire et plus restreinte alors que nous prévoyions de mobiliser nos réseaux de contacts personnels et au sein de l'UQÀM pour trouver des participantEs à notre recherche. La seconde devait avoir un caractère plus large et englober d'autres universités, des milieux non-universitaires ainsi que divers réseaux militants. Cependant, dû à des contraintes de temps et au succès de la première ronde de recrutement, nous avons décidé d'abandonner la seconde ronde.

D'un point de vue technique, au mois de janvier 2014, nous sommes tout d'abord entré en contact avec des professeurEs et chargéEs de cours de l'UQÀM que nous connaissions pour présenter notre projet recherche aux étudiantEs assistant à leurs cours, laissant nos coordonnées (courriel et numéro de téléphone) ainsi que des descriptifs de la recherche. Nous croyions ainsi pouvoir rejoindre des personnes ayant participé au Printemps érable puisque non seulement les étudiantEs de l'UQÀM furent très impliquées dans cette mobilisation, mais aussi parce que les cours en question traitaient de thématiques telles que le militantisme, le féminisme et les théories politiques de manière générale, lesquels étaient susceptibles d'intéresser les personnes ayant participé à la mobilisation que nous étudions. Le 14 février 2014, nous avons présenté notre recherche lors d'une conférence à Montréal traitant du Printemps érable. Nous avons aussi diffusé notre formulaire de recrutement sur Facebook, à des amis et organisations étudiantes.

La collecte des données s'est échelonnée des mois de janvier à juin 2014 et, à terme, nous avons réalisé des entretiens semi-dirigés d'une durée variant d'une à deux heures avec huit personnes, dont cinq hommes et trois femmes, toutEs dans la vingtaine ou la trentaine. La forte majorité était des étudiantEs lors du Printemps érable et l'étaient toujours au moment des entretiens. Du lot, un seul homme n'avait pas fait d'études collégiales ou universitaires et était travailleur de la construction. Un autre était de nationalité française et était en visite au Québec lors du Printemps érable. Au moment de l'entretien, ce dernier avait entrepris des études universitaires au Québec. Les entretiens se sont déroulés dans des locaux à l'UQAM. Nous avons offert une compensation financière de 20\$ à chacunEs des participantEs, mais plusieurs ont décliné l'offre ou nous ont plutôt proposé de faire don de cet argent à des organismes venant en aide aux personnes judiciairisées durant le Printemps érable, ce que nous avons alors fait.

Au cours des entretiens, nous avons aussi tenté sans succès d'avoir recours à une technique d'échantillonnage par boule de neige, c'est-à-dire de demander aux participantEs de nous indiquer d'autres personnes susceptibles d'avoir vécu des altercations avec des manifestantEs et de vouloir prendre part à notre recherche. Même si plusieurs participantEs ont répondu par l'affirmative et se sont engagéEs à nous les référer, cela ne s'est jamais concrétisé.

1.2.3 Instrument

La grille d'entretiens²⁰ que nous avons utilisée lors des rencontres comprenait quatre thèmes. Premièrement, nous demandions aux personnes de nous parler de leur militance et leur participation à la grève étudiante de 2012. Il s'agissait d'une thématique moins sensible permettant de briser la glace et nous informant à la fois sur les formes de participation politique de ces personnes et sur leurs réseaux militants. Deuxièmement, nous leur demandions de nous décrire des situations d'altercation dont elles ont fait partie ou dont elles ont été témoin ainsi que le contexte entourant ces événements. Nous cherchions alors à faire ressortir les motivations, les raisonnements et les impressions qu'ont eues les acteurs. Nous tentions aussi de vérifier si de telles situations pouvaient être liées à d'autres éléments du contexte politique du Printemps érable. Troisièmement, nous tentions d'explorer les facteurs qui ont influencé en amont leurs interprétations des pratiques des autres militantEs en explorant la socialisation politique des participantEs ainsi que leurs utilisations des médias et leurs affiliations politiques. Pour chacun de ces thèmes, nous posions une question ouverte afin de lancer la discussion. Par la suite, nous faisons des commentaires ou posions des questions ciblées afin de relancer le dialogue, amener les participantEs à préciser leurs propos ou éviter que la discussion ne dérive hors du

20 Voir Annexe B.

thème. Nous étions attentifs à la présence de thèmes insoupçonnés et tentions de les explorer de la même façon. À cet effet, à la fin de l'entrevue, nous demandions aux personnes si elles auraient aimé discuter de sujets n'ayant pas été abordés durant la rencontre.

1.2.4 Articles d'actualité

En plus des entrevues réalisées, nous avons aussi eu recours à des articles d'actualité parus en 2012 dans de grands quotidiens québécois tels que *La Presse*, *Le Devoir* et le *Journal de Montréal*. Nous les avons utilisés librement afin de fournir des précisions factuelles concernant le déroulement des manifestations, le contexte politique et la chronologie de la grève étudiante. Ces articles nous ont aussi permis de préciser certaines de nos hypothèses.

CHAPITRE II

PREMIÈRE HYPOTHÈSE : UN MANQUE DE CONTRÔLE?

Pour tenter de comprendre les altercations entre manifestantEs, nous nous sommes inspirés de différentes théories de la sociologie des mouvements sociaux afin de formuler des hypothèses et ainsi guider notre recherche. Dans les deux prochaines sections, nous aborderons ces hypothèses et verrons comment les données issues de notre enquête remettent en question notre approche initiale du phénomène. En nous inspirant des écrits sur le « moment manifestant », nous traiterons dans ce chapitre de l'incidence du contrôle des manifestations par les organisations des mouvements sociaux. Il sera alors question de voir si l'absence de contrôle de la part des associations étudiantes sur certaines formes de manifestations peut expliquer les altercations entre manifestantEs. Par la suite, dans le troisième chapitre, nous nous référerons aux théories du cadrage et principalement aux écrits de Robert D. Bendfort et David A. Snow afin de voir si les altercations entre manifestantEs sont liées à une concurrence de cadre entre le mouvement étudiant et ses adversaires. Dans les deux cas, nous verrons comment ces hypothèses se sont avérées insuffisantes pour répondre à notre question de recherche, laquelle, rappelons-le, vise à expliquer les altercations entre manifestantEs au cours de la grève étudiante québécoise de 2012. À travers ce processus, nous verrons aussi comment les témoignages recueillis au cours de notre recherche révèlent un portrait plus nuancé des altercations entre manifestantEs. Cela aura pour effet d'invalider certaines conceptions couramment véhiculées à propos du phénomène, soit que les altercations entre manifestantEs ne seraient liées qu'à des formes de manifestations plus autonomes et que certaines

personnes prenant part à la mobilisation serviraient implicitement les intérêts de leurs adversaires en tentant de pacifier la contestation.

2.1 Le contrôle organisationnel des manifestations

En nous référant aux écrits traitant du moment manifestant et des services d'ordre, nous pensons que le contrôle qu'exercent les organisations des mouvements sociaux sur les manifestations pouvait expliquer les altercations entre manifestantEs. Dans cette première section, nous aborderons tout d'abord en quoi consistent ces théories. Nous exposerons par la suite notre première hypothèse et verrons comment celle-ci s'avère peu explicative. Pour cela, nous ferons référence aux entretiens que nous avons réalisés avec des personnes ayant participé aux manifestations durant le Printemps érable.

2.1.1 Le moment manifestant et les services d'ordre

Même si cela peut sembler évident pour toute personne ayant déjà participé à ce type d'action collective, il est nécessaire de garder en tête que diverses catégories d'acteurs participent aux manifestations. Dans le chapitre précédent, nous avons vu que le moment manifestant implique non seulement les manifestantEs, mais aussi les forces de l'ordre, les organisateurs et organisatrices, le public et parfois les services d'ordre. De plus, il ne faut pas penser que les manifestantEs constituent un groupe homogène. Comme le dit Pierre Favre : « On aura garde de penser que les manifestant[E]s sont animé[E]s de la même idée revendicative : dans la rue, *on ne marche pas comme un seul homme*, et l'on défile souvent avec en tête des raisons bien différentes. » (Favre, 2009, p. 343) Dans cette mesure, il faut donc voir que les manifestations font toujours

l'objet d'une lutte d'interprétation. Elles n'ont jamais de signification unique et les différents acteurs en présence tentent de lui imposer la leur. S'il y a apparence d'unité, c'est parce qu'une interprétation de la manifestation l'a emporté sur toutes les autres (Offerlé, 1990, p. 97-122). Cette lutte fait en sorte que les manifestations restent imprévisibles et difficilement contrôlables. Elles comportent toujours le risque d'être le théâtre d'affrontements ou de violences. En effet, toute personne peut participer à une manifestation, et cela de la façon dont elle le souhaite. Les organisateurs et organisatrices ne peuvent que difficilement contrôler les personnes appelées à manifester (Favre, 1990, p. 59-60). De plus, il est aussi très difficile pour ceux et celles organisant et participant aux manifestations de prédire et de contrôler la réaction qu'auront les forces de l'ordre. Il faut donc comprendre que la part des effets émergents, non anticipés ou non voulus, y est plus grande que dans d'autres formes d'action collective.

Même si les recherches sociologiques ont démontré que les manifestations sont difficilement contrôlables, cela n'empêche pas les acteurs y prenant part d'essayer de discipliner la foule. De tels efforts ont généralement pris la forme de services d'ordre. Ceux-ci ont pour but d'encadrer le cortège manifestant. Les membres des services d'ordre ont aussi pour fonction d'assurer la place des divers groupes au sein de la manifestation, d'en protéger les organisateurs et organisatrices en plus d'établir le contact avec la police, les services médicaux et les journalistes. Ils agissent comme une police au sein des manifestations et sont souvent perçus comme tels par les manifestantEs (Cardon et Heurtin, 1990, p.123). En faisant ainsi tenir les rangs, ils permettent d'homogénéiser les pratiques des manifestantEs et contribuent à la perception d'une foule unifiée malgré le caractère fondamentalement imprévisible des manifestations et le fait qu'elles risquent sans cesse de déraiser (*Ibid.*, p. 123-124).

Historiquement, la reconnaissance par les autorités de la manifestation comme forme d'action protestataire légitime fut conditionnelle au contrôle du cortège par ses organisateurs et organisatrices (*Ibid.*, p. 128-131). C'est pourquoi depuis le début du 20^e siècle, en Occident, les services d'ordre sont une méthode utilisée par les organisations des mouvements sociaux afin de réduire l'imprévisibilité des actions collectives qu'elles organisent et ainsi en contrôler les effets politiques. Dans cette mesure, les services d'ordre n'ont pas pour but de faire respecter l'ordre public, mais plutôt d'imposer un ordre interne au sein du cortège qui défile dans les rues (Sommier, 1993, p. 69-70). Les caractéristiques des services d'ordre ont varié au fil du temps. Étant initialement militarisées et axées sur l'affrontement, de telles pratiques se sont généralement recentrées sur l'idée d'encadrement au cours de la seconde moitié du 20^e siècle en raison de la routinisation et de la pacification des manifestations, de l'institutionnalisation des syndicats et du développement du modèle de la gestion négociée des manifestations (*Ibid.*, p. 71-76)²¹. Malgré une certaine fixation de leur rôle, il faut tout de même préciser que les pratiques des services d'ordre peuvent toujours varier en fonction du contexte politique ou du type de manifestation dans lesquels ils s'inscrivent. Par exemple, la radicalisation des conflits politiques ainsi que la polarisation qui en découle ont souvent eu pour effet d'accroître l'importance des services d'ordre autant chez les groupes politiques de gauche que de droite (*Ibid.*, p. 76; Tarrow, 1989, p. 237).

21 Le modèle de la gestion négociée des manifestations implique, entre autres, un plus grand respect de la liberté d'expression des manifestantEs par les forces de l'ordre, une moins grande utilisation de la force par ces dernières ainsi qu'une plus grande communication entre la police et les organisations des mouvements sociaux. Pour une description plus élaborée de ce modèle de gestion policière des manifestations, voir McPhail et al. (1998, p. 50-54).

2.1.2 Une première explication des altercations entre manifestantEs

Nous retenons de la section précédente que les manifestations font toujours l'objet d'une lutte d'interprétation et que cette lutte est remportée la plupart du temps par les organisations des mouvements sociaux grâce aux services d'ordre. Suivant un tel constat, nous pensons que les altercations entre manifestantEs étaient une expression des luttes d'interprétation au sein des manifestations, lesquelles referaient surface aux moments où les organisations des mouvements sociaux—dans le cas du Printemps érable, les associations étudiantes—n'auraient pas été présentes pour mettre en forme le moment manifestant et imposer leur interprétation. En effet, autant les fédérations étudiantes que la CLASSE disposaient de services d'ordre, même si leur rôle se résumait la plupart du temps à simplement diriger le cortège manifestant dans les rues. Aussi, des porte-paroles de ces associations étudiantes s'adressaient à la foule et aux médias présents sur place au début des manifestations, afin de présenter leurs revendications. De plus, ces organisations disposaient d'équipes de communication capables d'entretenir un contact constant avec les médias tout au long du conflit. Il était alors logique de penser que l'absence des associations étudiantes et de leur encadrement lors de certains types de manifestations plus autonomes auraient permis aux luttes d'interprétation de refaire surface. Des manifestantEs seraient ainsi intervenuEs verbalement ou physiquement pour s'opposer aux pratiques militantes ne correspondant pas au sens elles entendaient donner à l'événement.

À cet effet, il nous semblait alors fort probable que les altercations entre manifestantEs soient survenues au cours des manifestations nocturnes. Ces dernières débutèrent le 17 avril 2012, au moment où les fédérations étudiantes avaient accepté de condamner la supposée « violence » du mouvement étudiant en vue de participer à

une première ronde de négociations avec le gouvernement et où les associations étudiantes membres de la CLASSE n'arrivaient pas à s'entendre sur la question. D'abord appelées sur les médias sociaux sous l'appellation de *Manif de la Grande Noirceur* et par la suite d'*Ostie de grosse manif de soir*, ces manifestations émanaient d'une volonté de ne pas se soumettre à la trêve de manifestation demandée par le gouvernement durant les négociations et de continuer la lutte contre la hausse des frais de scolarité. Ces manifestations n'étaient prises en charge par aucune des trois grandes organisations étudiantes nationales et la CLASSE avait affirmé ne pas en être à l'origine. Cette dernière a même essayé en vain d'en faire reporter l'itération du 24 avril, car celle-ci lui semblait nuire à son admissibilité aux négociations (Collectif de débrayage, 2013, p. 119-121). Se voulant plus autonomes, ces manifestations prirent donc forme en réaction au fait que les organisations étudiantes semblaient mettre de côté la contestation au profit de la concertation. Un des premiers appels à manifester démontrait même comment les manifestations nocturnes avaient pour but de faire prévaloir les intérêts de *la base* du mouvement étudiant, en opposition à ceux des organisateurs et organisatrices des associations étudiantes.

Ayant analysé les différentes formes de manifestations durant le Printemps érable, Alain Savard et Marc-André Cyr en arrivent aussi au constat que les manifestations nocturnes étaient indépendantes des associations étudiantes :

Si les manifestations nocturnes ne furent pas le fruit d'une stratégie concertée, leur popularité démontre qu'elles remplissaient une fonction importante à ce moment du conflit. Elles ne nécessitaient aucune énergie organisationnelle : après la première semaine de manifestation de soir, tout le monde savait qu'une manifestation avait lieu, en connaissait l'heure et le point de rendez-vous. Il n'y avait donc aucun effort à déployer pour informer les grévistes de l'événement. Le trajet était spontané et les grévistes n'avaient aucunement besoin d'un service

d'ordre. La manifestation de soir se gérait seule [...]. (Savard et Cyr, 2014, p. 76)

Ces manifestations se sont déroulées pendant plus de cent jours consécutifs dans les rues de Montréal et débutaient toujours au parc Émelie-Gamelin à 21h.

Cette première hypothèse, à savoir que les altercations auraient été plus courantes lors des manifestations nocturnes en raison de leur caractère autonome, impliquait alors que d'autres formes de manifestation ayant eu lieu au cours du Printemps érable auraient été exemptes d'altercations entre manifestantEs. On pense ici, par exemple, aux manifestations nationales les 22^e jours de chaque mois, aux actions de blocages et mêmes aux émeutes lors du Salon du Plan nord à Montréal et du Conseil général du Parti libéral du Québec à Victoriaville. Dans tous les cas, ces manifestations étaient chapeautées par des organisations étudiantes québécoises, et surtout la CLASSE, ou encore par des coalitions d'acteurs politiques et dans tous les cas, ces dernières ont réussi à y donner le sens qu'elles voulaient²². Même si ces organisations n'ont pas explicitement appelé les gens à l'émeute, ces dernières eurent tout de même lieu au cours de manifestations qu'elles avaient prise en charge. De plus, l'objectif avoué de ces manifestations était de perturber et d'empêcher le déroulement d'événements organisés le gouvernement du Parti libéral, leur l'ennemi principal (Marquis et Presse canadienne, 2012). On peut donc dire que la tournure que prirent les choses concordait avec le sens qu'elles voulaient donner à ces manifestations.

22 La manifestation contre le Salon du Plan nord avait été organisée conjointement par le Comité de solidarité anticoloniale, le Projet Accompagnement Solidarité Colombie, le Collectif contre la civilisation, La Mauvaise Herbe, le Réseau québécois des groupes écologistes et le Groupe de recherche d'intérêt public de l'UQÀM (GRIP-UQÀM). La manifestation contre le Conseil général du Parti libéral du Québec à Victoriaville avait été organisée par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

2.2 Pas seulement un phénomène nocturne

À la lumière de cette première hypothèse, nous nous attendions donc à ce que les altercations entre manifestantEs soient survenues au cours de manifestations nocturnes, puisque celles-ci étaient autonomes et n'étaient pas organisées ou contrôlées par les grandes associations étudiantes telles que la CLASSE, la FECQ et la FEUQ. Cependant, notre enquête révèle une réalité beaucoup plus complexe. Même si certainEs de nos participantEs avaient aussi l'impression que le phénomène se limitait aux manifestations nocturnes, la mise en commun des expériences de chacunEs démontre plutôt qu'ils et elles ont vue ou vécu des altercations avec d'autres manifestantEs dans toute sorte de manifestations. Cela inclut les manifestations de soir ou ludiques, les manifestations organisées par les associations étudiantes ou par d'autres organisations politiques, les actions de blocage et d'occupation et même les émeutes.

Tout d'abord, il y a effectivement eu des altercations entre manifestantEs au cours des manifestations nocturnes. Dans ce cas-ci, Thomas raconte non seulement en avoir été témoin à plusieurs reprises, mais aussi avoir lui-même été physiquement agressé par un autre manifestant lorsqu'il a brisé des vitrines du quotidien *La Presse* au cours d'une de ces manifestations.

[...] ça, c'était plutôt en mars, avril, quand ça commençait à devenir fort et que c'était les premières manifestations de nuit. Et ... bien j'ai été témoin de plusieurs ... en fait plusieurs fois dans la même soirée puis à une autre reprise de manifestants qui ... qui commettaient des actes de dégradation et qui étaient stoppés, voire molestés par des individus ou par la foule. C'était en général plutôt par des individus et ça m'est arrivé également ... de briser des vitrines et d'être attaqué, d'être agressé par quelqu'un [...]. Moi j'ai pris l'initiative de

briser les vitrines de *La Presse*. [...] Au bout de quelques vitrines, il y a quelqu'un qui m'a sauté dessus. (Thomas, 2014, R24-27)

De plus, au cours d'une manifestation nocturne, Christian a affirmé avoir vu des manifestantEs replacer le mobilier urbain ayant été jeté dans la rue par d'autres dans le but d'entraver les manœuvres policières. Il précise aussi avoir été choqué et être intervenu pour jeter à son tour ce même mobilier urbain dans la rue, pour s'assurer de rendre le travail des policiers plus difficile.

Cependant, plusieurs autres participantEs à notre recherche nous ont confirmé la présence d'altercations entre manifestantEs dans des manifestations organisées par les associations étudiantes, et en particulier la CLASSE. En parlant des altercations de manière générale, Jacob dit :

Je te dirais, tu vois, y avait des manifs que tu le savais que ce allait probablement péter et d'autres que non. Je te dirais que les manifs de la FEUQ, de la FAECUM²³, tu le savais qui se passerait rien là ou à peu près rien. [...] Mais si non, est-ce que j'en ai vu ailleurs?... bien, il y en tout le temps, il y en avait tout le temps dans les manifs, mais surtout celles de l'ASSÉ qui avaient un black bloc. (Jacob, 2014, R14)

Il affirme aussi avoir été témoin à plusieurs reprises d'altercations au cours des manifestations nationales de la CLASSE, les 22^e jours de chaque mois. Il s'agit d'un constat que partage Gabrielle : « Ben, toutes les manifs de la CLASSE étaient pas mal ... il y avait son lot [d'altercations] de ... après, c'est ça. Je me suis posée la question dernièrement justement si c'était le fait que la CLASSE était pas mal le moteur de mobilisation [...]. » (Gabrielle, 2014, R69) Cette dernière affirme aussi avoir été

23 Il s'agit d'une abréviation qui désigne la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal.

invectivée par d'autres manifestantEs qui lui reprochait d'être montréalaise, alors qu'elle participait à une manifestation organisée par les étudiantEs de l'Université du Québec en Outaouais et tentait de donner des consignes de sécurité aux autres manifestantEs :

Les gens nous criaient dessus. Ça avait pas rapport. C'était vraiment un gros travail, de prendre sur moi et de pas leur crier dessus. [...] C'était genre : « Ouais! Fuck you! C'est pas toi qui va me dire ... » [...] Parce qu'ils se connaissent tous. Fait qu'ils savaient qu'il y avait du monde de Montréal qui descendait. (Gabrielle, 2014, R64-66)

De plus, au cours du Printemps érable, il y eut des altercations entre manifestantEs lors de manifestations chapeautées par des groupes politiques n'appartenant pas au mouvement étudiant. Par exemple, Nicholas, un des hommes avec qui nous nous sommes entretenus, se rappelle être intervenu verbalement et physiquement pour empêcher un autre manifestant de mettre le feu à un tas de branches déposé au milieu de la rue, lors de la manifestation annuelle contre la brutalité policière le 15 mars à Montréal :

C'est juste qu'on marchait. Je me rappelle, je pense que c'était bien un gars. Je me rappelle plus s'il était masqué ou quoi que ce soit. Je me rappelle juste qu'il a comme voulu mettre le feu à ce tas de broussaille là, je sais pas trop, puis je l'ai comme vraiment empêché. [...] Mais c'était assez ... j'ai été rapide et tout. Ça a été vraiment ... incisif on pourrait dire. Je l'ai pas poussé rien. Je suis pas violent. Mais vraiment, j'y ai tassé le bras et tout. Il a fait comme ... je lui ai pas juste dit verbalement [...]. (Nicholas, 2014, R29 et 34)

Les personnes interrogées nous ont aussi confirmé que des altercations entre manifestantEs avaient même eu lieu au cours des émeutes en marge du Salon du Plan nord à Montréal, le 20 avril, et du Conseil général du Parti libéral du Québec à

Victoriaville, le 4 mai. Dans le premier cas, Christian dit être intervenu pour empêcher un autre manifestant de lancer des vélos Bixi sur les policiers. Leur altercation s'était cependant vite terminée, puisqu'ils durent quitter les lieux en raison d'une charge de l'escouade antiémeute. De plus, une personne qui n'a pas participé à notre enquête mais était tout de même présente sur les lieux lors de cette manifestation, nous a rapporté de manière informelle avoir vu deux manifestantes intervenir pour empêcher des manifestants de lancer au sol des blocs de ciment, pour les fracasser et s'en faire des projectiles. La situation a même provoqué un petit attroupement d'une demi-douzaine de personnes qui s'invectivaient, les unes essayant de convaincre les autres de laisser les manifestants se procurer des projectiles, les autres qu'il ne fallait rien lancer aux policiers. Ces femmes se sont d'abord placées debout sur les blocs de ciment en question, pour empêcher qu'ils ne soient lancés, et sont par la suite calmement allées les déposer aux pieds des policiers antiémeutes. Dans le cas de l'émeute de Victoriaville, le 4 mai 2012, Emmanuelle précise que des manifestantEs pacifistes s'étaient interposées entre les policiers et d'autres manifestantEs qui leur lançaient des projectiles :

À Victoriaville un moment donné, quand tout le monde pitchait des pavés, bien il y avait des paciflics qui étaient assis et qui faisaient des *peace*, mais c'est bon pour des photos, mais le monde qui pitche des pierres peut heurter ces gens-là. Fait que, ils arrêtaient pas de crier « Décrivez câlisse! Arrêtez avec vos "peace" ça change rien! ». (Emmanuelle, 2014, R23)

Finalement, il y eut même des altercations lors d'actions de blocage ou d'occupation. Chloé est par exemple intervenue pour expulser des hommes qui tenaient des propos homophobes et dégradants envers des agentes de sécurité :

[...] on bloquait le pavillon de l'UQÀM ... mais c'est comme l'administration. [...] puis il y a eu des attaques envers des Gardas²⁴ femmes. Des attaques verbales dans lesquelles ... il y avait critiques de leurs corps, de leurs sexualités puis de leurs ... bien de leur personne. Les attaques, c'était vraiment : « Bande de lesbiennes! ». [...] Puis finalement, ces personnes-là, je leur ai demandé de quitter. J'ai dit, parce qu'on m'avait accusé de diviser le mouvement et de diviser la force, et je leur ai dit : « Bien si vous faites en sorte que moi je divise, c'est parce qu'au départ vous êtes en train de me demander de faire un choix, puis vous divisez vous-même! » Puis je leur ai demandé de quitter. (Chloé, 2014, R10-13 et 17)

2.3 Résumé de la première hypothèse

Étant donné l'imprévisibilité des manifestations ainsi que la lutte d'interprétation que s'y livrent les différents acteurs y prenant part, nous pensions que les altercations entre manifestantEs au cours du Printemps érable survenaient lors que les associations étudiantes ainsi que leurs services d'ordre n'étaient pas présents pour mettre en forme le moment manifestant. Cela impliquait alors que les altercations en question aient été restreintes à certains types de manifestations plus autonomes, tels que les manifestations nocturnes. Cependant, au terme de l'enquête que nous avons menée, nous avons constaté que cela n'était pas le cas. Les témoignages recueillis démontrent en effet qu'il y eut des altercations entre manifestantEs dans l'ensemble des formes de manifestations et cela, peu importe la présence ou l'absence des associations étudiantes.

24 L'expression « garda » est ici utilisée pour désigner les agentEs de sécurité employéEs par l'UQÀM de manière générale. L'expression découle du fait que l'UQÀM a déjà eu recours à l'entreprise de sécurité Garda afin de constituer le personnel de son Service prévention et de sécurité. Bien que l'UQÀM ait aussi eu recours à plusieurs autres entreprises de sécurité à différents moments, c'est Garda qui fut associé aux agentEs de sécurité par les militantEs de cette université.

Ceci démontre selon nous que la lutte d'interprétation que se livrent les différents acteurs participant aux manifestations du Printemps érable ne semble jamais disparaître totalement, même lorsque celles-ci sont chapeautées par des organisations des mouvements sociaux. Le constat auquel nous en arrivons est que les manifestations restent imprévisibles, difficilement contrôlables et risquent toujours d'être le théâtre d'affrontements.

CHAPITRE III

SECONDE HYPOTHÈSE : S'OPPOSER À LA « VIOLENCE »?

Tel qu'énoncé précédemment, nous nous inspirons des théories de la sociologie des mouvements sociaux afin d'expliquer les altercations entre manifestantEs au cours du Printemps érable. Nous présenterons ici une seconde hypothèse en nous référant aux théories du cadrage. L'idée principale est que le phénomène à l'étude pourrait découler d'une dispute autour des cadres au sein du mouvement étudiant et plus largement d'une concurrence de cadres entre celui-ci et ses adversaires. Nous avons formulé cette hypothèse puisque nous croyions initialement qu'il pouvait y avoir une concordance entre un débat public condamnant les pratiques transgressives qu'ont pu avoir certaines personnes au cours des manifestations et des altercations entre manifestantEs qui nous semblaient spécifiquement prendre pour cible ces mêmes pratiques. Autrement dit, le fait que des manifestantEs soient intervenuEs pour tenter d'en empêcher d'autres de briser des vitrines ou attaquer les policiers, par exemple, aurait pu être lié à la dénonciation des « casseurs » ou de la « violence » faite par plusieurs membres du gouvernement ainsi que des commentateurs et commentatrices d'actualité. Nous débiterons ce chapitre en présentant différentes notions nécessaires à formulation d'une telle hypothèse. Par la suite, nous exposerons cette seconde hypothèse en décrivant le contre-cadrage de « la violence et de l'intimidation » mis de l'avant par le gouvernement libéral avec l'objectif de délégitimer le mouvement étudiant dans son ensemble et plus spécifiquement ses manifestations. Nous verrons aussi comment les associations étudiantes, et surtout la CLASSE, ont alors opéré un recadrage autour de la notion de *respect de la diversité des tactiques*. Finalement,

nous verrons comment les témoignages recueillis lors de notre enquête remettent en question une telle appréhension du phénomène.

3.1 Le discours public de « la violence et l'intimidation »

3.1.1 Notions préalables

Voyons tout d'abord en quoi consistent les *cadres* et les *cadrages*. De manière générale, les cadres (*frames*) sont « des *schèmes d'interprétation* qui permettent à des individus de *localiser, percevoir, identifier et étiqueter* des événements dans leurs espaces quotidiens et le monde en général, qui contribuent à les guider dans leurs actions et leurs interprétations. » (Contamin, 2009, p. 39) Comme le dit Goffman (1974, p.8), les cadres permettent aux gens de répondre à la question *Qu'est-ce qui se passe?* Il précise aussi que les cadres ne sont pas renégociés lors de chaque situation auxquelles font face les individus et sont plutôt des éléments centraux de la culture qui sont institutionnalisés de différentes façons. Ils sont néanmoins sujets à transformation au fil du temps (Goffman, 1981, cité dans Snow, 2007, p. 385)

De manière plus spécifique, la sociologie des mouvements sociaux s'est intéressée aux cadres permettant de produire des actions collectives, lesquels sont généralement plus contentieux puisqu'ils défient les interprétations dominantes de la réalité. Un tel intérêt découle d'une insatisfaction quant aux théories de la mobilisation des ressources et aux théories des processus politiques. Même si ces dernières ont su identifier les conditions matérielles favorisant la participation aux mobilisations et contribuant au succès de ces dernières, il leur est reproché de ne pas avoir accordé suffisamment d'importance au travail interprétatif à l'oeuvre dans les mouvements

sociaux (Snow, 2007, p. 382-383; Snow et al., 1986, p. 465-467). En reconnaissant que les événements et les objets n'ont pas de significations intrinsèques, il faut alors observer comment les acteurs prenant part aux mobilisations effectuent un travail de signification, aussi appelé cadrage (*framing*)²⁵, afin d'aligner les cadres des individus autour de cadres communs favorisant leur participation aux mouvements sociaux (Contamin, 2009, p. 39). Il s'agit d'un processus dynamique et évolutif, lequel implique une agentivité dans la mesure où il reflète le travail des organisations des mouvements sociaux et de leurs militantEs (Benford et Snow, 2012 [2000], p. 224).

Pour résumer, les cadres sont des formes discursives stabilisées du cadrage, lequel est le travail de signification qu'opèrent les acteurs et actrices des mouvements sociaux. Cependant, comme l'affirme Roberta L. Coles (1998, p. 370-371), les personnes et les organisations qui sont partie intégrante des mobilisations ne sont pas les seules à faire un tel travail interprétatif. Les acteurs dominants d'une société, tels les gouvernements, les médias et certains auditoires, effectuent eux aussi des activités de cadrage. De plus, ces derniers ont souvent une longueur d'avance sur les mouvements sociaux puisqu'ils bénéficient de plus de ressources et d'un meilleur accès aux médias, facilitant ainsi la diffusion de leurs cadres. On peut même dire qu'il est rare que les militantes contrôlent la manière dont leur mobilisation et leurs cadres seront traités par les médias²⁶. Les revendications des mouvements sociaux ainsi que leurs modes d'action sont alors fréquemment remis en question publiquement par leurs adversaires dans le but de les réfuter ou de les neutraliser. Il s'agit de ce que Robert D. Benford et David A. Snow (2012 [2000], p. 242-244) appellent des contre-cadrages. Les mouvements réagissent la plupart du temps à ces contre-cadrages par un effort de

25 On distingue trois opérations essentielles de cadrage, soit le cadrage diagnostique (*diagnostic framing*), le cadrage de pronostic (*prognostic framing*) et le cadrage motivationnel (*motivational framing*). Pour plus de détails, à ce sujet, voir Snow et Benford (1988)

26 À ce sujet, voir Gitlin (2003), Baylor (2002), Gamson et Wolfsfeld (1993) et Entman et Rojecki (1993).

recadrage, c'est-à-dire une tentative de limiter ou d'inverser les atteintes portées à leurs revendications. Ces affrontements entre les cadrages mis de l'avant par les personnes prenant part aux mobilisations et les contre-cadrages de leurs adversaires constituent des concurrences de cadres (*framing contest*).

Des cadrages concurrents peuvent même exister au sein des mouvements sociaux. Tel que le précise Benford (1993, p. 678-679), les tensions en ce qui a trait au sens à donner à la réalité sont fréquentes entre les diverses organisations qui les composent, et même au sein de celles-ci. Ces désaccords furent désignés comme étant des disputes autour des cadres (*frame dispute*). Cet auteur en distingue trois variantes. Tout d'abord, les disputes autour des cadres peuvent concerner les cadres diagnostiques (*diagnostic frame disputes*), c'est-à-dire l'identification du problème ou du blâme à porter. Plus concrètement, cela veut dire qu'il est possible que les participantEs aux mouvements sociaux ne s'entendent pas sur le problème qu'ils et elles doivent combattre ou sur qui est responsable de la situation qu'ils et elles dénoncent. En suite, il se peut aussi qu'il y ait des disputes au sujet des cadres pronostiques (*prognostic frame disputes*). Il y a alors désaccord non pas sur l'interprétation de la réalité, mais plutôt sur la vision alternative de cette réalité qu'il faut mettre de l'avant. De telles tensions concernent surtout les tactiques et les stratégies que devraient utiliser les mouvements. Finalement, les disputes autour des cadres peuvent se centrer sur la résonance des cadres (*frame resonance disputes*). Dans ce cas, il est question de savoir comment la réalité alternative préconisée par les militantEs devrait être présentée afin d'être bien reçue. On se demande alors si les cadres mis de l'avant sont crédibles, s'ils sont en mesure de persuader de nouvelles personnes de se joindre à la cause ou encore s'ils sont cohérents avec les mythes ou les valeurs de la société dans laquelle s'inscrit la mobilisation (Benford, 1993, p. 686-694).

3.1.2 Le contre-cadrage des adversaires du mouvement étudiant

En introduction de ce mémoire, nous faisons référence à la fausse dichotomie entre les « bons manifestants » et les « casseurs » produite à la fois par les médias, les élus et les forces de l'ordre. Il faut ici préciser que de tels amalgames s'inscrivaient dans un débat public plus large sur la prétendue violence du mouvement étudiant, lequel fut co-produit par ces mêmes acteurs. Initié par les membres du gouvernement du Parti libéral du Québec, ce débat visait à dénoncer à répétition la « violence » et « l'intimidation » dont aurait fait preuve le mouvement étudiant, et plus spécifiquement les manifestantEs. Il eut pour effet de dépolitiser et de criminaliser la contestation ainsi que la participation aux manifestations (Dussault-Brodeur, 2015, p. 75-76) en justifiant du fait même la violence dont ont fait preuve les forces de l'ordre envers les protestataires (*Ibid.*, p. 66). Il s'agissait alors d'un contre-cadrage opéré par les adversaires du mouvement étudiant visant à contrer le cadrage de l'opposition à la hausse des droits de scolarité mis de l'avant par les associations étudiantes.

Prenant racine dans une conception élitiste de la démocratie, ce contre-cadrage présentait la contestation de manière générale comme un affront au droit de gouvernance d'un parti politique démocratiquement élu, lequel étant censé être le seul acteur ayant la légitimité de modifier un programme politique. Dans cette optique, des membres du gouvernement et parfois même des partis d'opposition dénonçaient la crise sociale comme une crise de la démocratie, alors qu'un groupe minoritaire (les étudiantEs) tentait d'imposer sa volonté politique à l'ensemble de la société québécoise (Sanschagrín et Gagnon, 2014, p. 261-262)²⁷. Les diverEs intervenantEs dans ce débat en sont venuEs plus spécifiquement à condamner le recours à la grève

27 À cet effet, le ministre du Revenu et des Finances de l'époque, Raymond Bachand, avait lui-même affirmé que l'expression populaire n'était légitime que lors des élections. Voir Ménard (2012).

et la perturbation des cours dispensés par les établissements d'enseignement que cela impliquait. Il fut aussi question de réprover les actions de désobéissance civile et les pratiques militantEs transgressives, telles que la destruction de propriété.

Au niveau de la contestation dans son ensemble, le simple fait de porter le carré rouge, symbole de la précarité économique des étudiantEs ou de participer à une manifestation de casserole fut décrié comme une adhésion tacite à la « violence ». À cet effet, des personnalités publiques et politiques telles que le conteur Fred Pellerin et la cheffe de l'opposition Pauline Marois se sont publiquement fait interpellé par les membres du gouvernement libéral (Nadeau, 2012; Porter, 2012). Dans le cas de la grève, ces derniers ont affirmé à de nombreuses reprises la primauté du « droit à l'éducation » et du libre accès aux salles classes sur le droit des associations étudiantes de voter et de faire respecter des mandats de grève (Sanschagrin et Gagnon, 2014, p. 263). En ce qui concerne les actions de désobéissance civile, les blocages du pont Champlain et du pont Jacques-Cartier par des étudiantEs avaient été dénoncés comme étant des gestes qui visaient à « prendre en otage l'ensemble de la population » (Presse Canadienne, 2012a) et qui étaient donc « intolérable dans une société démocratique » (Chouinard, 2012b). Au même titre, des fumigènes lancés par des étudiantEs dans le métro de Montréal le 10 mai 2012 furent comparés à des actes terroristes et à des événements de nature interstellaire, tels que la tempête magnétique de mars 1989 qui avait paralysé l'ensemble du réseau électrique de la province (« Les suspects du métro arrêtés », 2012). Il faut noter que la fumée des ces fumigènes avait alors été évacuée en quelques minutes seulement par les systèmes de ventilation du métro (Collectif de débrayage, 2013, p. 141-145). Pour certains commentateurs, le simple fait que des gens manifestent semblait d'une telle gravité que le gouvernement aurait dû faire intervenir l'armée (Girard, 2012). Outre ces critiques, les médias québécois ont aussi œuvré à diffuser ce contre-cadrage sans la moindre remise en

question. Pour les porte-paroles des associations étudiantes ainsi que les personnalités publiques, il est vite devenu presque impossible de s'adresser aux médias pour parler du conflit, sans tout d'abord avoir à condamner la « violence ».

De manière plus insidieuse, plusieurs commentateurs et commentatrices prétendant appuyer le mouvement ont repris à leur compte le thème de « la violence et l'intimidation » en prétendant que les étudiantEs étaient pour la plupart pacifiques et que la « casse » et l'agitation étaient plutôt l'œuvre d'une faible minorité ou de personnes extérieures au mouvement. Ces intervenantEs accusaient alors paradoxalement des groupes d'extrême gauche qu'ils et elles qualifiaient « d'aile radicale », de « noyau dur » ou « d'ultragauche », d'avoir une « influence très limitée », mais de tout de même être responsable de la plupart des problématiques auxquelles était confronté le mouvement étudiant. L'entêtement de ces groupes, leur intransigeance ainsi que leur attitude confrontationnelle et leurs pratiques militantes transgressives auraient supposément miné les efforts de coalition des syndicats étudiants, provoqué la répression policière, fait perdurer le conflit outre mesure et sapé l'appui du public (Beudet, 2016, p. 99-100).

3.1.3 Résonance et recadrage

En dépit de ces injonctions, la CLASSE a refusé de condamner sans réserve la « violence » et a plutôt tenté de mettre de l'avant un recadrage des pratiques du mouvement étudiant fondé sur le principe du *respect de la diversité des tactiques*. Tel que le décrit Francis Dupuis-Déri, « [c]e principe évoque une valorisation de l'autonomie politique, tout en soulignant la légitimité de l'hétérogénéité des formes de contestation au sein d'un même mouvement. » (Dupuis-Déri, 2016, p. 157) Cela

implique entre autres que les personnes ou les organisations prenant part à une mobilisation ne dénoncent pas publiquement leurs actions mutuelles afin de maintenir un rapport de force avec leurs adversaires. La CLASSE a réitéré son adhésion à ce principe à de nombreuses reprises, même au moment le plus fort du débat, soit tout juste avant la première ronde de négociation le 22 avril 2012 (Breton, 2012). Les représentantEs des associations membres de la CLASSE, alors réunies en congrès, réussirent à s'entendre sur le fait de « condamner publiquement la violence physique délibérée contre des personnes sauf en cas de légitime défense » (Millette, 2013, p. 80) tout en affirmant que la désobéissance civile n'était pas de la violence (Bélaïr-Cirino, 2012). Les discussions avaient alors duré plusieurs heures, mais avaient tout de même permis d'en arriver à une position qui ne dénonçait pas les actions des personnes qui prenaient part à la mobilisation.

Cependant, la résonance du contre-cadrage de « la violence » et de « l'intimidation » fut suffisamment forte pour atteindre les alliés du mouvement étudiant. Au cours du Printemps érable, de nombreux acteurs politiques prétendant appuyer les contestataires ont joint leurs voix à celle du gouvernement et ont aussi dénoncé la « violence et l'intimidation ». Ce fut notamment le cas de partis politiques tel que le Parti québécois. Lorsque l'appui public au mouvement diminua dans les sondages au mois d'avril (Léger Marketing, 2012, cité dans Sanschagrín et Gagnon, 2014, p. 264), Pauline Marois, la cheffe du parti, commença à dénoncer vigoureusement la « violence » des manifestantEs et à exiger le respect des injonctions obtenues par divers établissements d'enseignement pour forcer le retour en classe (Sanschagrín et Gagnon, 2014, p. 264). Il faut alors rappeler que ces prétendus alliés avaient pourtant participé à de nombreuses manifestations, avaient porté le carré rouge, avaient dénoncé la répression policière et s'était même opposé au projet de loi spéciale du gouvernement visant à mettre fin à la grève étudiante (*Ibid.*, p. 263-264).

Au sein même du mouvement, le contre-cadrage en question renforça les disputes autour des cadres (*frame dispute*) déjà présentes²⁸. Les représentantEs des fédérations étudiantes, soit la FECQ et la FEUQ, ont immédiatement condamné la « violence » lorsque se matérialisa l'opportunité de négocier avec le gouvernement le 18 avril 2012. Une telle prise de position était d'ailleurs exigée par la ministre de l'Éducation afin d'entamer le processus (Collectif de débrayage, 2013, p.116; Sanschagrin et Gagnon, 2014, p. 262; Allard, 2012). Léo Bureau-Blouin, représentant la FECQ, et Martine Desjardins, représentante de la FEUQ, dénoncèrent alors autant la violence des manifestantEs que celle des policiers, symétrisant ainsi la répression étatique et les pratiques militantes transgressives (« La FEUQ et la FECQ condamnent la violence », 2012). Cette dispute autour des cadres ne fut toutefois pas suffisante pour briser la coalition formée par les trois grandes organisations étudiantes tel que ce fut le cas lors de la grève étudiante de 2005²⁹. Cette fois-ci, la FECQ et la FEUQ ont refusé de négocier avec la ministre de l'Éducation sans la présence de la CLASSE (Chouinard, 2012a).

3.1.4 Une seconde explication des altercations entre manifestantEs

Étant donné cette concurrence de cadres entre le mouvement étudiant et le gouvernement, ainsi que la prédominance du contre-cadrage axé sur « la violence et l'intimidation » dans les débats publics, nous faisons l'hypothèse que les altercations entre manifestantEs pouvaient elles aussi avoir été lié à ce contre-cadrage. Elles

28 Comme nous l'avons précisé en introduction, les positions des associations étudiantes divergeaient quant au niveau de transgression souhaitable au cours de la mobilisation. La CLASSE préconisait le syndicalisme de combat alors que les fédérations étudiantes ainsi que la TaCEQ privilégiaient le concertationnisme et ne respectait pas la diversité des tactiques.

29 Lors de la grève étudiante de 2005, le gouvernement libéral avait réussi à isoler la CASSÉE (une coalition elle aussi formée par l'ASSÉ à l'époque) dans les débats publics et avait par la suite seulement négocié avec les fédérations étudiantes (Collectif de débrayage, 2013, p. 35 et 116).

auraient alors été une expression des disputes autour des cadres du mouvement étudiant se produisant dans la rue. Plus spécifiquement, les altercations auraient été liées aux disputes des cadres pronostiques, lesquelles concernent les stratégies et les tactiques qu'utilisent les mouvements sociaux. Cette hypothèse nous permettait d'envisager dans un premier temps que les altercations entre manifestantEs soient une réaction aux pratiques militantEs transgressives. Comme nous l'avons vu, il s'agissait d'une façon de faire qui ne faisait pas consensus au sein du mouvement étudiant et qui fut dénoncées tout au long du Printemps érable par les élites politiques, les médias et les policiers. Il aurait donc été logique que ce soit ces pratiques que des manifestantEs aient tenté d'empêcher en s'interposant de différentes manières. À partir des médias, des discussions que nous avons eues avec des collègues, ainsi que notre propre expérience de terrain, nous n'avons observé que des situations où des personnes s'en étaient prises à des manifestantEs qui utilisaient la tactique du Black Bloc et qui avaient détruit la propriété publique ou privée, ou qui s'apprêtaient à le faire. Nous savions, par exemple, que des manifestantEs masquéEs s'étaient faitEs frapper et huer après avoir brisé des vitrines de magasins ou après avoir lancé des objets sur des policiers. Nous avons aussi observé une manifestation entière s'immobiliser puis s'asseoir au sol pour permettre à la police de procéder à des arrestations. Notre propre expérience du phénomène renforçait donc cette idée que les altercations en question auraient été le fait des manifestantEs qui en sont venuEs à être qualifiéEs de « paciflics » durant le conflit.

Dans un deuxième temps, cette seconde hypothèse nous permettait aussi de penser que des manifestantEs ayant des affiliations organisationnelles spécifiques auraient été à l'origine des altercations entre manifestantEs. Nous pensions, par exemple, aux membres des fédérations étudiantes ou des partis politiques d'opposition. Comme nous l'avons vu, ces organisations faisaient partie du mouvement ou prétendaient en

être les alliés et elles ont toutes adhéré au contre-cadrage de la « violence et de l'intimidation » à divers moments du conflit, contribuant ainsi à le valider. Ici, l'idée était que ce soit des membres de la FECQ et de la FEUQ ainsi que des militantEs du Parti québécois et Québec solidaire qui aient transposé dans la rue les prises de position publiques des organisations auxquelles ils et elles participent. Ce serait donc ces personnes qui seraient intervenues pour s'opposer aux gestes alors considérés « violents ». Même si le Parti libéral fut à l'avant-plan des débats en question, il nous semblait peu probable que des militantEs de celui-ci aient participé aux manifestations et puissent avoir joué un rôle dans le phénomène à l'étude puisque ce parti formait alors le gouvernement et était l'adversaire du mouvement étudiant. Cependant, cela implique aussi que certaines autres affiliations organisationnelles ne puissent pas être liées aux altercations entre manifestantEs. Tel que mentionné, la CLASSE a tenté de recadrer le débat en ayant recours au principe du respect de la diversité des tactiques. Cela nous permettait de penser que les manifestantEs membres des associations étudiantes affiliées à la CLASSE n'y avaient donc rien à voir.

3.2 Pas seulement des « paciflics »

Suite au déroulement de l'enquête que nous avons menée, nous en sommes venus à aussi remettre en question cette seconde hypothèse. Après avoir interrogé des personnes ayant vécu de près le phénomène à l'étude, nous avons appris que le contre-cadrage de la « violence et l'intimidation » ne peut expliquer les altercations entre manifestantEs durant les manifestations du Printemps érable. Dans cette section, nous verrons comment différents éléments tirés de nos entrevues contredisent nos

appréhensions initiales du phénomène et nous permettent d'en dresser un portrait inattendu allant à l'encontre des perceptions généralement véhiculées.

3.2.1 La question de la « violence »

Nous tenons dans un premier temps à préciser qu'il est effectivement vrai que des manifestantEs s'étant interposésEs à des pratiques militantes transgressives adhéraient à certains éléments du contre-cadrage produit par le gouvernement. Ceux-ci et celles-ci pouvaient par exemple croire que le fait de briser des vitrines constituait des gestes « violents » et que les manifestantEs qui commettaient de tels gestes étaient des « casseurs » qui ne faisaient pas partie du mouvement étudiant. Lorsque nous l'avons questionné sur ce qu'il considérait à l'époque être de la violence, Nicholas dit ceci :

Bien à cette époque-là, ceux qui étaient violents, c'était d'abord ... comment tu les appelles déjà? Les « casseurs ». L'idée qu'il y a des gens qui s'infiltrent dans une manif, qui sortent de nulle part (rire), ce qui est vraiment drôle ... Dans le documentaire, justement, de Radio Can³⁰, il y en a un anarchiste qui est masqué et qui parle. Il dit : « Ils sortent pas des égouts! Ils vont casser quelque chose puis après ils retournent dans leurs égouts! » Bien c'était pratiquement ça que je croyais. C'était des gens qui sortaient un peu de n'importe où. Un peu comme les émeutes du Canadien de Montréal. Ils sortent de n'importe où, tu sais [...]. Ils ont saisi ce moment-là, mais ils n'existent pas en soi. C'est pas des *fans*. Moi, c'est ce que je croyais. Ils sortaient de nulle part. Ils s'infiltraient dans le mouvement, comme s'ils pouvaient pas être étudiants, étudiantes. [...] Ils étaient juste là pour casser des choses et tout. C'était ça ma pensée, à cette époque-là un peu. (Nicholas, 2014, R53)

Au cours de cette portion de l'entretien, Nicholas rit de lui-même, puisqu'après le Printemps érable il a commencé à militer dans des associations étudiantes et cela l'a

30 Diminutif de Radio Canada.

amené à remettre en question une telle façon de penser. Il dit maintenant comprendre que les personnes prenant part au mouvement étudiant, ainsi qu'à n'importe quel mouvement social, proviennent d'horizons diversifiés et que leurs pratiques militantes le sont tout autant.

Cependant, lorsque Nicholas s'est interposé à ce que faisait d'autres manifestantEs, son raisonnement ne semble pas avoir été influencé par le contre-cadrage en question. Il s'est rappelé être intervenu verbalement et physiquement envers un autre manifestant lors de la manifestation annuelle contre la brutalité policière. Plus concrètement, il a frappé les bras de cet autre manifestant pour l'empêcher de mettre le feu à un tas de branches déposé dans la rue. Il affirme qu'à ce moment c'est plutôt l'acceptabilité de la contestation étudiante qui l'a poussé à agir de la sorte :

Parce que je croyais que ça avait une importance. Je pensais vraiment que ça pouvait aider ... pouvait aider le mouvement, ça pouvait aider notre cause. [...] Moi je disais : « Ouais, faudrait faire attention pour l'opinion publique! » [...] J'essayais de la défendre, par exemple. Tu sais, je voulais pas absolument que ça soit le plus parfait, mais j'essayais de la défendre. Puis s'il y avait quelque chose que je pouvais aider, comme ce geste-là [empêcher physiquement un manifestant de mettre le feu à un tas de branches], bien j'étais pour le faire. (Nicholas, 2014, R39,40)

Il s'est donc opposé à des pratiques transgressives parce qu'il croyait que le succès du mouvement étudiant était lié à ce qui selon lui était acceptable aux yeux du public et non parce qu'il s'opposait aux « casseurs » ou à la prétendue « violence » des manifestantEs.

De plus, plusieurs manifestantEs ayant tenté de faire cesser les gestes transgressifs semblaient ne pas comprendre les motivations des autres manifestantEs auprès desquELes ils et elles intervenaient ainsi que les situations dans lesquelles se déroulaient ces pratiques militantes. À ce moment, les altercations semblaient plutôt relever de la colère et de l'indignation face à ce qui leur semblait anormal. La notion même de cadrage vise à répondre à la question *Qu'est-ce qui se passe?* (Goffman, 1974, p.8) Le fait que pour plusieurs manifestantEs cette question semblait à ce moment être sans réponse démontre l'absence d'un contre-cadrage visant spécifiquement à donner un sens péjoratif à toute activité troublant l'ordre public ou contrevenant à la loi. Par exemple, Emmanuelle raconte ainsi la discussion qu'elle a eue avec une manifestante qui avait interpellé une personne qui jetait des cônes de circulation dans la rue :

Il y a juste quelqu'un, un moment donné, qui prenait tous les poteaux et les foutait dans la rue. Les poteaux de constructions. Puis il y a une fille qui était vraiment fâchée, comme : « C'est quoi ton problème? À cause de toi y vont arrêter la manif! », puis tout ça. On a quand même parlé avec elle et on a essayé de lui dire qu'il y a une diversité de tactiques. Puis elle a un peu changé son point [...]. Elle est pas intervenue avec la personne et elle a arrêté de lui crier dessus, parce qu'on avait une discussion avec elle. [...] C'était le fun de discuter avec, parce qu'elle voyait, dans le fond, qu'il y avait pas juste la façon d'être pacifique [...] Elle était juste fâchée. (Emmanuelle, 2014, R23 et 27-28)

Jacob affirme qu'il ne comprenait pas la tactique du Black Bloc lorsqu'il a commencé à participer aux manifestations lors du Printemps érable.

Au début... une des premières manif, ou en tout cas, c'était vraiment la première semaine de la grève, ... même moi personnellement j'étais pas vraiment familier avec ce qu'était un Black Bloc et la différence des tactiques [diversité des tactiques] et tout ça. [...] Mais ... il y avait eu un Black Bloc.

C'était le premier Black Bloc que je voyais ... de même ... à la fin de la manif [...]. Il avait pris à part un char de police et, c'est ça, il avait commencé à défoncer des fenêtres puis tout. Puis, tu sais, justement j'étais pas très au courant de pourquoi [...]. Tu sais je m'étais jamais questionné : « Pourquoi on ferait ça? » Puis là, sur le coup, j'étais : « Bien là! Pourquoi ils font ça? ». J'étais allé les voir là-dessus. Je suis allé lire là-dessus, puis là, j'étais comme : « Ok! ». (Jacob, 2014, R48)

Thomas fut témoin de plusieurs altercations physiques entre manifestantEs au cours de manifestations nocturnes et en fut lui-même victime. Selon lui, les personnes qui initiaient ces altercations ne comprenaient pas les pratiques des autres manifestantEs : « Mais j'ai vu plusieurs fois, effectivement, un ou deux individus essayer de ceinturer quelqu'un ... mais ... qui le faisaient avec une vraie incompréhension de ce qui se passait. » (Thomas, 2014, R30)

Finalement, pour plusieurs personnes ayant été impliquées dans des altercations entre manifestantEs, ce n'était pas les gestes illégaux commis au cours des manifestations qui constituaient de la « violence », mais plutôt les actions de la police. Emmanuelle et Gabrielle critiquent sévèrement les techniques de contrôle de foule employées par les différents corps de police au cours des manifestations du Printemps érable ainsi que les blessures qu'elles ont engendrées. Elles identifient explicitement ces pratiques policières comme étant de la violence :

Moi, pour vrai quand je pense à la violence je pense vraiment pas à des vitres brisées, je pense à la violence policière. On parle des petites vitres brisées, mais on parle pas des deux personnes qui ont perdu leur œil [sic]. Comme à Victo³¹, il y a quelqu'un qui a perdu sa mâchoire. Mon ami aidait la personne qui avait perdu son œil. Elle s'en rendait même pas compte! « Est-ce que je suis correcte? », et son œil pendait. [...] Ce qu'ils ont fait à Gabriel Nadeau-Dubois

31 Elle fait ici référence aux nombreuses personnes blessées lors de la manifestation contre le Conseil général du Parti libéral du Québec à Victoriaville le 4 mai 2012.

qui devait condamner la violence. [...] Bravo! Mais toi, police, on va jamais te demander de condamner la violence [...]! (Emmanuelle, 2014, R35)

Les violences policières, bien c'est toutes les volées qu'on a mangé. [...] J'étais *médic*³² pour Victo. C'est quand même une image pas trop cool de ramasser les dents de la personne puis y mettre dans un petit Ziplock ou un petit sac. [...] Oui, j'ai ramassé ses dents, puis oui, ça, je *tripais* pas³³. Je pense que c'est une violence ... Bien ouais, tout ce qui est physique, la force du nombre, la ... l'uniforme, la police en soi et toutes ses déclinaisons sont à mon avis extrêmement violentes. [...] Sinon [...] ça a été toutes souricières, toutes les ... quand ils te prennent dans un coin, ils te battent puis ils te ressortent, puis te *dump* un petit peu n'importe où³⁴. [...] C'est des trucs extrêmement durs. (Gabrielle, 2014, R167-168)

Quant à elle, Chloé identifie aussi certains comportements de la part des policiers comme étant de la violence sexuelle envers les femmes :

Tu sais, la violence dans les interventions policières, elle a été très présente. Ça, il faut pas le nier [...]. Je pense que ça a été très, très important. C'est sûr que la violence symbolique, la violence sexuelle, étaient aussi présentes, mais ... tu sais, j'ai remarqué ... j'ai remarqué que même des interventions où ils utilisaient pas nécessairement toute la force dont ils sont capables, les policiers faisaient aussi de la violence [...] aussi sexuelle. J'ai des ... j'ai des témoignages de personnes avec qui j'ai milité que ... quand ils disent les policiers : « Quittez! ... Quittez tel lieu! » bien, il y a eu des moments où c'est : « Sinon, tu sais, je vais te ... je vais t'enfoncer ma matraque! », tu sais ... (Chloé, 2014, R53)

- 32 L'expression *médic* désigne ici des manifestantEs prenant la responsabilité de soigner les autres au cours des manifestations lors que ceux et celles-ci sont blesséEs ou incommodéEs par les techniques de contrôle de foule ou les irritants chimiques utilisés pas les forces policières. Dans certains cas, les *médics* disposent d'une formation professionnelle dans le domaine de la santé. Cependant, la plupart du temps, ces personnes ne bénéficient que de connaissances médicales rudimentaires transmises à travers divers groupes militants.
- 33 Elle fait aussi référence à l'émeute de Victoriaville.
- 34 Gabrielle fait ici référence à une technique parfois employée par le Service de police de la ville Montréal (SPVM) pour remettre en liberté des manifestantEs ayant été misEs en état d'arrestation. Cela consiste à transporter individuellement les manifestantEs dans des endroits reculés de la ville à bord d'auto-patrouille pour ensuite les relâcher et ainsi éviter qu'ils et elles ne retournent manifester.

On comprend donc que la notion de « violence » ne fait pas unanimité aux yeux des manifestantEs alors que ceux-ci et celles-ci y associent des pratiques et des événements bien différents, mais aussi que les altercations ne semblent pas être liées à une telle notion.

3.2.2 Respecter ou non de la diversité des tactiques

Dans un deuxième temps, les témoignages que nous avons recueillis démontrent que nous avons tort de penser que les altercations entre manifestantEs ne survenaient qu'en réaction aux pratiques militantes transgressives et émanaient donc d'un désaccord avec celles-ci. Comme le remarque Emmanuelle, les altercations pouvaient aussi être le fait de manifestantEs ayant de telles pratiques :

Là, en plus, je pense que c'était des gens qui étaient comme pas mal dans le milieu militant et ... c'était pas nécessairement comme des « paciflics », c'était des gens ... qui auraient pu péter des vitres à d'autres moments. (Emmanuelle, 2014, R32)

En fait, plusieurs personnes nous ont avoué s'être interposées à ce que faisaient d'autres manifestantEs non pas parce qu'ils ou elles percevaient leurs gestes comme étant de la « violence » ou de « l'intimidation » tel que nous le pensions, mais bien dans le but de défendre le principe de la diversité des tactiques. Ceci est doublement surprenant. D'une part, des altercations entre manifestantEs ont été motivée par le cadrage mis de l'avant par le mouvement étudiant, et non par le contre-cadrage de ses adversaires. D'autre part, les altercations en question contredisent un tel principe puisqu'elles visent précisément à nier l'autonomie politique des autres manifestantEs et à refuser l'hétérogénéité des formes de contestation. Plusieurs personnes nous ayant

affirmé avoir initié des altercations avec d'autres manifestantEs disaient respecter la diversité des tactiques tel que l'affirmait la CLASSE et disaient même que c'est ce principe qui motivait de telles actions. Ces personnes reconnaissent tout de même qu'il s'agissait d'une contradiction entre leurs pratiques militantes et leurs positions politiques. Parlant d'une altercation où elle a crié après les manifestantEs qui s'assoient par terre, Gabrielle affirme :

Bien, dans le fonds, de s'asseoir [dans la rue], dans le fonds ... tu sais, symboliquement et de faire des « peace³⁵ » pour les médias, pour montrer qu'on est pas des gens mauvais. [...] Ça, ça venait vraiment beaucoup me chercher. Je devenais vraiment agressive [...]. Dans le fonds, c'est une diversité des tactiques ... je m'en rends compte un peu ... à un sens. [...] Les autres par exemple me tapent sur les nerfs. À la limite, je les empêche de faire certains trucs, mais ... ça, ça venait me chercher, tout ce qui est imagiste³⁶, justement que : « C'est pas la bonne façon de faire! » ... et de s'asseoir [pendant une manifestation]. C'était vraiment des enjeux qui m'amenaient à être extrêmement colérique. (Gabrielle, 2014, R56 et 67)

Cette même participante nous a confié qu'elle s'est aussi confrontée à de nombreuses reprises à des personnes qui furent qualifiées de « paciflics », c'est-à-dire des manifestantEs qui tentaient d'expulser les Black Blocs des manifestations. Elle utilisait même la force s'il le fallait. Comme nous l'avons vue précédemment, Chloé s'identifie comme féministe. Elle dit avoir interpellé des manifestants ayant des propos et des slogans sexistes ou machistes à plusieurs reprises au cours du Printemps érable pour leur demander de se taire ou de quitter la manifestation. Elle affirme aussi avoir dissuadé des manifestantEs voulant dénoncer à la police des gens qui lançaient des roches dans des vitrines :

35 Elle fait ici référence au geste de faire un « V » avec les doigts de la main (l'index et le majeur) en guise de symbole de la paix.

36 Dans ce contexte, le terme « imagiste » fait référence aux pratiques militantes visant à produire une image respectable et spectaculaire de la contestation et des mouvements sociaux de manière générale.

Il y a eu du lançage de roches dans des fenˆtres de banque. Puis il y avait des personnes qui ont demandé à ces personnes-là de quitter. [...] Les personnes ont essayé d'aller chercher la police, puis finalement, notre groupe, puis des amis et moi-mˆme on leur a juste dit : « Change de bout dans la manif si tu es pas à l'aise ou va-t'en. » [...] Là, on s'est fait ... on a échangé, admettons ... c'était plus chaud comme échange, mais finalement, ces personnes-là ont juste choisi un autre moment de manif [...] On était plutˆt : « Laisse faire les gens ce qu'ils veulent faire comme mode d'action, puis si tu es pas à l'aise, tu peux changer. » Ce qui est un peu drˆle, parce que je demandais le contraire moi-mˆme. Je remarque à l'instant ma contradiction (rire). (Chloé, 2014, R 27-30)

Emmanuelle précise aussi que mˆme les manifestantEs se définissant comme anarchistes ou anti-autoritaires tout comme elle ne respectent pas toujours la diversité des tactiques :

Je peux les comprendre, puis c'est vrai que par respect, si tu sais que c'est une manif où les gens disent : « Ceci est une manif pacifique. », si toi  a te tente de foutre la merde, va y pas. Fais ta propre manif. Dit : « On casse tout dans la ville! » et tu vas te faire arrˆter avant parce que tu vas avoir écrit  a sur Facebook. [...] Je pense qu'il faut du respect entre les deux et souvent les anarchistes sont comme : « Bien là! Faut respecter la diversité des tactiques! » mais eux sont pas tout le temps ... eux la respectent pas tout le temps. (Emmanuelle, 2014, R77)

Cela démontre encore que les altercations entre manifestantEs n'étaient pas nécessairement liées au contre-cadrage de la « violence » et de « l'intimidation » et pouvaient au contraire ˆtre motivées par le cadrage du mouvement étudiant.

3.2.3 La CLASSE au centre de la question

Dans un troisième et dernier temps, notre seconde hypothèse nous amenait à penser que l'affiliation organisationnelle pouvait être liée au phénomène à l'étude, c'est-à-dire que les altercations entre manifestantEs auraient été initiées par des personnes étant membres d'organisations politiques ayant adhéré au contre-cadrage du gouvernement. Nous pensions par exemple que ces personnes auraient pu être affiliées aux fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ) ou encore aux partis politiques d'opposition tels que le Parti québécois puisque ces organisations ont toutes, à un moment ou un autre, condamné publiquement la « violence » et « l'intimidation ». Cependant, comme nous venons de le voir il était erroné de penser que les altercations entre manifestantEs durant le Printemps érable ne concernaient que les pratiques militantes transgressives ou les gestes illégaux commis par des manifestantEs. Il devient alors illusoire de penser que le phénomène à l'étude ne soit lié qu'à certaines organisations politiques et c'est exactement ce qu'ont révélé les témoignages que nous avons recueillis.

Il est vrai que des manifestantes ayant été impliquésEs dans des altercations étaient membres des partis politiques d'oppositions. Par exemple, Nicholas que nous avons présenté précédemment, était impliqué dans le Parti québécois au cours du Printemps érable :

C'était avant la grève. Je te dirais que c'était peut-être en octobre, novembre 2011. Parce que pour moi, la politique en fait c'était ça, c'était les partis. C'était rien d'autre. Je connaissais pas ça. Ça existait pas. [...] Mon implication était au Parti québécois, mais tu sais, je commençais. [...] J'étais pas proche de l'asso étudiante. Je les ai connus durant la grève. (Nicholas, 2014, R13-14)

Quant à elle, Emmanuelle étudiait au cégep à l'époque et fréquentait les membres de son association étudiante qu'elle qualifie de « pro-FECQ total ». Elle affirme avoir même eu un accès privilégié aux ressources de cette fédération étudiante :

J'ai commencé à me tenir avec des gens de l'asso³⁷ étudiante. [...] Il y avait quelqu'un qui était pro-FECQ total [...]. On avait droit d'aller dans les bureaux de ... de Léo Bureau-Blouin, puis on utilisait ses téléphones pour contacter les gens pour qu'ils viennent aux AG³⁸ et tout ça. (Emmanuelle, 2014, R4 et 8)

Toutefois, la plupart des personnes que nous avons rencontrées et qui ont été impliquées dans des altercations entre manifestantEs n'étaient pas membres de partis politiques ou des fédérations étudiantes, mais étaient plutôt affiliées à des associations étudiantes qui étaient membres de la CLASSE. L'une d'elles a même déjà occupé un poste officiel au sein de cette dernière. De plus, les personnes affiliées aux partis politiques et aux fédérations étudiantes que nous venons de présenter affirment avoir eu plus d'affinité avec la CLASSE que ces autres organisations politiques durant le conflit. Pour Nicholas qui était membre du Parti québécois, cela s'observe dans son attachement à la démocratie participative et sa volonté de ne pas cesser la mobilisation durant les élections :

Bien tu sais, au début, [le Parti québécois] était beaucoup de notre bord. [...] Mais pas la suite, [...] dès que les élections ont été déclenchées, j'ai commencé à voir qu'ils l'étaient pas tant que ça. [...] Il y en avait un qui m'avait dit justement : « Ah! Vous avez eu ce que vous vouliez. Maintenant, rentrez en classe. Il va y avoir les élections puis tout. ». Moi j'étais comme : « Oui, on ira voter si on veut, mais là, on va continuer. On va aller plus loin. » En fait, si l'assemblée générale décide ça, on s'en christ! On va y aller. « Vous ferez vos élections, c'est tout. Moi je vais continuer. » [...] Comme si [...] le but de la grève c'était les élections alors que c'était pas ça du tout. Tout le long, on avait

37 Diminutif du mot « association ».

38 Diminutif des mots « assemblée générale »

décidé de faire de la politique hors des partis politiques et là, il y avait du monde qui osait me dire que le but en fait c'était les élections (rire). (Nicholas, 2014, R74)

Dans le cas d'Emmanuelle qui était liée à la FECQ cette affinité se voit plutôt dans sa participation aux manifestations :

Puis peu à peu on a trouvé ça un peu étrange qu'on parle tout le temps de la FECQ, mais qu'on parle jamais de la CLASSE. Fait que ... on a commencé à faire des manifs de la CLASSE et c'est là que ça a plus commencé, que j'ai été plus mobilisé et qu'il y avait beaucoup plus de manifestations. Parce que ... la FECQ c'était très prude (rire). [...] Je trouvais que les gens de la FECQ étaient ... trop *politically correct* ... On dirait que la CLASSE c'était juste ... ça c'était le peuple. [...] Dans la CLASSE, tu parlais tellement avec les gens et tout ça que tu finissais par comprendre plus le mouvement [...]. Mais les manifs de la CLASSE j'y participais vraiment souvent. (Emmanuelle, 2014, R8-10)

3.3 Résumé de la seconde hypothèse

Avant de poursuivre, résumons brièvement cette seconde hypothèse. Au cours du Printemps érable, nous avons observé la présence de ce que Benford et Snow (2012 [2000]) appellent une concurrence de cadres dans la mesure où les adversaires du mouvement étudiant s'étaient livrés à un travail de contre-cadrage décrivant la contestation étudiante comme étant de « la violence et de l'intimidation ». Nous avons aussi vu comment la CLASSE avait tenté de recadrer le débat en mettant de l'avant la notion du respect de la diversité des tactiques. Cependant, les alliés du mouvement étudiant et même certaines franges de celui-ci ont tout de même adhéré au contre-cadrage en question. Nous étions alors en mesure de penser que les altercations entre manifestantEs pouvaient être des disputes autour des cadres présents dans le mouvement, c'est-à-dire l'expression des tensions entre le cadrage de « la violence et

l'intimidation » et celui du respect de la diversité des tactiques. Cela portait alors à penser que les altercations entre manifestantEs auraient spécifiquement ciblé les manifestantEs ayant des pratiques transgressives et qu'elles auraient été initiées par des personnes ayant des affinités avec des organisations politiques faisant partie du mouvement étudiant et ayant adhéré au contre-cadrage en question.

Cependant, les témoignages que nous avons recueillis au cours d'entretiens réalisés avec des personnes ayant vu et vécu des altercations entre manifestantEs au cours du Printemps érable ont remis en doute une telle appréhension du phénomène. Comme nous l'avons dit, des manifestantEs semblaient bel et bien adhérer à certains éléments du contre-cadrage de « la violence et de l'intimidation » et certaines altercations entre manifestantEs ciblaient en effet des pratiques militantes transgressives. Cependant, il semble que ce soit plutôt l'incompréhension ou le désir de préserver l'approbation du public qui aient motivé certainEs manifestantEs à s'interposer à ce qui leur semblait transgressif. Il n'était donc pas nécessairement question de stopper les « casseurs », mais plutôt d'empêcher autrui de faire ce qui leur semblait inapproprié et nuisible au succès de la mobilisation. On peut même supposer que de telles altercations seraient tout de même survenues en l'absence du contre-cadrage du gouvernement.

De plus, nous avons aussi constaté que les altercations entre manifestantEs pouvaient concerner un éventail de pratiques beaucoup plus large. Des manifestantEs se sont parfois même opposéEs à ce que faisait autrui dans le but de valoriser le principe du respect de la diversité des tactiques. Finalement, il semble que le phénomène en question ne puisse pas être liées aux organisations politiques faisant partie du mouvement étudiant et ayant adhéré au contre-cadrage du gouvernement libéral. La plupart des personnes rencontrées étaient plutôt affiliées à des associations étudiantes

membres de la CLASSE et même les manifestantEs qui militaient au sein des fédérations étudiantes ou des partis politiques d'opposition semblaient avoir de profondes affinités avec la CLASSE.

CHAPITRE IV

LES CADRES DES MANIFESTATIONS

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, notre démarche inductive nous a permis de réaliser que nos hypothèses concernant l'influence du débat sur « la violence et l'intimidation » ainsi que le niveau de contrôle organisationnel des manifestations ne permettaient pas de rendre compte du phénomène à l'étude. Il en ressort que les altercations entre manifestantEs ne peuvent être liées à certaines organisations ou certains acteurs politiques en particulier. De plus, les caractéristiques propres aux manifestations, le moment où elles se déroulent au cours du conflit ainsi que l'appartenance des individus à certaines tendances politiques ne semblent pas nous en offrir une meilleure compréhension. Nous proposerons dans cette section de revoir les théories sociologiques desquelles sont inspirées nos deux hypothèses afin de produire une analyse des altercations entre manifestantEs qui combine à la fois des éléments tirés du « moment manifestant » et des théories du cadrage. Nous croyons ainsi être en mesure de rendre compte des altercations entre manifestantEs en faisant ressortir ce qui paraissait être le plus significatif pour les personnes que nous avons rencontrées au cours de notre recherche.

4.1 Critique des types de manifestations

Malgré les diverses formes qu'elles ont pu prendre, les altercations entre manifestantEs ont un point en commun : en tentant de contrecarrer les actions ou la participation d'autres manifestantEs, elles visent à réguler et mettre en forme les manifestations afin de les rendre conformes à l'idée que s'en font certains individus ou

certaines groupes y participant. C'est donc dire qu'il est question d'une lutte entre les différents acteurs et actrices du moment manifestant quant au sens à donner à la manifestation. Mais contrairement à ce que nous pensions dans les chapitres précédents, cette lutte n'est jamais complètement dominée par les organisations des mouvements sociaux, ou dans le cas du Printemps érable, les associations étudiantes. Cette lutte persiste plutôt à divers degrés dans l'ensemble des manifestations, lesquelles restent donc un mode d'action protestataire imprévisible et difficilement contrôlable, tel que l'affirme Pierre Favre (1990, p. 59-60).

Afin d'en arriver à une compréhension détaillée des altercations entre manifestants, nous nous inspirons de la typologie des manifestations élaborées par cet auteur. Selon Favre, il existe trois types de manifestations, soit les manifestations initiatrices, les manifestations routinières et les manifestations de crise. Les manifestations initiatrices consistent à engager un processus de reconnaissance du groupe et de ses revendications. Elles sont souvent le fait d'organisations ne disposant pas d'accès au champ politique. Ensuite, les manifestations routinières sont le fait de groupes qui disposent déjà d'une représentation permanente et reconnue et elles trouvent leurs significations dans le passé en rappelant d'anciennes mobilisations. Elles sont contrôlées par les organisations des mouvements sociaux et leurs revendications y étant exposées sont multiples et additives. Finalement, les manifestations de crise ont pour but d'affronter directement l'État ou les adversaires du mouvement et sont partie intégrante d'un échange de coups entre ces acteurs (Favre, 1990, p. 32-39).

Alain Savard et Marc-André Cyr ont développé une typologie similaire s'appliquant au cas du Printemps érable. Ils identifient les manifestations en termes d'actions de légitimation, d'actions offensives et d'actions défensives. Selon eux, les actions de

légitimation avaient pour but de renforcer la légitimité du mouvement étudiant et incluait les grands rassemblements, tels que les manifestations du 22, et les actions symboliques. Selon nous, cela correspond aux manifestations initiatrices de Favre puisque l'enjeu y était l'acceptabilité du mouvement étudiant. Les actions offensives visaient à perturber l'économie et à faire réagir l'État et incluait les actions de blocages et d'occupation. Les actions défensives consistaient plutôt à préserver la mobilisation contre les attaques de ses adversaires et impliquaient à la fois les actions visant à contrer les injonctions et la loi 12 (Savard et Cyr, 2014, p. 60). Il est de notre avis que ces deux derniers types d'actions renvoient aux manifestations de crise décrites par Favre puisqu'il y est question pour le mouvement étudiant d'attaquer ses adversaires ou de se défendre contre ceux-ci, ce qui constitue un jeu de coups.

Cependant, selon nous, de telles typologies sont difficilement opérationnelles, même dans le cas du Printemps érable³⁹. En effet, la plupart des manifestations semblent pouvoir appartenir à plusieurs des catégories précédemment mentionnées en fonction des caractéristiques qui sont prises en compte lors de l'analyse. À titre d'exemple, prenons les manifestations du 22 mars, 22 avril et 22 mai 2012. On pourrait tout d'abord penser qu'il s'agit de manifestations initiatrices visant à faire reconnaître la légitimité du mouvement étudiant tel que le prétendent Savard et Cyr. On peut toutefois argumenter que ces manifestations étaient aussi routinières puisqu'elles étaient prises en charge par les grandes organisations étudiantes telles que la CLASSE, la FEUQ et la FECQ, qu'elles se déroulaient chaque mois à la même date et qu'elles mettaient en scène des multiples revendications. À cet effet, la manifestation du 22 avril 2012 célébrait aussi le Jour de la Terre et les étudiantEs se sont jointEs à de nombreuses personnalités publiques et politiques afin d'exprimer leur attachement à la protection de l'environnement au-delà du conflit étudiant.

39 La critique que nous formulons ici fut d'ailleurs anticipée par Favre lui-même (1990, p. 39).

Plusieurs souhaitaient dénoncer les gouvernements Harper et Charest pour leur façon d'exploiter les richesses naturelles. Le Plan Nord, les gaz de schiste, la réfection de la centrale nucléaire Gentilly 2, le pétrole à Anticosti, les sables bitumineux de l'Alberta, le refus du Canada d'adhérer à Kyoto, figurent parmi les quelques dossiers qui ont été pointés du doigt par les manifestant[E]s. (« Foule mostre à Montréal pour le Jour de la Terre », 2012)

Il serait aussi possible de penser que ces manifestations s'inscrivaient plutôt dans un jeu de coups entre le mouvement étudiant et le gouvernement québécois. Étant donné qu'elles réunissaient à chaque fois plus de 100 000 personnes (Lachapelle, 2012; Bilodeau et *al.*, 2012) et duraient plusieurs heures, elles perturbaient réellement le centre-ville de Montréal. De plus, la manifestation du 22 mai se voulait une réponse directe à la loi spéciale adoptée par le gouvernement quelques jours avant et constituait une forme de désobéissance civile puisqu'elle contrevenait à cette dernière.

Prenons pour autre exemple les manifestations nocturnes que nous avons présentées dans le second chapitre. Il est facile de penser qu'il s'agissait de manifestations de crise, puisqu'elles visaient initialement à maintenir la pression sur les adversaires du mouvement étudiant. Voici un extrait d'un des premiers appels à manifester :

[...] Jamais nous n'avons été consulté-es sur le respect ou non de la trêve ridicule proposée par une ministre désespérée. Les injonctions vont-elles aussi faire une trêve, les directions vont-elles suspendre les cours, la police va-t-elle arrêter ses enquêtes et sa répression pour judiciariser nos camarades? NOUS SOMMES EN TRAIN DE GAGNER! Pas le temps de nous arrêter. (Page Facebook de l'événement « Manif de Nuit : 24 avril », cité dans Collectif de débrayage, 2013, p.119-120)

Cependant, il nous semble que les manifestations nocturnes avaient elles aussi un caractère routinier puisqu'elles visaient à remémorer la combativité initiale des

organisations étudiantes, lesquelles étaient de plus en plus prises dans l'engrenage des négociations avec l'État à partir de la fin du mois d'avril 2012. Le lieu et l'heure de ces manifestations étaient toujours les mêmes. Cette routine était aussi visible dans la célébration constante d'un nombre grandissant de manifestations consécutives, dont un des points forts fut l'atteinte d'une centième manifestation nocturne.

4.2 Les types de manifestations comme formes de cadres

Pour les raisons que nous venons de mentionner, nous suggérons de ne pas utiliser les types de manifestations comme des outils d'objectivation tels que le fait Favre et proposons plutôt d'utiliser les catégories de *manifestations initiatrices* et de *manifestation de crise* afin d'exposer la perception qu'ont les manifestantEs de ce répertoire d'action contestataire. Nous argumenterons qu'il est possible d'utiliser ces deux types de manifestations non pas pour décrire ce qui se passe concrètement dans la rue, mais pour comprendre comment les manifestantEs répondent à la question *Qu'est-ce qui se passe?* (Goffman, 1974, p. 8; Snow, 2007, p. 385; Benford et Snow, 2012/2000, p. 224) lorsqu'ils et elles participent à des manifestations. Autrement dit, nous suggérons ici d'utiliser ces deux types de manifestation pour définir des cadres auxquelles souscrivent les individus et qui donnent sens aux situations et aux événements, dans ce cas-ci, les manifestations. Il s'agira donc d'outils ayant une fonction interprétative.

Nous n'avons pas directement interrogé les participantEs à notre recherche sur la façon dont ils et elles concevaient les manifestations, car cette catégorie d'analyse ne faisait pas initialement partie de nos hypothèses et a plutôt émergé une fois la collecte des données terminée. Différents éléments des témoignages que nous avons recueillis

nous ont tout de même permis de comprendre qu'il y avait deux façons de cadrer les manifestations. Pour certainEs, les manifestations avaient pour but de faire reconnaître les revendications des étudiantEs alors que pour d'autres personnes, il s'agissait plutôt d'un jeu de coups entre le mouvement étudiant et ses adversaires. Jacob résume bien cette distinction : « [...] ça se jouait toujours là-dessus, sur comme : *Est-ce qu'il faut qu'on paraisse bien devant l'opinion publique ou est-ce qu'il faut que non, fuck off! Parce que de toute façon c'est en mettant de pression que ça va jouer [...].* » (Jacob, 2014, R11)

Nous ne tenterons donc pas d'analyser les caractéristiques objectives des manifestations du Printemps érable, mais chercherons plutôt à observer la perception d'un mode d'action protestataire qu'ont les personnes y ayant recours. Nous utiliserons ces deux cadres comme des variables indépendantes influençant les altercations entre manifestantEs. De cette manière, nous nous concentrerons sur les effets que peuvent avoir les cadres (Snow, 2007, p. 391). Il ne sera donc pas question de savoir si une manifestation en particulier était initiatrice ou s'inscrivait dans un contexte de crise politique, mais bien de voir comment le sens accordé aux manifestations influence la forme des altercations entre les manifestantEs.

Le fait que nous observions les effets que peuvent avoir certains cadres chez des individus peut porter à croire qu'il s'agit alors de catégories statiques. Toutefois, tels que l'affirment Snow et Benford (2000, p. 56-57), nous tenons à préciser que les cadres de la manifestation initiatrice et de la manifestation de crise sont plutôt le produit de processus de cadrage dynamiques et contentieux et ne résident donc pas seulement dans la cognition individuelle, mais aussi dans les interactions sociales. Nous l'avons d'ailleurs vu lorsque nous avons traité des contre-cadrages et des

disputes autour des cadres dans le chapitre précédent. Or, la manière dont nous traiterons ces cadres ne nous permettra pas de faire cette démonstration. Pour ce faire, il nous aurait fallu étudier leur genèse et leur diffusion. Cela équivaldrait à en faire des variables dépendantes et les prendre pour objet de recherche. Au lieu d'étudier les altercations entre manifestantEs, il nous faudrait alors étudier le travail militant de production discursive des associations étudiantes ou d'autres acteurs politiques avant et pendant le Printemps érable.

Selon nous, en tant que cadres, la manifestation initiatrice et la manifestation de crise sont deux conceptions mutuellement exclusives du moment manifestant qui coexistent tout au long du Printemps érable. Elles sont mutuellement exclusives dans la mesure où, pour une même personne, la participation aux manifestations s'inscrivait, soit dans une quête de légitimité du mouvement étudiant, soit visait plutôt à porter des coups aux adversaires de ce dernier. Nous disons que ces deux cadres coexistent parce qu'il est fort probable, voire presque inévitable, qu'ils soient tous deux présents au sein d'une même manifestation. Ce faisant, les deux concepts acquièrent une relative continuité puisqu'ils ne sont plus simplement liés à des événements spécifiques tels que c'est le cas dans la typologie de Favre.

Comme tous les cadres, ceux de la manifestation initiatrice et de la manifestation de crise ne sont pas négociés ou construits à nouveau lors de chaque situation dans lesquelles se retrouvent les individus (Goffman, 1974, cité dans Snow, 2007, p. 385). À travers les entrevues que nous avons réalisées, cela s'observait dans l'absence de lien entre les caractéristiques empiriques des manifestations et la façon dont les manifestantEs interprètent les événements. Les personnes prenant part à une manifestation peuvent y voir une manifestation initiatrice ou une manifestation de

crise et ce peu importe ce qu'en disent les spécialistes, les médias ou même les organisateurs et organisatrices. À cet effet, nous tenons à rappeler les cas de Nicholas qui est intervenu pour empêcher des gestes transgressifs lors de la manifestation annuelle du 15 mars contre la brutalité policière, laquelle vise expressément à confronter les forces de l'ordre. Aussi, comme nous le confirmait Emmanuelle, des personnes peuvent voir une manifestation comme une occasion de faire de la destruction de propriété ou de confronter les policiers même si celle-ci fut explicitement publicisée comme étant pacifique.

Dans les prochaines sections de ce chapitre, nous décrivons plus en détail les cadres de la manifestation initiatrice et de la manifestation de crise. Nous verrons aussi comment ils furent présents chez les personnes ayant participé aux manifestations au cours du Printemps érable ainsi que la manière dont ils ont influencé les altercations entre manifestantEs y étant survenu. Nous utiliserons alors les appellations d'*altercation initiatrices* et d'*altercation de crise* afin de mettre en lien les formes de cadres des manifestations et les formes d'altercations entre manifestantEs qui en résultent.

4.3 Les altercations initiatrices

Nous aborderons tout d'abord le cadre de la manifestation initiatrice. Dans un premier temps, nous décrirons plus en détail en quoi cela consiste. Dans un deuxième temps, nous traiterons du cas de Nicholas, lequel démontre bien comment s'articulent les altercations entre manifestantEs découlant d'un tel cadrage des manifestations. Dans un troisième temps, nous verrons comment ce même cadrage fut présent chez d'autres manifestantEs et dans diverses situations d'altercation au cours du Printemps érable.

4.3.1 Le cadre de la manifestation initiatrice

Exposons tout d'abord en quoi consiste le fait de concevoir les manifestations comme étant initiatrices. En nous inspirant de Pierre Favre, nous dirons ici que cela implique de penser que l'objectif des manifestations est de constituer une nouvelle revendication ou de promouvoir une nouvelle population ou un nouveau groupe comme partie prenante du débat politique. Il est donc question d'y voir une forme d'action protestataire permettant d'engager un processus de reconnaissance. Dans cette mesure, les manifestantEs tentent de s'adresser à l'opinion publique et cherchent à constituer un exemple pour ceux et celles qui seraient susceptibles de se joindre à la mobilisation. Cela implique aussi d'envisager une relation privilégiée avec les médias puisque le groupe ou les manifestantEs tentent alors de se faire reconnaître (Favre, 1990, p. 33-36). Plusieurs autres critères sont présents dans la typologie de Favre, mais ceux-ci ne nous sont pas utiles puisque nous traiterons ici d'un cadre, c'est-à-dire d'une façon d'interpréter les manifestations, et non de manifestations comme telles. À cet effet, nous ne retenons pas plusieurs caractéristiques qui sont attribuées aux manifestations initiatrices, telles que les formes d'organisation qui leur sont liées, les caractéristiques des groupes y participant ou encore la présence ou l'absence de service d'ordre (*Ibid.*, p. 34).

Nous irons plus loin en affirmant que la quête de légitimité au cœur du cadre de la manifestation initiatrice ne s'inscrit pas dans un modèle utilitariste des conflits sociaux, où l'enjeu est de maximiser le bien-être des acteurs concernés. Le fait de manifester ne vise donc pas la préservation de soi, la suppression d'un adversaire ou encore l'accumulation d'avantages personnels, telles des augmentations de salaire, par exemple. Cela signifie que pour des contestataires, il est plutôt question d'une lutte de

reconnaissance afin de transformer les appréciations collectives et accéder à l'estime sociale. Les motifs de la lutte sont alors d'ordre moral et non d'ordre instrumental dans la mesure où ce sont les sentiments de mépris et d'injustice ainsi que la conquête d'une image positive de soi qui alimentent la contestation (Voirol, 2009, p. 329-333). Comme le dit Olivier Voirol (2009, p. 330) : « la lutte pour la reconnaissance vise à gagner en estime sociale à partir des qualités et des pratiques des sujets concernés. »

Au cours de notre recherche, nous avons pu identifier le cadre de la manifestation initiatrice à travers l'importance qu'ont accordée plusieurs manifestantEs à l'opinion publique⁴⁰. Pour ces personnes, les manifestations ainsi que la mobilisation dans son ensemble devaient se dérouler de manière à produire une image respectable des personnes y prenant part dans le but de plaire au public.

Un tel cadrage des manifestations est lié à ce que nous qualifions d'altercation initiatrice. Il s'agit d'altercations qui visent spécifiquement les pratiques militantEs que certainEs manifestantEs jugeaient trop transgressives. Tel que nous l'avons exposé précédemment, plusieurs manifestantEs tentaient d'empêcher la destruction de propriété et les affrontements avec les policiers ou invectivaient et attaquaient d'autres manifestantEs utilisant la tactique du Black Bloc. Ces altercations s'apparentent donc aux personnes qui furent qualifiées de « paciflics » au cours du Printemps érable ou encore de « *peace police* » et de « *peace keepers* » lors d'autres mobilisations. Cependant, contrairement à ce que sous-entendent de telles appellations, ces

40 Au cours de cette section, nous ferons fréquemment référence à la notion d'opinion publique. Même si la validité scientifique d'un tel concept est sujette à débat, nous ne nous prononcerons pas sur la question. Il sera simplement question de constater que de nombreuses personnes ayant pris part aux manifestations durant le Printemps érable accordaient une grande importance à l'opinion publique. Nous verrons donc que cette notion a tout de même une valeur explicative en ce qui concerne les altercations entre manifestantEs. Pour une discussion sur le concept d'opinion publique, voir Gamson (2007).

altercations entre manifestantEs n'étaient pas, la plupart du temps, motivées par une volonté de se substituer aux forces de l'ordre ou aux différentes formes de contrôle que peuvent exercer les organisations des mouvements sociaux sur les manifestations. Elles visaient plutôt les gestes alors considérés par certainEs comme pouvant nuire à la production d'une image positive de la contestation et à son acceptabilité aux yeux du public.

Le cadrage de la manifestation initiatrice se distingue donc du contre-cadrage de « la violence et de l'intimidation » produit par les autorités et que nous avons décrit précédemment. Bien que ce dernier abordait aussi les pratiques transgressives des manifestantEs, il faut rappeler qu'il portait le blâme sur l'ensemble de la contestation étudiante, y compris le simple fait de porter le carré rouge. Le cadrage de la manifestation initiatrice implique que le but de la contestation soit d'obtenir l'approbation du public, mais pas nécessairement celles des autorités. Lors des altercations initiatrices, il n'est pas nécessairement question de s'opposer à ce qui est considéré comme « violent » par le gouvernement, mais plutôt à ce qui est considéré par certainEs manifestantEs comme nuisible à la projection d'une image positive des manifestations.

4.3.2 Les altercations initiatrices : Le cas de Nicholas

Afin d'exposer comment le cadre de la manifestation initiatrice est à l'œuvre dans les altercations entre manifestantEs, nous présenterons le cas de Nicholas. Comme nous l'avons précisé dans les chapitres précédents, ce manifestant s'était opposé verbalement et physiquement à ce qu'un autre manifestant mette le feu à un tas de branches au cours de la manifestation annuelle contre la brutalité policière, le 15 mars

2012. Il avait alors frappé les bras de ce dernier en lui disant qu'il devait cesser de faire ce qu'il faisait. Nous croyons ici opportun de revenir sur sa description des événements :

C'est juste qu'on marchait. Je me rappelle, je pense que c'était bien un gars. Je me rappelle plus s'il était masqué ou quoi que ce soit. Je me rappelle juste qu'il a comme voulu mettre le feu à ce tas de broussaille là, je sais pas trop. Puis je l'ai comme vraiment empêché. Je lui ai dit : « Non fait pas ça! » ou ... je me rappelle plus qu'est-ce que je lui ai dit. J'ai dit un truc comme : « On fait pas ça! On est pas là pour ça! ». [...] Il a pas réagi. Je me demande s'il s'est pas dit : « Ok. Je suis pas à la bonne place précisément dans la manif pour faire ça ». Je sais pas qu'est-ce qu'il s'est passé dans sa tête. [...] Il a renoncé. Je pense que c'est juste temporairement. Mais c'était assez ... j'ai été rapide et tout. Ça a été vraiment ... incisif on pourrait dire. Je l'ai pas poussé rien. Je suis pas violent. Mais vraiment, j'y ai tassé le bras et tout. Il a fait comme ... je lui ai pas juste dit verbalement [...]. (Nicholas, 2014, R29-34)

Nicholas justifie de tels gestes lorsqu'il parle de manière générale des manifestantEs qui faisaient des choses illégales au cours des manifestations. Il dit alors : « Bien moi j'avais le sentiment que ça pouvait nuire au ... ça pouvait nuire au mouvement, au conflit. » (Nicholas, 2014, R30) Plus loin au cours de l'entretien, il fait aussi état d'une prise de conscience qu'il a eue lors d'une discussion avec une militante qui occupait un poste sur le conseil exécutif de son association étudiante. Même s'il précise avoir changé d'avis à ce sujet, il affirme tout de même que l'opinion du public et l'acceptabilité de la mobilisation étudiante étaient très importantes pour lui au moment où il a eu des altercations avec d'autres manifestantEs. C'est précisément pour cette raison qu'il est intervenu :

Parce que je croyais que ça [l'opinion publique] avait une importance. Je pensais vraiment que ça pouvait aider ... pouvait aider le mouvement, ça pouvait aider notre cause. Puis je peux me rappeler d'une fois, c'était une

exécutante [...] qui jase, peut-être dans le bout de mars, avril, mai... quand ça commençait à s'éterniser. On commençait à être tanné de se faire basher⁴¹ dessus tout le temps, peu importe ce qu'on faisait. [...] Moi je disais : « Ouais, faudrait faire attention pour l'opinion publique! » ... Elle s'était retournée et elle m'a dit : « Peu importe ce qu'on va faire, ils vont nous basher dessus! On est aussi bien de faire ce qu'on veut! ». Puis c'est là que j'ai fait comme : « Ouain... Elle a peut-être raison... » Parce que c'est vrai que peu importe ce qu'on fait, tant qu'il y a une mini-vitrine de brisée, peu importe ce qu'il y a, ils vont juste focuser là-dessus alors que pendant deux heures de temps il s'est rien passé⁴². [...] « Tu vas vraiment [nous] discréditer pour ça? Tu écoutes vraiment pas ce qu'on fait. Tu vois pas! Tu veux juste pas voir! [...] Donc on va faire ce qu'on veut! Si on a envie d'attaquer un symbole du capitalisme, bien fuck you! Ils le feront. » Mais à cette époque-là, j'avais pas cette idée-là. [...] L'image était fondamentale. J'essayais de la défendre par exemple. Tu sais, je voulais pas absolument que ça soit le plus parfait, mais j'essayais de la défendre puis s'il y avait quelque chose que je pouvais aider, comme ce geste-là [empêcher physiquement un manifestant de mettre le feu à un tas de branches], ben j'étais pour le faire. (Nicholas, 2014, R39-40)

On voit donc que même s'il a changé d'avis par la suite, Nicholas percevait initialement les manifestations comme étant initiatrices dans la mesure où ce qui était central pour lui était l'opinion que le public se faisait des manifestantEs et, par le fait même, du mouvement étudiant dans son ensemble. L'altercation qu'il décrit vise à s'opposer aux actions qu'il jugeait répréhensibles à l'époque et qui lui paraissaient nuire à la production d'une image positive de la contestation.

4.3.3 Les altercations initiatrices de manière générale

Sans y avoir personnellement adhéré, plusieurs autres personnes que nous avons rencontrées ont, elles aussi, décrit de différentes manières comment le cadre de la

41 Selon lui, les manifestantEs du Printemps érable étaient critiquéEs de toute part peu importe ce qu'il faisait.

42 Selon lui, les médias et le public portent une attention disproportionnée aux événements spectaculaires ou choquants ayant lieu au cours des manifestations.

manifestation initiatrice était présent dans les pratiques et les discours d'autres manifestantEs. Elles nous ont aussi exposé comment celui-ci était au cœur de nombreuses altercations visant spécifiquement les gestes transgressifs. CertainEs participantEs abordent explicitement ce qu'ils et elles ont perçu comme une quête de légitimité et d'acceptabilité au sein du mouvement étudiant. En parlant de ses observations générales sur le Printemps érable, Gabrielle dit :

En fait je pense que [...] pas mal une bonne partie de la grève, il y a eu une crise de légitimité vraiment, vraiment forte. Je pense que c'est ça, les gens avaient besoin de se légitimer comme étant des interlocuteurs, des interlocutrices de choix, pertinentes : « On est capable de parler votre langage finalement ». [...] Ça avait un besoin de montrer que c'était sérieux puis que c'était vrai [...]. (Gabrielle, 2014, R138-140)

Elle affirme aussi que pour plusieurs manifestantEs les pratiques transgressives pouvaient nuire au mouvement étudiant et mener à sa perte puisqu'elles auraient miné la confiance qu'avait le public envers celui-ci :

C'est que tout ce qui est la « violence », tout ce qui est le détournement, l'action directe, c'est ce qui gâchait la grève. Ça a été les noyaux ... les noyaux d'engrenage qui faisaient en sorte que ça a foiré, parce que les gens ont perdu confiance, tu sais, en la bonne foi des étudiants et des étudiantes. (Gabrielle, 2014, R115)

De plus, la présence du cadre de la manifestation initiatrice s'observe dans le fait que la thématique de l'opinion publique fut présente dans de nombreuses altercations entre manifestantEs. À cet effet, Jacob aborde la récurrence de cette thématique dans de telles situations :

J'ai jamais participé à un Black Bloc, mais on se tenait autour. Puis un moment donné, on savait qu'il allait se passer de quoi. Tu sais, y se parlent entre eux et y sortaient des affaires ... ok ... comme : « Y vont faire de quoi ». [...] ils ont lancé des roches ... une grosse roche dans la fenêtre, des grosses baies vitrées. Là y reviennent ... puis c'est là que ça commence! Il y en a qui commence à leur dire : « Non non non! » Comment y disait ça? « L'opinion publique! » La fameuse opinion publique! Là : « Qu'est-ce qu'ils vont penser de nous? [...] C'est ça que le gouvernement veut que vous fassiez! » et tout. [...] C'était beaucoup sur l'opinion publique que ça jouait quand il y avait des conflits, moi c'est ça que j'ai remarqué. [...] Quand il y avait des conflits, c'était surtout sur l'opinion publique [...]. (Jacob, 2014, R10-11)

La quête d'acceptabilité était aussi visible dans le besoin que ressentent plusieurs manifestantEs de produire une image respectable de la contestation et que celle-ci soit diffusée par les médias. Les manifestantEs ayant des pratiques transgressives étaient alors perçuEs par d'autres comme une menace à cette image. Parlant des altercations survenant après que des manifestantEs aient lancé des objets dans des vitrines, Chloé expose l'importance de cette thématique :

C'était pas bien. Ça minait un peu la ... l'image médiatique des manifestantes, des manifestants et du mouvement de la grève. Ça, c'est vraiment ce qui ressortait : « On va passer dans les journaux, puis on va avoir l'air méchant! ». [...] Puis sinon, je pense pas qu'il y avait un attachement particulier pour l'immobilier. C'est plus : « On a l'air de quoi si vous faites ça? ». (Chloé, 2014, R34-35)

Plus loin dans l'entretien, elle réitère ce constat : « [...] je pense que pour plusieurs c'était important qu'on passe bien au *Kodac*, mais que ces personnes-là, peut-être qu'elles réfléchissent en voulant plaire à ... plaire aussi à toutes les personnalités politiques ... » (Chloé, 2014, R75) Gabrielle affirme sensiblement la même chose lorsqu'elle parle des manifestantEs qui s'opposaient à ce que d'autres déplacent des objets ou du mobilier urbain dans la rue au cours des manifestations :

Les cônes⁴³, faire des obstacles, genre, mettre des clous par terre, ce genre de niaiserie-là pour limiter les choses. [...] C'est ça, c'était vraiment plus ce genre d'actions-là qui risquaient de se faire huer, de replacer, de : « Pourquoi tu fais ça?! » [...] Mettre des vidanges dans la rue, c'était pas propre, c'était pas beau, tu sais. Puis les gens qui faisaient ça, on s'est souvent fait engueuler et huer. C'est ça, parce qu'on rendait la grève laide. C'était surtout ça, on enlaidissait la grève. [...] C'est vraiment l'esthétique léchée de : « On va tous marcher droit et on va juste y arriver comme ça ... à force d'espoir... » [...] Comme s'il fallait maintenir l'espoir qu'on pouvait changer les choses juste en paradant. (Gabrielle, 2014, R109-116)

C'est un constat que partage aussi Thomas lorsqu'il dit : « Je pense que les gens ... les gens qui ont tenté d'empêcher des ... de la casse, je pense que c'est un peu les mêmes qui sont dans l'optique ... qu'il faut créer des images spectaculaires où les pacifistes se font taper dessus, par exemple ... » (Thomas, 2014, R42)

Finalement, Thomas affirme aussi avoir observé que les altercations que nous traitons en ce moment relevaient parfois d'enjeux moraux, alors qu'il décrit pourquoi des manifestantEs s'opposaient à ce que d'autres affrontent les forces de l'ordre :

Bien ... c'est un schéma de pensée assez habituel de ... que déjà, il faut jamais lancer la première pierre ... on peut se défendre, mais il faut pas provoquer l'agression de la police. [...] en fait, je pense que c'est des gens qui reconnaissent que la police est violente, mais qu'il faut pas ... que la violence, c'est quelque chose de mal, qu'il faut ... qu'il faut pas le faire. (Thomas, 2014, R35)

43 Elle fait référence à une pratique manifestante qui consistait à déplacer ou à renverser au milieu de la voie publique des cônes de circulation utilisés par la voirie pour indiquer des travaux routiers. Le but de cette tactique était d'entraver les déplacements des véhicules de police qui encadraient les manifestations.

Nous venons donc de voir que les altercations entre manifestantEs au cours du Printemps érable s'expliquaient en partie par le fait que certaines personnes participant aux manifestations percevaient ces dernières comme initiatrices, c'est-à-dire axées sur l'acceptabilité de la contestation et la production d'une image positive de soi. Dans cette mesure, des manifestantEs se sont interposésEs aux pratiques des autres puis que ces dernières étaient transgressives et leur semblaient nuire à l'acceptabilité de la contestation auprès du public ou tout simplement parce qu'elles leur semblaient moralement questionnables.

4.4 Les altercations de crise

Nous traiterons maintenant des altercations entre manifestantEs qui découlent du cadrage de la manifestation de crise, lesquelles nous avons nommées altercations de crise. Tout comme dans la section précédente, nous décrirons tout d'abord plus en détail cette autre façon de cadrer les manifestations. Dans un deuxième temps, nous présenterons quelque cas de figure nous permettant de bien exposer son influence sur les altercations entre manifestantEs au cours du Printemps érable. Nous terminerons en exposant les différentes formes que prirent les altercations de crise.

4.4.1 Le cadre de la manifestation de crise

Exposons en quoi consiste le fait de concevoir les manifestations comme s'inscrivant dans un contexte de crise politique. Nous reviendrons encore une fois à ce qu'en dit Pierre Favre. La manifestation est ici pensée dans une logique d'affrontement direct entre les mouvements sociaux et leurs adversaires. Dans le cas qui nous intéresse, il s'agit donc d'un conflit entre le mouvement étudiant et le gouvernement du Québec.

Selon un tel cadrage, les manifestations étaient pensées comme faisant partie d'un échange de coups et leurs objectifs étaient décisifs puisqu'ils visaient l'abolition des frais de scolarité et de la loi spéciale ainsi que la démission du gouvernement. De plus, le cadrage de la manifestation de crise implique un rapport bien différent entre les manifestantEs et les médias. Il n'est plus question de rechercher leur attention, mais plutôt de s'en désintéresser, puisque ces derniers sont de toute façon perçus comme ne pouvant ignorer la crise politique et du fait même les manifestations (Favre, 1990, p. 37-38).

Pour mieux exposer un tel cadrage des manifestations, nous aurons recours à l'analyse des crises politiques de Michel Dobry. Cet auteur définit la notion de « coup » de la manière suivante :

on visera par ce terme les actes et les comportements individuels ou collectifs qui auront pour propriété d'affecter soit les attentes des protagonistes d'un conflit concernant les comportements des autres acteurs, soit ce que Goffman appelle leur « situation existentielle » [...], soit encore, bien entendu, les deux simultanément [...]. (Dobry, 2009, p. 11-12).

Dans cette perspective, les manifestations et les diverses pratiques militantes au sein de celles-ci sont alors perçues comme des activités tactiques.

Contrairement au cadre de la manifestation initiatrice, le cadre de la manifestation de crise s'inscrit dans un modèle utilitaire des conflits sociaux où l'enjeu est de maximiser le bien-être des acteurs concernés. Tout comme la mobilisation de manière générale, elles ne visent alors que la présentation de soi ou du groupe, la suppression

d'un adversaire ou encore l'accumulation d'avantages personnels. Les motifs de la lutte ne sont donc plus d'ordre moral, mais bien instrumental.

Au cours des entretiens, nous avons été en mesure d'identifier le cadre de la manifestation de crise de plusieurs façons malgré le fait que nos interlocuteurs et interlocutrices n'aient pas directement exprimé leur perception des manifestations. Ce cadrage était selon nous présent lorsque des participantEs affirmaient que le mouvement étudiant, ou tout autre mouvement social, se devait de perturber et de transgresser l'ordre établi afin d'obtenir des gains ou lorsqu'ils ou elles comparaient les manifestations du Printemps érable ainsi que la répression policière à un conflit armé. Pour ces manifestantEs, il ne s'agissait pas de produire une image respectable de la contestation et d'entretenir un bon rapport avec les médias, tel que c'était le cas précédemment. En fait, ils et elles critiquaient même une telle façon de penser.

Ce second cadrage des manifestations donne lieu à ce que nous qualifions d'altercation de crise. Ici, il est toujours question de situations où des manifestantEs s'interposaient en parole ou en acte à ce que faisaient d'autres manifestantEs en faisant parfois usage de la force. Cependant, cette fois-ci la motivation était non seulement de porter des coups à des adversaires politiques, mais aussi de s'assurer que les autres manifestantEs en fassent de même et que cela soit fait d'une manière jugée adéquate. Plus spécifiquement, les altercations de crise survenaient lorsque des manifestantEs considéraient que certaines pratiques étaient susceptibles de miner le rapport de force entre le mouvement étudiant et le gouvernement ou encore lorsque ce qui était pris pour cible était considéré comme étant illégitime puisque cela ne représentait pas à leurs yeux un adversaire du mouvement. Il pouvait aussi s'agir de s'interposer à ce que faisaient les autres lorsqu'on considérait que le moment était mal

choisi. De plus, certaines des personnes prenant part aux manifestations étaient tout simplement considérées comme des ennemis politiques et les altercations visaient alors à les neutraliser et les expulser.

4.4.2 Les altercations de crise : Le cas de Christian

Le cas de Christian expose bien la dynamique des altercations de crise. Voyons tout d'abord comment ce manifestant souscrivait au cadre de la manifestation de crise. Christian pensait qu'un certain niveau de transgression était nécessaire afin que les mouvements sociaux puissent obtenir des gains. Selon lui, les manifestations du Printemps érable devaient donc perturber l'ordre public et outrepasser la loi sans quoi il n'était pas possible de faire avancer les positions du mouvement étudiant. Il expose cette façon de penser alors qu'il affirme s'opposer aux personnes qui voulaient à tout prix manifester de façon règlementaire :

Le 22 mai, on avait fait ... pour défier la loi spéciale, le gros de la manifestation avait emprunté l'itinéraire qui était pas celui qui était prévu, puis [...] il y a des personnes qui ont appris à la fin de la manif qu'elles étaient dans un contexte illégal, puis qui étaient paniquées de ça. Ça, je comprends absolument pas. Puis ... il y a un travail d'éducation à faire, parce qu'il y a des gens qui ont aucune distance critique par rapport à la primauté du droit dans notre société, puis au niveau de transgression qu'il est nécessaire d'avoir pour pousser une position politique contre le gouvernement en place. (Christian, 2014, R27)

Plus loin dans l'entrevue, il affirme qu'il peut être légitime pour des manifestantEs de répliquer lors que les policiers font un usage abusif de la force. Cela démontre alors que, pour lui, les manifestations constituent un jeu de coups entre les manifestantEs et les forces de l'ordre.

Il y a d'autres contextes, où au contraire, ça vire à l'émeute parce que la police a fait usage d'une violence excessive. Là, c'est de la défense légitime, c'est tout à fait justifié. [...] Je me souviens, le 15 mars⁴⁴, moi j'étais plutôt en queue de manifestation et la police nous avait chargé par derrière. [...] On est déjà coupé de la manif. On marche puis on fait rien. Puis ils continuent à nous lancer des grenades assourdissantes. « C'est quoi ça?! » Fait que, devant des comportements excessifs et injustifiés, c'est sûr que les gens vont avoir envie de lancer des roches. Moi, ayant vu ça ... tu sais, cette journée-là, ça m'a pas fait de peine de voir deux chars du SPVM se faire complètement vandaliser. Ça m'a fait plaisir. Ils l'avaient mérité. (Christian, 2014, R63-65)

Puisqu'il perçoit les manifestations du Printemps érable comme faisant partie d'un contexte de crise politique, Christian ne s'oppose donc pas nécessairement à ce que d'autres manifestantEs aient des pratiques transgressives. Dans les chapitres précédents, nous avons même vu qu'il est lui-même intervenu pour remettre dans la rue des cônes de circulation ayant initialement été déplacés pour entraver les manœuvres policières, mais ayant été replacés par la suite. Son but était alors de s'assurer de l'effectivité de la perturbation engendrée par d'autres manifestantEs. Cependant, Christian considère tout de même qu'il y a certaines limites à la transgression et pense que certains gestes posés par d'autres manifestantEs sont illégitimes. Il fait par exemple référence à une occupation ayant eu lieu à l'Université de Montréal :

J'avais cette discussion avec un de mes amis qui était à l'Université de Montréal, qui [étudie] en urbanisme. Il a un certain respect pour tout ce qui est patrimoine architectural puis quand il y avait eu du vandalisme de je sais plus quelle grande salle à l'Université de Montréal, où ils font la remise des diplômes ... ça avait provoqué un scandale [...]. Puis il me disait que c'était une salle patrimoniale, puis t'as beau être en désaccord avec ce que le recteur fait, t'as beau trouver que le recteur est pourri, tu saccages pas la salle patrimoniale parce que c'est un patrimoine architectural qui est unique à Montréal, puis tu

44 Il fait ici référence à la manifestation annuelle contre la brutalité policière du 15 mars 2012 à Montréal.

touches pas à ça. Fait que, tu sais, il y a comme des limites à pas franchir et des degrés à avoir dans la transgression. (Christian, 2014, R28-29)

Un tel cadrage des manifestations l'a poussé à s'interposer à ce que faisait d'autres manifestantEs lors de l'émeute du Salon du Plan nord le 20 avril 2012. Il affirme comprendre et être d'accord avec le fait que des manifestantEs utilisaient le mobilier urbain pour faire des barricades afin de se protéger des policiers antiémeutes, mais il considère qu'à certains moments, cela n'était pas fait de la bonne façon :

[...] mettons je prends ... l'émeute du Palais des congrès. Je me souviens clairement, il y a un moment où je dis à un gars : «Christ!» ... parce que, bon, ... contexte : l'émeute était quand même assez avancée. On jouait au chat et à la souris avec la police. On avait pris le mobilier urbain, des tables, des chaises, pour faire des barricades. Moi-même, j'avais pas personnellement participé à faire les barricades, mais bon, ça faisait bien mon affaire qu'il y ait des obstacles physiques entre nous et la police. Il y a un gars, à un moment donné, qui essaie d'arracher un Bixi de son rack. [...] bien, un Bixi, c'est pas comme la table du café chic et cher du quartier international. Je trouvais qu'il y avait comme ... je trouve qu'il y a des objets que oui, on peut prendre pour faire des barricades. Ça peut aller. Mais Bixi qui est ... c'est pas exactement un service public, mais [...] ça a quelque chose de ça [...] il y a un potentiel intéressant dans ce projet-là qui est de repenser la ville, de repenser les transports collectifs. [...] C'est pas juste de la méchante propriété privée, qu'il faut détruire. « Christ! » Il essaie d'arracher le Bixi! « Qu'est-ce que tu fais là?! » [...] lui il me répond : « C'est ce la propriété privée! » On n'a pas poursuivi le dialogue parce qu'il y avait de l'action. Les choses se passaient⁴⁵. (Christian, 2014, R18-20)

Il précise aussi qu'il est parfois difficile d'opérer une telle distinction :

Il peut y avoir des comportements comme ça qui sont pas acceptables des fois. [...] Oui, mais encore là, c'est que la ligne est mince entre ce qui va être acceptable puis ce qui le sera pas, parce que bon bien ... faut pas non plus

45 Il faut ici comprendre que leur altercation a cessé en raison des manœuvres policières.

tomber dans le piège de blâmer juste les attitudes des manifestants [...] parce que bon, il y a un contexte où l'antiémeute intervient [...] (Christian, 2014, R13-15)

La description que nous venons de faire des altercations dans lesquelles Christian fut impliqué démontre que contrairement aux altercations initiatrices, les altercations de crise ne consistent pas à s'opposer à ce que font d'autres manifestantEs dans le but de produire une image positive de la mobilisation. Elles visent plutôt à s'assurer que les pratiques des autres manifestantEs ciblent correctement les adversaires du mouvement étudiant. Bien évidemment, ce qui peut sembler être une cible adéquate pour certainEs peut ne pas l'être pour d'autres, mais la logique reste la même. Dans le cas de Christian, on voit que les gestes d'autres manifestantEs posaient problème puisque ce qui était visé, les vélos Bixi ou le patrimoine architectural, ne lui semblait pas adéquat. Nous verrons plus loin que ces critères peuvent être plus diversifiés.

4.4.3 Les altercations de crise : Le cas de Gabrielle

Tout comme Christian, Gabrielle adhère elle aussi au cadrage de la manifestation de crise dans la mesure où elle y voit un affrontement entre le mouvement étudiant et le gouvernement. Elle va même plus loin dans cette logique, au point de penser la mobilisation comme une guerre, les manifestations comme des batailles et son rôle au sein de ces dernières comme celui d'une combattante. Elle décrit de la façon suivante sa participation aux manifestations : « Sinon, je pense que j'étais constamment en guerre (rire). J'étais en mode : *Ok, je me lève, Je m'en vais me battre!*⁴⁶ » (Gabrielle,

46 Elle fait ici référence à sa participation aux manifestations organisées par la CLASSE ayant souvent eu lieu en matinée et visant à bloquer ou perturber différentes cibles liées au gouvernement ou à l'économie québécoise.

2014, R22) En parlant d'une de ses amies avec qui elle militait dans le mouvement étudiant, elle dit :

[...] elle se sentait en guerre contre les gens, contre l'État et contre la police, mais elle se sentait aussi en guerre contre ... [...] contre les autres personnes. C'est ça. Et je pense que j'ai développé ça avec elle aussi. [...] Je pense que les gens autour de moi, les gens les plus proches [...], on était vraiment des machines. On se levait [le matin], on allait *fighter* la police et après on allait prendre un café. Tu sais. [...] je pense qu'on était tous en mode « machine de guerre ». (Gabrielle, 2014, R32-36)

Elle prenait ce rôle très au sérieux, au point même de s'entraîner physiquement pour être plus efficace au cours des manifestations:

[...] ouain, j'étais vraiment trop motivée. Bien, trop, je sais pas, mais pendant six mois à faire la grève, je pense que je me donnais un style Mao⁴⁷ quelques secondes, d'un entraînement physique vraiment fort en vue de ça. [...] plus combatif. Oui. J'ai fait de la course vraiment beaucoup. Je travaillais ma musculation en vue de ça [...]. (Gabrielle, 2014, R45-46)

Gabrielle s'interposait aussi à ce que faisaient d'autres manifestantEs lorsque cela lui semblait ne pas s'inscrire convenablement dans un échange de coups. Au cours des chapitres précédents, nous avons par exemple décrit comment elle a invectivé des manifestantEs qui s'étaient assisES dans la rue, car selon elle, cela augmentait le risque d'arrestation des personnes participant à la manifestation. Elle y dénonçait aussi les « imagistes » qui, au sein du conflit, accordaient une trop grande importance à la production d'une image respectable de la contestation et se souciaient donc peu de la sécurité ou de la préservation du groupe.

47 Elle fait ici référence à une conception militariste de son militantisme et d'un engagement total dans le mouvement étudiant.

Pour elle, les adversaires politiques ne se situaient pas seulement à l'extérieur du mouvement étudiant, mais aussi à l'intérieur de celui-ci. Comme l'ont affirmé plusieurs des personnes avec qui nous nous sommes entretenus, le sexisme, le machisme ainsi que la violence sexuelle envers les femmes étaient répandus dans l'ensemble du mouvement étudiant et de ses manifestations. Gabrielle décrit même la menace que représentaient certains manifestants pour les femmes en la comparant aux violences des policiers :

[...] les violences quand t'es une femme, c'est vraiment pas le *fun* autant par les manarchistes⁴⁸ que [...] par rapport aux polices ... quand ils font leurs fouilles, c'est pas sommaire. Aucunement sommaire⁴⁹. [...] Les filles c'était vraiment dégueulasse comment on était prises. Puis on n'était pas ... moi j'étais pas toujours en sécurité dans les manifs, à l'intérieur même des gens. [...] Je pense que pendant la grève ça s'est ... force est de constater qu'on n'est pas tant, fait qu'on veut collaborer avec ces personnes-là, mais ces personnes-là maintenant, je me sens pas en sécurité, mettons, à côté ... (Gabrielle, 2014, R168-169)

Se définissant comme féministe et ayant une conception des manifestations qui s'inscrit dans un modèle utilitaire des conflits sociaux, certaines des altercations de crise dans lesquelles Gabrielle fut impliquée visaient donc la préservation des femmes en tant que groupes menacés par les hommes. Par exemple, elle a eu de multiples altercations verbales et physiques avec des manifestants qui se sont réapproprié la manifestation pour la Journée internationale des femmes, le 8 mars 2012⁵⁰, et qui tenaient des propos dégradants envers les femmes.

48 Le terme « manarchistes » désigne des hommes s'identifiant à différents courants politiques libertaires et ayant aussi des discours et des pratiques machistes, viriles ou agressives. Il leur est généralement reproché de ne pas tenir compte des privilèges dont ils disposent et ainsi de reproduire différentes formes d'oppression qu'ils prétendent combattre.

49 Elle fait ici référence à plusieurs témoignages de manifestantEs qui ont affirmé avoir subi des attouchements sexuels de la part de policiers lorsque ces derniers leur faisaient des fouilles corporelles suite à leur arrestation.

50 Cette manifestation avait eu lieu dans les rues de Montréal et avait été organisée par le comité femme GGI de l'UQÀM.

[...] un autre événement marquant qui a été ... ça a été le 8 mars. On a essayé d'organiser du mieux qu'on pouvait une manif. Ça a pas tant marché parce que t'avais toujours les hommes qui criaient plus fort que nous puis qui sautaient contre la hausse⁵¹. On était comme : « Vos gueules! » Et ils essayaient de prendre la manif [...]. (Gabrielle, 2014, R33)

[...] dans le 8 mars, je pense que c'est le moment où j'ai été physiquement le plus violente. C'était contre des *nationaleux*⁵² [...] qui ... prenaient la trajectoire de la manif, le trajet, pour se l'approprier pour ... Il fallait qu'on court pour être en avant, il fallait constamment ... fallait s'en prendre ... ils *catchaient* pas si on leur *crissait* pas un coup de poing! (rire) C'est plate de même...⁵³ (Gabrielle, 2014, R178)

De plus, Gabrielle affirme avoir, à plusieurs reprises pendant la grève, défendu physiquement des hommes qu'elle connaissait et qui utilisaient la tactique du Black Bloc. Cela se produisait lorsque d'autres manifestantEs tentaient de les empêcher d'agir ou de les expulser des manifestations tels que nous l'avons décrit lorsque nous avons abordé les altercations initiatrices. Cependant, après la grève étudiante de 2012, plusieurs femmes ont dénoncé les agressions sexuelles et les viols perpétrés par des hommes prenant part à la mobilisation étudiante. Gabrielle affirme que certains des manifestants qu'elle avait alors protégés furent dénoncés comme étant des agresseurs sexuels. Pour cette raison, elle se questionne sur le fait d'aider ainsi les Black Blocs à l'avenir et regrette d'avoir défendu les hommes en question. Elle affirme maintenant plutôt vouloir les attaquer si elle les voit dans une manifestation.

51 Elle fait ici référence à un slogan contre la hausse des frais de scolarité. Sautillant sur place, les manifestantEs criaient « Saute, saute, saute! Si t'es contre la hausse! »

52 Il s'agit d'un terme péjoratif qu'elle emploie pour désigner des manifestants nationalistes.

53 Malgré le fait que cette manifestation du 8 mars 2012 avait été explicitement annoncée comme féministe, elle fut tout de même empreinte d'un antiféminisme ambiant. Par exemple, c'était pour la plupart des hommes qui utilisaient les porte-voix et ceux-ci refusaient de féminiser les slogans. De plus, certains slogans d'inspiration nationalistes décrivaient les femmes comme étant un territoire à conquérir (Delvaux et al., 2014, p.135).

[...] peut-être que je ferais la même chose, mais vraiment critique et pas pour les mêmes personnes, parce que force est de constater que c'est pas parce que tu es dans le Black Bloc que tu es *hot* [...]. Il y en a que j'ai mangé des coups pour. Des personnes que probablement maintenant je leur en donnerais. [...] Actuellement, toutes les luttes avec la culture du viol dans les milieux militants, les agressions sexuelles ... il y en a une couple, mettons, que j'ai *backés* tout le long de la grève que maintenant ... ça se passerait plus. (Gabrielle, 2014, R84-87)⁵⁴

4.4.4 Les altercations de crise de manière générale

Christian et Gabrielle n'étaient pas les seulEs à souscrire au cadre de la manifestation de crise durant le Printemps érable. Voyons maintenant d'autres exemples d'altercations de crise tirés de nos entretiens. Jacob affirme d'une façon limpide comment la répression policière qu'il a vécue l'a amené à percevoir les manifestations en ce sens :

[...] j'ai pas nécessairement reçu de répression policière au sens que j'ai déjà vécu ... au sens que j'étais toujours là autour, mais jamais je me suis fait matraquer en tant que tel. Mais oui, oui, tu sais, au début ... bon ... des petites manifs de : « On va se faire voir, on va se faire entendre. » Puis là, on tourne en rond et un moment donné, répression par dessus répression, on est pacifiste, mais là tu te dis : « Tant qu'à manger des coups, on va peut-être en donner nous autres avec ! » (rire). (Jacob, 2014, R3)

Tout comme Christian, Martin ne s'oppose pas à ce que des manifestantEs commettent des gestes illégaux, mais il affirme tout de même que ce qui est pris pour cible par les autres manifestantEs est légitime dans la mesure où cela est lié aux adversaires des mouvements sociaux :

⁵⁴ Suite au conflit, nous sommes nous-mêmes intervenus avec des amis lors d'une manifestation afin d'expulser de celle-ci un homme déguisé en Black Bloc ayant été dénoncé pour avoir violé plusieurs femmes au cours du Printemps érable.

[...] mon problème, c'était pas qu'ils cassaient des vitres. C'était où ils cassaient des vitres. [...] Particulièrement, quand la grève était pour les états financiers⁵⁵ [sic], etc. [...] Bien je peux comprendre pourquoi ils seraient frustrés contre les banques, vu que c'est eux autres qui donnent les hypothèques. Fais que oui. C'est quand je voyais les petits commerces que ça me dérangeait. Ça me faisait me demander : « C'est-tu juste un *casseux*⁵⁶, ou il as-tu de quoi dans la tête lui? » Puis quand tu vois péter un petit magasin, c'est pas quelqu'un qui a une grande ... une grande idée dans la tête, il veut juste faire de la merde. (Martin, 2014, R87-88)

Martin explique aussi qu'un tel sentiment était partagé par de nombreuses autres personnes prenant part aux manifestations. Cela donnait souvent lieu à des altercations lors des manifestations nocturnes auxquelles il participait alors que des manifestantEs qui utilisaient la tactique du Black Bloc en expulsaient d'autres qui pouvaient parfois aussi être masqués, mais qui détruisaient la propriété privée sans distinction ou attaquaient des individus :

Fait que ça, ça arrivait de temps en temps, parce que tu sais, pas à cause que vous êtes tous habillés pareil, pas que si t'es non agressif et d'autres qui lancent carrément des briques aux policiers [...] il y a une différence dans leurs têtes [...]. Casser une fenêtre, c'est pas casser un visage. [...] C'est comme : « Si c'est une personne, tu y touches pas ». Il y avait beaucoup de manifestants qui avaient cette mentalité-là [...]. Vers la fin, ce monde-là se faisait pas accepter en tant que tel. C'est comme le monde qui ont commencé à les reconnaître. Le monde commençait à juste les expulser ou littéralement pas les suivre à cause que bien souvent ce monde-là allait en avant de la manifestation. (Martin, 2014, R35-37 et 43)

55 Il fait ici référence au mouvement Occupy, qui a été actif durant l'automne 2011 et qui dénonçait les politiques d'austérité du gouvernement québécois ainsi que le capitalisme financier et les inégalités dans la redistribution des richesses de manière générale (au sujet d'Occupons Montréal, voir Ancelovici 2012 et 2016).

56 Il parle ici des manifestantEs qui furent qualifiéEs de « casseurs » dans les débats publics.

À leurs yeux, les pratiques des manifestantEs ainsi expulsées ne visant pas à entretenir un rapport de force avec les adversaires du mouvement, mais plutôt à simplement être agressifs en groupe : « Bien ça serait du monde que c'était pas vraiment dans le ... la mentalité de la manifestation. Ils ont vu une manifestation et ils ont voulu être agressifs avec le groupe. *Gang mentality* [...]. » (Martin, 2014, R65)

À d'autres moments, des altercations se produisaient plutôt parce que de tels gestes survenaient à un moment jugé inopportun. À cet effet, Emmanuelle nous raconte pourquoi plusieurs manifestantEs en ont hué d'autres alors qu'ils et elles avaient brisé des vitrines et lancé des fumigènes au début d'une manifestation :

On était vraiment pas beaucoup. ... au début il y avait des gens qui ont pété des vitres et qui ont foutu des fumigènes... oui c'est vraiment cool, mais ... après on s'est fait courir après par toute la police tout le temps et le monde était fâché [...]. Ils veulent pas se faire arrêter ... des fois ... ces actes-là peuvent faire en sorte que c'est un moment que le monde vont se faire arrêter. [...] En fait c'est parce qu'ils l'ont fait avant que la manif commence, point. Il se passait rien, le monde était même pas tout arrivé et ils ont fait ça. Ça fait que les gens étaient pas tant d'accord. (Emmanuelle, 2014, R30-32)

Plusieurs altercations de crises survenaient aussi lorsque des manifestantEs en identifiaient d'autres comme étant des ennemis politiques. Au même titre que Gabrielle, Chloé affirme que de nombreuses altercations entre des manifestantes et des manifestants survenaient en raison de la violence sexuelle que faisaient subir ces derniers aux femmes :

[...] des fois, il y avait des accrochages dans les manifestations. C'est pas mal tout le temps constant. Tu sais ... des affiches avec des illustrations qui sont ...

bien en fait, c'est de la violence sexuelle. Admettons ... des illustrations de [Jean] Charest qui se faisant sodomiser, tu sais, violence sexuelle. Ça venait heurter les considérations féministes que j'avais. Tu sais, il y avait aussi des slogans. Quand c'est pas féminisé, quand c'est : « Les hommes prennent la rue! » ... ça faisait chier [...]. (Chloé, 2014, R10)

Chloé affirme elle aussi s'être sentie menacée à l'intérieur même des manifestations. En faisant alors référence à une altercation que nous avons décrite dans les chapitres précédant et où elle a tenté d'expulser des manifestants d'une action de blocage parce que ceux-ci tenaient des propos lesbophobes, elle dit :

[...] puis à ce moment-là j'ai eu comme un ... j'ai plus que ressenti le malaise. J'ai intervenu envers des collègues militants puis je me suis demandé où ma place était plus sécuritaire alors jamais je me serais sentie en sécurité avec la police ou avec des gardiens de l'UQÀM. [...] parce qu'à l'intérieur même du milieu militant, il y avait énormément de lesbophobie puis beaucoup d'attaques envers des femmes qui sont pas ... qui cadrent pas dans les normes de beauté patriarcales. (Chloé, 2014, R14-15)

Elle aborde elle aussi des dénonciations d'agressions sexuelles ayant eu lieu une fois le conflit terminé :

Cette année, ça a beaucoup ... ça a beaucoup ressorti, les viols, les harcèlements, les agressions envers des militantes par des militants. Fait que, tu sais, la menace est aussi à l'intérieur du groupe. Ça, c'est sûr ... que ça a été ... ça a été présent, peut-être pas aussi visible pendant ... pendant le mouvement, pendant le gros des actions. (Chloé, 2014, R55)

Dans un même ordre d'idée, au cours du Printemps érable, plusieurs manifestants pensaient que certaines personnes prenant part aux manifestations n'étaient pas de vrais manifestants, mais travaillaient plutôt pour les autorités et dissimulaient leur

identité pour ne pas être reconnu⁵⁷. Dans cette mesure, certaines altercations de crise visaient donc à expulser ces personnes des manifestations afin d'éviter qu'elles procèdent à des arrestations ou sabotent les manifestations en provoquant l'intervention de l'escouade antiémeute. Martin témoigne d'un tel phénomène et affirme avoir vu des manifestantEs en pousser d'autres sur des policiers pour que ces derniers procèdent à leur arrestation :

Il avait des *casseux* qui étaient des *casseux*, puis y avait beaucoup de *casseux* qui travaillaient pour la police. Littéralement! Comme ... je sais pas vraiment qui c'est. J'ai rencontré quelqu'un, un moment donné, qui me l'a dit, qu'il l'avait fait et qui l'avait regretté à cause que ses amis lui font plus confiance. Ce qui est un petit peu normal. (Martin, 2014, R33)

C'était vraiment ... le monde passait leur temps à essayer de spotter le *cop*. C'était devenu ça le jeu. [...] Le monde les ignorait ou les dénonçait, et même sur un cas, les a pris et les a lancé vers la police. [...] C'est arrivé une fois que je peux dire que j'ai vu, mais je peux pas dire que c'est une affaire régulière. Ils l'on *pogné* ... Ils l'ont *pogné* puis : « Tiens! Va-t'en à tes amis! ». (Martin, 2014, R48-50)

Il nous est évidemment impossible de vérifier si les personnes alors visées étaient bel et bien des policiers ou si les manifestantEs agissant de la sorte ne faisaient pas plutôt erreur sur la personne. Mais cela importe peu. Il s'agissait tout de même d'altercations entre des personnes ayant la prétention de prendre part aux manifestations et ces altercations trouvent leur sens à travers le cadre de la manifestation de crise. Le fait de vouloir expulser des policiers des manifestations afin d'assurer la préservation du

57 Au sujet de l'infiltration des manifestations par la police, Gary T. Marx (1974, p. 403-405) distingue les informateurs des agents provocateurs. Même si les deux peuvent être des policiers ou des civils, le rôle des premiers se limite à la collecte d'informations concernant la mobilisation alors que celui des seconds est plus actif et consiste à provoquer des activités illégales. De telles pratiques visent à justifier les actions des autorités envers les mouvements sociaux et à miner le soutien qu'ils obtiennent auprès du public.

groupe s'inscrit dans un jeu de coups entre le mouvement étudiant et ses adversaires et sous-entend une conception utilitaire des conflits sociaux.

4.5 Résumé

Au cours de ce chapitre, nous avons fourni une explication des altercations entre manifestantEs au cours du Printemps érable, laquelle combine les théories du moment manifestant ainsi que celles du cadrage. Nous avons alors proposé d'utiliser les types de manifestations identifié par Pierre Favre, non pas comme des catégories objectives servant à décrire les différentes manifestations ayant eu lieu au cours du conflit en question, mais comme des cadres auxquels adhèrent les manifestantEs pour donner sens à ce type d'action politique. Nous avons ainsi élaboré deux façons différentes de cadrer les manifestations et avons démontré comment celles-ci influencent les altercations entre manifestantEs. Dans un premier temps, nous avons abordé ce que nous qualifions de cadre de la manifestation initiatrice, lequel implique de percevoir les manifestations comme une façon de produire une image positive et respectable de la contestation afin qu'elle soit acceptable aux yeux du public. Nous avons alors présenté le cas de Nicholas afin de démontrer comment un tel cadrage des manifestations mène à des altercations initiatrices, c'est-à-dire des altercations qui visent spécifiquement les gestes transgressifs que peuvent poser certainEs manifestantEs et qui sont perçus par certaines personnes comme une menace à l'image du mouvement étudiant. Nous avons aussi abordé d'autres situations dans lesquelles des altercations similaires se sont produites.

Dans un deuxième temps, nous avons présenté le cadre de la manifestation de crise. Un tel cadre implique de penser les manifestations selon un modèle utilitaire des

conflits sociaux et d'y voir un jeu de coups entre le mouvement étudiant et le gouvernement au travers duquel les étudiantEs tentent en tant que groupe d'assurer leur préservation. Il fut à ce moment question des cas de Christian et de Gabrielle, lesquels exposaient plutôt ce que sont les altercations de crise. Il s'agit de situations où des manifestantEs s'en sont prisES à d'autres en les attaquant ou les expulsant des manifestantEs parce qu'ils et elles les considéraient comme des ennemis ou se sont interposéEs à ce qu'ils ou elles faisaient parce ce que cela leur semblait nuire au rapport de force du mouvement étudiant.

CONCLUSION

Au cours de ce mémoire, nous nous sommes penchés sur les altercations entre manifestantEs durant le Printemps érable avec l'objectif d'en fournir une meilleure compréhension. Comme nous l'avons montré, des manifestantEs de divers horizons se sont interposéEs à ce que faisaient d'autres manifestantEs et cela pour de multiples raisons. Dans certains cas, de telles pratiques militantes semblaient effectivement avoir pour effet d'aider les adversaires du mouvement étudiant (police et gouvernement) en empêchant les débordements ou des actes illégaux lors des manifestations. Dans de telles circonstances, l'utilisation de la force contre d'autres personnes pouvait alors être justifiée par un discours pacifiste. Cependant, à d'autres moments, des altercations visaient plutôt à faciliter le désordre ou à en faire perdurer les effets. Il était parfois même question de s'interposer à ce que faisaient d'autres manifestantEs avec l'intention de faire prévaloir une diversité de tactiques. Cela démontre que le phénomène n'était pas uniquement attribuable aux manifestantEs s'opposant aux pratiques transgressives et expose plutôt les contradictions qui peuvent exister entre les positions politiques des individus et leurs agissements dans la rue. Comme le remarquait une des personnes avec qui nous nous sommes entretenus, de telles tensions étaient endémiques à la mobilisation étudiante et s'observaient aussi dans la présence du sexisme et de l'homophobie :

C'est juste que c'était moins concret. C'était plus dans les idées [...], pas une prise en considération justement de tout ce qui est plus concret. Je pense à un bon exemple, tu sais, à peu près toute personne est pour l'égalité homme/femme ou toute personne est contre l'homophobie, mais dans le concret, on dirait qu'ils le sont pas tant que ça. [...] dès que ça va un peu plus loin que [...] le sens commun, tu sais. [...] comme, « Ah! Les gais, c'est correct, mais si je les vois pas s'embrasser, ou tu sais, s'ils me le disent pas. » Alors que pour moi, c'est assez homophobe. J'avais essentiellement la même pensée avant. Ça peut être

des agressions sexuelles, ou que ça soit ... juste le harcèlement de rue ou peu importe, que j'ai pu moi-même déjà faire sans m'en rendre compte, mais pourtant, je me disais ... je me disais pour l'égalité alors que concrètement ... il y a comme vraiment un *clash* entre les idées et le concret. [...] On peut avoir des super belles idées, mais quand ça arrive dans le concret, oup! (Nicholas, 2014, R61-63)

Nous avons aussi vu comment nos appréhensions initiales du phénomène furent remises en cause au cours du processus d'enquête. Nous avons initialement deux hypothèses, soit que les altercations entre manifestantEs étaient dû à une absence de contrôle organisationnel dans les manifestations plus autonomes ou à la résonance d'un contre-cadrage des adversaires du mouvement étudiant dénonçant les pratiques militantes transgressives. Dans le premier cas, nous avons bel et bien constaté la présence d'altercations entre manifestantEs dans les manifestations nocturnes, lesquelles n'étaient prises en charge par aucune organisation formelle. Cependant, nous en avons aussi répertorié dans l'ensemble des manifestations du Printemps érable, y compris les manifestations des associations étudiantes ou d'autres organisations politiques, les actions de blocages et même les émeutes. Dans le second cas, certaines personnes nous ont affirmé qu'elles ont effectivement été influencées par le débat public sur « la violence et l'intimidation », mais cela ne nous a pas semblé être avoir motivé leurs interventions auprès d'autres manifestantEs. D'autres participantEs nous ont plutôt affirmé adhérer aux cadres mis de l'avant par le mouvement étudiant et plus particulièrement par la CLASSE. De plus, nous avons aussi démontré comment les altercations entre manifestantEs concernaient non seulement les pratiques transgressives, mais aussi un éventail beaucoup plus large d'attitudes et de comportements.

En nous basant sur les témoignages des personnes rencontrées au cours de la recherche, nous avons plutôt combiné les théories précédentes, soit celles du moment manifestant et du cadrage, afin de produire une analyse détaillée des altercations entre manifestantEs. Nous avons proposé de reprendre à notre compte les types de manifestation développés par Pierre Favre, mais d'utiliser ceux-ci comme des cadres auxquels souscrivent les manifestantEs plutôt que comme des catégories objectives servant à décrire les différentes formes de manifestation. Il s'agissait de voir la manière dont les personnes prenant part aux manifestations durant le Printemps érable donnaient sens à cette forme d'action protestataire. Pour ce faire, nous avons élaboré les concepts de *cadre de la manifestation initiatrice* et de *cadre de la manifestation de crise*. Dans le premier cas, il s'agit de percevoir les manifestations comme faisant partie d'une quête d'acceptabilité se fondant sur des enjeux moraux. Il y est question de produire une image positive du groupe contestataire, ce qui implique alors un rapport privilégié aux médias. Dans le second cas, il est plutôt question de penser les manifestations comme faisant partie d'une crise politique, donc d'un jeu de coups entre les mouvements sociaux et leurs adversaires.

Nous avons par la suite argumenté que les altercations entre manifestantEs ont varié en fonction de ces deux cadrages des manifestations. Nous avons alors présenté des figures de cas afin de démontrer que de tels cadres étaient présents lors des altercations en question. Nous avons tout d'abord fait référence à Nicholas afin d'exposer ce que nous avons qualifié d'altercation initiatrice. Il s'agissait d'altercations qui survenaient spécifiquement en réaction aux pratiques transgressives que pouvaient avoir certainEs manifestantEs, lesquelles pouvaient être considérées par d'autres comme une menace à l'image des manifestations et à l'acceptabilité de la contestation. Nous nous sommes ensuite appuyés sur les cas de Christian et Gabrielle pour présenter la notion d'altercation de crise. Cette dernière désigne des altercations

qui survenaient lorsque des manifestantEs s'interposaient aux pratiques des autres parce que celles-ci leur semblaient ne pas prendre pour cible les adversaires du mouvement ou encore lorsque certainEs manifestantEs étaient considérées comme des ennemiEs plutôt que des alliésEs de la mobilisation. Nous avons aussi présenté plusieurs autres témoignages exposant à la fois la présence de ces deux cadres tout au long de la mobilisation en question et les différentes formes que prirent les altercations entre manifestantEs.

Retour sur la méthode

Il nous faut admettre que la méthode de l'entretien semi-dirigé que nous avons utilisée comporte certains risques de biais. Ceux-ci peuvent être liés au déroulement de l'enquête, à la relation intervieweur-interviewé ou au contexte général de la recherche (Poupart, 1998, p. 193-196). Par contre, selon Poupart, plutôt que de chercher à contrôler les variables propres à la situation d'entretien dans l'espoir d'éliminer les biais il est plus utile de reconnaître d'emblée le caractère socialement construit des données produites par cette méthode (*Ibid.*, p. 202). Plus spécifiquement, il faut envisager les discours ainsi recueillis comme des co-productions de la part de l'intervieweur et de l'interviewé. Nous devons alors d'explicitier les conditions de production d'un tel discours en portant attention aux processus discursifs à l'œuvre dans les échanges verbaux et en faisant preuve de réflexivité et de transparence (*Ibid.*, p. 202-204).

La double nature de notre terrain de recherche, à la fois universitaire et militant, comportait des avantages et des difficultés. En ce qui concerne les avantages, nous avons facilement pu mobiliser notre réseau académique afin de diffuser notre

recherche. De plus, nous étions nous-mêmes militant et étudiant et avons donc une forte proximité sociale avec les participantEs à notre recherche. Cela nous rendait non seulement plus crédible et légitime à leurs yeux, mais nous permettait aussi de communiquer plus facilement avec eux et elles puisque nous connaissions bien les conventions, les savoirs tacites ainsi que les débats internes de ces deux milieux. Pour ces raisons, nous avons à la fois pu faire l'économie de plusieurs affrontements sociaux avec notre milieu de recherche (Bizeul, 2007, p. 75) et éviter d'être assimilés aux agents de l'État ou à d'autres figures de pouvoir auxquels sont souvent associéEs les chercheurEs. Autrement, cela aurait pu compromettre l'authenticité des discours recueillis (Chauvin et Jounin, 2010, p. 146-147).

Par contre, l'absence de tensions entre notre rôle de chercheur et le terrain étudié ne signifie pas que nous ayons pu nous soustraire aux tensions politiques omniprésentes dans les milieux militants. Le fait d'être perçu comme appartenant à certaines tendances politiques ou comme ayant certaines positions politiques risquait à la fois de provoquer une ouverture ou une fermeture chez les participantEs. À cette difficulté s'ajoute la connaissance du processus d'enquête par les personnes étudiées, puisqu'elles étaient pour la plupart au même titre que nous des étudiantEs en sciences sociales. Pour ces raisons, nous avons dû modifier notre présentation de soi et élaborer des outils de recrutement de façon à être suffisamment précis, mais tout de même suffisamment vagues pour ne pas être étiquetés politiquement et pour garder le contrôle sur le déroulement de la recherche (*Ibid.*, p. 146-151). Nous avons donc choisi de présenter notre objet d'étude en terme *d'accrochage entre manifestantEs* et avons évité d'utiliser des termes tels que « paciflics » à moins que les participantEs n'en fassent d'abord l'usage. Finalement, nous avons aussi dû mettre l'emphase sur l'anonymat que nous garantissons aux participantEs puisque nous nous adressions à des militantEs ayant pu être judiciairisés en raison de leur implication politique et

pouvant craindre que leurs propos ne soient retenus contre eux et elles lors de procédures judiciaires.

Au cours des entretiens, il est arrivé que des participantEs expriment la distance qui séparait leurs positions politiques de celles qu'ils et elles nous attribuaient. Nous n'avons, cependant, pas eu l'impression que cela a affecté l'authenticité de leurs propos. Par exemple, une participante nous a exprimé craindre des représailles après nous avoir dit s'en être pris aux membres d'une organisation politique de l'UQAM au cours d'une manifestation et avoir par la suite réalisé que nous aurions pu être un sympathisant de cette même organisation puisque nous étudions à cette université. Nous l'avons alors rassuré en lui disant que ce n'était pas le cas et que nous partageons sa position. Nous lui avons aussi rappelé que nous garantissons la confidentialité des propos tenus dans le cadre des entretiens. À d'autres moments, nous considérons plutôt avoir été étiqueté positivement comme un allié par les personnes interviewées, ce qui nous a sans doute permis d'avoir accès à des informations plus sensibles. Ce fut entre autres le cas lors que nous avons interviewé Gabrielle, laquelle s'identifiait comme féministe et nous reconnaissait comme un allié des mouvements de femmes. Cependant, le fait d'avoir eu des affinités politiques avec certaines participantEs et une expérience commune du Printemps érable fit en sorte que plusieurs choses furent prises pour acquies ou sous-entendues au cours de nos discussions. Par exemple, nous n'avons pas demandé de précisions concernant certains événements, certains contextes et certaines terminologies ayant été énoncées au cours des entretiens. Nous avons alors dû apporter des précisions lorsque nous nous sommes référés aux propos de nos participantEs dans les chapitres précédents.

Il est aussi arrivé que nos discussions au sujet de la répression policière causent de l'angoisse à certainEs participantEs et déclenchent même des symptômes de choc post-traumatique. Dans de telles circonstances, nous avons suggéré à ces personnes de changer de sujet ou de simplement mettre fin à l'entretien si elles le désiraient. Elles ont tout de même souhaité poursuivre l'entretien, affirmant vouloir s'exprimer sur ce sujet. Nous avons aussi été en mesure de mettre en contact un des participants avec un groupe de défense légale pouvant l'aider à contester les contraventions qu'il avait eu suite à son arrestation lors d'une manifestation en 2012.

Nous avons aussi pris soin de vulgariser les thèmes de notre grille d'entretien dans le but d'être mieux compris par les personnes interviewées. Cependant, cela s'est parfois retourné contre nous dans la mesure où nous nous sommes fait demander des précisions à quelques reprises par des participantEs et nous avons alors constaté que le vocabulaire utilisé leur semblait trop familier. De plus, même si la grille d'entretien était constituée de nos propres catégories, nous avons tout de même exploré plusieurs autres catégories utilisées par les participantEs et les avons ensuite intégrées à nos outils de recherche en prévision d'une seconde ronde d'entretiens qui n'a finalement pas eu lieu.

De plus, nous devons aussi admettre que notre recours aux entretiens semi-dirigés comporte certaines limites. En ce qui concerne notre échantillon de recherche, nous n'avons réalisé que huit entretiens avec des personnes ayant participé aux manifestations du Printemps érable. De plus, le profil de nos participantEs comporte de nombreuses similitudes. Ces personnes sont pour la plupart des étudiantEs de l'UQAM avec lesquelLEs nous avons facilement pu entrer en contact. Cela limite le potentiel de généralisation de cette recherche et soulève la question de la validité des

données recueillies puisqu'il faut alors se demander si les expériences des participantEs représentent l'ensemble des altercations entre manifestantEs ayant eu lieu au cours du Printemps érable.

Nous croyons qu'un échantillon plus large et constitué de personnes au profil plus diversifié nous aurait sûrement permis d'explorer d'autres dimensions du phénomène à l'étude. Il aurait cependant été très difficile de constituer un échantillon réellement représentatif des manifestations durant le Printemps érable. Rappelons que de manière générale, les manifestations sont des événements fluides auxquels prennent part des personnes de tous horizons et dont la dynamique évolue dans l'espace et dans le temps. Souvent, des personnes se joignent aux manifestations ou les quittent en cours de route, faisant en sorte qu'à la fin de l'événement la composition de la foule est bien différente de ce qu'elle était au départ. De plus, ce ne sont souvent pas les mêmes personnes qui se positionnent à l'avant, au milieu et à la fin du cortège. Il est donc très difficile d'évaluer avec précision le profil des personnes qui prennent part aux manifestations ainsi que leurs motivations. Il faut aussi rappeler qu'il y eu plusieurs centaines de manifestations au cours du Printemps érable et qu'à chacune d'elles participaient plusieurs milliers, voire centaine de milliers de personnes. Dans de telles circonstances, il est donc difficile d'envisager comment un échantillon plus large ou plus diversifié aurait été plus représentatif et nous aurait permis de généraliser les constats de notre recherche.

Ouverture

Au cours de ce mémoire, nous avons cherché à expliquer les altercations entre manifestantEs lors des manifestations du Printemps érable. Nous avons vu que ce phénomène relève des différents cadres permettant de donner un sens à ce mode

d'action protestataire. Cependant, notre angle d'approche impliquait de les étudier de manière statique puisque nous les utilisons alors comme variable indépendante. Comme nous l'avons déjà précisé, les cadres sont en fait des constructions dynamiques (Benford et Snow, 2000, p. 56-57). Cela signifie que les notions que nous avons élaborées — cadre de la manifestation initiatrice et de la manifestation de crise — ne résident pas seulement dans la cognition individuelle des manifestantEs, mais aussi dans les interactions sociales et sont le produit d'un travail de signification de la part de différents acteurs politiques. Afin d'aller plus loin dans cette réflexion, nous suggérons de s'attarder au processus de cadrage afin d'expliquer leur genèse, leur diffusion et leur transformation. Il faudrait alors chercher à comprendre comment certainEs manifestantEs en viennent à percevoir les manifestations comme faisant partie d'une quête d'acceptabilité et comment d'autres les interprètent plutôt comme faisant partie d'un jeu de coups.

Les témoignages que nous avons recueillis au cours de notre recherche ne nous permettent pas d'aborder directement de telles questions. Ils nous permettent cependant de proposer certaines pistes de réflexion. Dans un premier temps, il se peut que certains traits historiques et organisationnels du mouvement étudiant québécois expliquent les différentes façons de cadrer les manifestations. Il nous faut alors rappeler que deux courants syndicaux ont historiquement divisé ce mouvement, soit le « concertationnisme » et le syndicalisme de combat. Le premier consiste en l'idée que les politiques économiques et sociales doivent être développées et mises en œuvre de manière conjointe par l'État et les acteurs socio-économiques. Le second préconise plutôt l'affrontement avec l'État (Lacoursière, 2007, p. 12-13). Dans cette optique, on peut alors penser que le concertationnisme serait lié au cadre de la manifestation initiatrice et que le syndicalisme de combat serait plutôt lié au cadre de la manifestation de crise. L'idée de négocier avec l'État implique nécessairement

d'être reconnu comme acteur légitime alors que l'affrontement avec celui-ci implique nécessairement un jeu de coups. De plus, au cours du Printemps érable, on constate que la CLASSE a entretenu certaines ambiguïtés quant aux manifestations et à la contestation de manière générale. Elle a organisé de nombreuses actions protestataires, certaines étaient très spectaculaires et misaient sur la production d'une image respectable alors que d'autres étaient plus perturbatrices et visaient à entraver l'économie québécoise. Elle a aussi fait explicitement la promotion du syndicalisme de combat tout en demandant à négocier avec le gouvernement dans le but d'en arriver à une solution conjointe afin d'éviter la hausse des frais de scolarité. Il se pourrait donc qu'une telle ambiguïté ait joué un rôle dans la genèse des cadres des manifestations que nous avons identifiés et qui divergent fortement l'un de l'autre.

Dans un deuxième temps, il est possible de penser que la réponse des autorités face à la contestation influence la manière dont les protestataires perçoivent les manifestations. Il faut alors rappeler que le gouvernement québécois avait à l'époque ignoré la contestation étudiante pendant de nombreuses semaines. On peut alors penser qu'un tel déni a incité plusieurs personnes à vouloir être reconnues et donc à penser les manifestations selon le cadre de la manifestation initiatrice. De plus, l'ampleur et l'intensité de la répression policière ont aussi contribué à étiqueter les étudiantEs et les protestataires de manière générale comme des ennemiEs du public. Cela aurait aussi pu avoir le même effet. D'un autre point de vue, plusieurs personnes que nous avons rencontrées nous ont affirmé que la brutalité policière qu'ils et elles ont vue et vécue les ont amenéEs à penser qu'il pouvait être légitime de se défendre contre celle-ci et d'avoir recours à la force contre un adversaire politique. La répression policière pourrait donc avoir accéléré la diffusion du cadre de la manifestation de crise.

Dans un troisième et dernier temps, nous avons vu durant l'enquête que les cadres des manifestations ne semblent pas tenir compte des caractéristiques propres à chaque événement ou à chaque situation. Comme nous l'avons décrit, il est parfois arrivé que des manifestantEs tentent de produire une image respectable de la contestation au sein d'une émeute ou encore tentent d'attaquer les forces de l'ordre lorsque la manifestation visait explicitement la reconnaissance du groupe. Cependant, le cas de Nicholas démontre tout de même qu'il est possible de passer du cadre de la manifestation initiatrice à celui de la manifestation de crise. À travers son engagement militant dans une association étudiante ainsi que les discussions qu'il a eues avec d'autres militantEs, ce manifestant en est venu à percevoir les pratiques transgressives lors des manifestations comme faisant partie d'un jeu de coups et non plus comme une menace à l'image et à la légitimité du mouvement étudiant. De plus, Jacob nous a affirmé ne pas comprendre la tactique du Black Bloc lorsqu'il a commencé à prendre part aux manifestations du Printemps érable. C'est après avoir fait des recherches sur le sujet et avoir eu des discussions avec les personnes utilisant cette tactique qu'il en est venu à l'apprécier. Cela nous permet de penser que la socialisation politique à travers certains réseaux militants pourrait avoir un rôle à jouer dans la transformation des cadres de la manifestation initiatrice et de la manifestation de crise.

Par cette recherche, nous espérons avoir contribué à la sociologie des mouvements sociaux ainsi qu'à certains débats étant au coeur des mobilisations contemporaines. En apportant une meilleure compréhension des altercations entre manifestantEs, nous croyons avoir été en mesure d'éclairer certaines des tensions qui sont présentes au sein des manifestations, lesquelles, rappelons-le, sont une des formes d'actions protestataires les plus répandues. De plus, cette recherche a permis d'éclairer un sujet généralement peu étudié, soit les interactions sociales au sein des mobilisations.

Enfin, en abordant certaines thématiques, telles que le respect de la diversité des tactiques ainsi que la façon dont les manifestantEs perçoivent la contestation, nous pensons avoir contribué au débat concernant le niveau de transgression qu'il est souhaitable d'avoir au cours des manifestations.

ANNEXES

ANNEXE A : FORMULAIRE DE RECRUTEMENT DES PARTICIPANT-E-S

Bonjour,

Je cherche à recueillir des témoignages au sujet de situations d'accrochage ou de dispute, entre manifestant-e-s, dans les manifestations, pendant la grève étudiante de 2012. Je m'intéresse à ces situations ainsi qu'aux récits personnels de celles et ceux qui les ont vécu-e-s dans le cadre de mon mémoire de maîtrise en sociologie à l'UQÀM.

J'aimerais rencontrer à la fois des personnes qui, durant des manifestations, sont intervenues en paroles ou en actes pour faire cesser des comportements qu'elles jugeaient inappropriés, des manifestant-e-s qui ont été interpellé-e-s par d'autres manifestant-e-s, ou des personnes qui ont simplement été témoins de telles situations. Je voudrais réaliser des entrevues d'environ une heure, en échange d'une modeste compensation financière.

J'assure l'anonymat de toute personne participant à cette recherche (par exemple, en n'utilisant pas leur nom et en ne rendant pas publiques des informations qui permettraient de les identifier). De plus, les données récoltées feront l'objet de la plus stricte confidentialité; elles ne seront pas partagées avec qui que ce soit. Enfin, les personnes interviewées pourront à tout moment refuser de répondre à une question ou cesser l'entretien si elles le désirent.

Si vous êtes intéressées, si vous avez des questions ou si vous désirez obtenir plus d'informations, vous pouvez me contacter par courriel et par téléphone. Cela ne vous engage pas à participer à la recherche.

Sincèrement,
David L'Écuyer
Étudiant à la maîtrise en sociologie
Université du Québec à Montréal
l'ecuyer.david@courrier.uqam.ca

ANNEXE B : GRILLE D'ENTRETIEN

I. MILITANTISME/RÉSEAUX/TRAJECTOIRE MILITANTE

J'AIMERAIS QUE TU ME PARLES DE TA PARTICIPATION À LA GRÈVE ÉTUDIANTE OU À D'AUTRES MOBILISATIONS?

- Comment as-tu **commencé à militer** ou à participer à la grève (durant la GGI ou avant)?
 - Qu'est-ce qui t'a poussé à le faire?
 - Est-ce que c'était la première fois que tu t'impliquais dans un mouvement social?
- As-tu continué à militer **une fois la grève terminée** et pourquoi?
- À quel **genre d'événements politiques** as-tu participé durant la grève et dans la vie en général?
 - Manifestations, actions artistiques, émeutes, blocages/occupations
 - Est-ce que tu y participais souvent? À combien de reprises?
- Peux-tu me parler des **gens avec qui tu participais** à ces événements politiques / des gens que tu côtoies fréquente (GGI et avant)?
- Peux-tu me parler de **ce que vous faisiez ensemble**?
- Peux-tu me parler des **groupes politiques** dans lesquels tu étais impliqué [si c'est le cas]
 - FECQ, FEUQ, ASSÉ, TaCEQ, une association étudiante locale, syndicats, groupes communautaires, partis politiques, etc.
- Quels événements t'ont **particulièrement marqué** durant la grève ou avant et pourquoi?
 - Dénonciations de la violence par les fédérations étudiantes?
 - Épisodes de confrontation avec la police (COBP, Victoriaville)?
 - Négociations avec le gouvernement?
- Qu'est-ce que les **gens autour de toi** pensaient de ce qui se passait

durant la grève et des **comportements** que tu jugeais **inappropriés**?

EST-CE QUE TU CROYAIS QU'IL Y AVAIT UNE MEILLEURE FAÇON DE FAIRE LA GRÈVE OU D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS QUE LE MOUVEMENT S'ÉTAIT FIXÉS? SI OUI, COMMENT LA DÉCRIERAIT-TU?

- Exemples :
 - Diversité des tactiques ou contestation uniforme
 - Gagner l'opinion publique
 - Prouver que le mouvement étudiant était respectable
- Qu'est-ce qui t'a amené à penser ça?

2. DESCRIPTION DES PRATIQUES MILITANTES

J'AIMERAIS QUE TU ME PARLES DES SITUATIONS D'ACCROCHAGE DURANT LES MANIFESTATIONS.

PEUX-TU ME DÉCRIRE EN DÉTAIL CE QUI S'EST PASSÉ À CE MOMENT-LÀ (AVANT, PENDANT, APRÈS)?

QU'EST-CE QUE TU AS FAIT, QU'EST-CE QUE TU AS VUE OU QU'EST-CE QUI T'EST ARRIVÉ?

- Personnes étant intervenues elles-mêmes
 - Qu'est-ce qui se passait à ce moment-là (au cours de la GGI et au cours d'un événement particulier) ?
 - Qui étaient les autres manifestantes et manifestants et qu'est-ce qu'ils ou elles faisaient?
 - Est-ce que tu penses qu'ils **nuisaient au mouvement** en faisant ça et pourquoi?
 - Est-ce que selon toi ces personnes **faisaient partie du mouvement** et pourquoi?
 - Qu'est-ce que tu as fait à ce moment-là?
 - Pourquoi as-tu ressenti le besoin d'agir?

- Pourquoi ne pas plutôt t'être abstenu et les laisser faire?
 - Est-ce qu'il y a eu d'autres occasions où la situation était similaire, mais tu n'es pas intervenue?
- Est-ce que c'est arrivé à d'autres moments durant la grève?
- Est-ce que tu es chaque fois intervenue pour les mêmes raisons?
- As-tu l'impression que ça a changé quelque chose?
- Personnes témoins
 - Qu'est-ce qui se passait à ce moment-là (au cours de la GGI et cours d'un événement particulier) ?
 - Qui était visé et qu'est-ce que ces personnes avaient fait?
 - Selon toi, pourquoi ces personnes ont fait ça?
 - Qu'est-ce qui te fait dire ça?
 - Toi qu'est-ce que tu en penses?
 - Comment t'es-tu senti à ce moment-là?
 - Est-ce que ça t'a poussé à agir différemment par la suite?
 - Certaines personnes les ont surnommées les « paciflics » parce qu'ils agissaient un peu comme des policiers tout en se disant pacifistes. Qu'est-ce que tu en penses?
- Personnes visées
 - Qu'est-ce qui se passait à ce moment-là (au cours de la GGI et cours d'un événement particulier)?
 - Qu'est-ce que tu faisais juste avant que ça t'arrive?
 - Comment est-ce que tu as réagi?
 - Qu'est-ce que tu as fait par la suite?
 - Selon toi, pourquoi ces personnes ont fait ça?
 - Est-ce que ça t'est arrivé souvent?
 - Comment t'es-tu senti après l'événement?
 - Est-ce que ça t'a poussé à agir différemment par la suite?
 - Est-ce que tu as aussi été témoin de scène similaire? Comment est-ce que tu as réagi?

- Certaines personnes les ont surnommées les « paciflics » parce qu'ils agissaient un peu comme des policiers tout en se disant pacifistes. Qu'est-ce que tu en penses?

J'AI ENTENDU DIRE QU'IL Y AVAIT DES MANIFESTANTES QUI EN HUAIENT D'AUTRES OU REPLAÇAIENT DU MOBILIER URBAIN APRÈS LA MANIFESTATION OU DES MANIFESTATIONS AU COMPLET QUI S'ASSEYAIENT DANS LA RUE FACE AUX POLICIERS ANTIÉMEUTES. EST-CE QUE TU AS VUE DES CHOSES DU GENRE? EST-CE QUE TU Y AS PARTICIPÉ?

- Peux-tu me les décrire?
- Pourquoi ces personnes faisaient ça?
- Qu'est-ce que tu en as pensé?
- Ferais-tu un lien entre ces actions et les accrochages dont on vient de parler? Comment?

CERTAINES PERSONNES M'ONT DIT QUE LES CONFRONTATIONS AVAIENT PARFOIS POUR BUT D'EXPULSER DES POLICIERS INFILTRÉS DANS LES MANIFESTATIONS. EST-CE QUE TU AS OBSERVÉ ÇA?

- Si oui, peux-tu me décrire en détail comment ça se passait?
- Est-ce que tu penses que les personnes en question étaient bel et bien des policiers infiltrés et pourquoi?

3. VIOLENCE, POLICE

SELON TOI, À QUEL MOMENT IL Y A EU DE LA VIOLENCE DURANT LA GRÈVE ÉTUDIANTE ET POURQUOI?

- C'est quoi pour toi la violence?
- Qui était impliqué? (la police, manifestant-e-s spécifiques)?
- Quels gestes étaient violents (briser des vitrines, lancer des objets sur les policiers, etc.)?
- Quelles étaient les cibles de la violence (objets, individus)?
- Peux-tu me donner des exemples de ce que tu considérais violent?

- Certaines personnes ont remarqué que les confrontations entre manifestantEs ont augmenté durant les négociations avec le gouvernement et suite à la loi spéciale. Qu'est-ce que tu en penses et pourquoi?

QUE PENSES-TU DES AGISSEMENTS DE LA POLICE DURANT LA GRÈVE?

- Est-ce que les policiers ont été violents? Comment?
- Est-ce que leurs interventions étaient justifiées? Pourquoi?

4. INTERPRÉTATION/MÉDIAS/SOCIALISATION POLITIQUE

J'AIMERAIS QUE TU ME PARLES DE TES OPINIONS POLITIQUES ET DE COMMENT TU EN ES VENU À PENSER ÇA.

- Est-ce qu'il y a des événements, des messages ou des idées qui t'ont particulièrement marqué durant la grève ou avant et comment?
 - Messages/idées ex : Gratuité scolaire, démocratie, non-violence, justice sociale, indépendantisme, volontarisme, argument d'une associations étudiante, propos dans une assemblée générale
 - Événements ex : interventions policières, une manifestation particulière,
- T'identifie-tu à un courant politique? Si oui peux-tu m'en parler?
- Y a-t-il des enjeux qui te tiennent à cœur et pourquoi?
- Quelle était ta position sur la grève étudiante et pourquoi?
 - Pour, contre et dans quelle mesure?

QU'AS-TU PENSÉ DE LA FAÇON DONT LES MÉDIAS ONT COUVERT LA GRÈVE ÉTUDIANTE?

- Selon toi, est-ce que les médias représentaient bien ce qui se passait dans les événements auxquels tu participais et pourquoi?
- Que pensais-tu de la distinction qui était faite entre les manifestants pacifiques et les casseurs et de la dénonciation de la violence faite par le gouvernement?

5. OUVERTURE

JE CROIS QU'ON A TERMINÉ. EST-CE QU'IL Y A AUTRE CHOSE QUE TU AIMERAIS AJOUTER SUR LE SUJET?

EST-CE QUE TU CONNAIS D'AUTRE PERSONNES QUI AURAIENT VÉCU DES SITUATIONS SIMILAIRES ET QUI ACCEPTERAIENT DE M'EN PARLER?

BIBLIOGRAPHIE

(2007, 22 août). Undercover Cops Tried to Incite Violence in Montebello: Union Leader. *CBC News*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/story/2007/08/22/ot-police-070822.html>

(2007, 23 août). Quebec police admit they went undercover at Montebello protest. *CBC News*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/canada/story/2007/08/23/police-montebello.html>

(2012, 18 avril). La FEUQ et la FECQ condamnent la violence, la CLASSE ne bouge pas. *Ici Radio-Canada*. Récupéré de <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/04/18/002-etudiants-conflit-mercredi.shtml>

(2012, 22 avril). Foule mostre à Montréal pour le Jour de la Terre. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/348200/foule-monstre-a-montreal-pour-le-jour-de-la-terre>

(2012, 22 avril). La CLASSE condamne la violence délibérée dans les manifestations. *Ici Radio-Canada*. Récupéré de <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/04/22/002-fecq-ultimatum-classe.shtml>

(2012, 11 mai). Les suspects du métro arrêtés. *Le Journal de Montréal*. Récupéré de <http://www.journaldemontreal.com/2012/05/11/les-suspects-du-metro-arretes>

(2012, 2 août). Jour 1. *La Presse*. Récupéré de Eureka.cc.

Allard, M. (2012, 18 avril). Vain ultimatum à la CLASSE. *Le Soleil*. Récupéré de http://www.lapresse.ca/le-soleil/actualites/education/201204/18/01-4516641-vain-ultimatum-a-la-classe.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_4516654_article_FOS2

Ancelevici, M. (2012). Le mouvement Occupy et la question des inégalités : Ce que le slogan « Nous sommes les 99% » dit et ne dit pas. Dans F. Dupuis-Déri (dir.). *Par-dessus le marché ! Réflexions critiques sur le capitalisme* (p. 15-48). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Ancelovici, M. (2016). Occupy Montreal and the Politics of Horizontalism. Dans M. Ancelovici, P. Dufour et H. Nez (dir.), *Street Politics in the Age of Austerity: From the Indignados to Occupy* (p. 175-201). Amsterdam : Amsterdam University Press.

Ancelovici, M. et Dupuis-Déri, F. (2014). Introduction. Retour sur le « Printemps érable ». Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 7-33). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Assemblée nationale. (2014, mars). *Rapport de la Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012*. Rédigé par S. Ménard, B. Grenier et C. Charbonneau. Québec : Gouvernement du Québec. Récupéré de http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/police/publications/rapport_CSEEP2012/rapport_CSEP2012.pdf

Audet, I., Péloquin, T., Leblanc, M. et Pednault, N. (2012, 28 avril). Les étudiants aux casseurs: « Nous faisons la loi dans la rue! ». *La Presse*. Récupéré de : <http://www.lapresse.ca/videos/actualites/201204/28/46-1-les-etudiants-aux-casseurs-nous-faisons-la-loi-dans-la-rue.php/75ec0a02b2a74eb4ada495555272ecfc>

Bargel, L. (2009). Socialisation politique. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 510-517). Paris : Presses de Science Po.

Baylor, T. (2002). Media framing of movement protest: The case of American Indian protest. *Social Science Journal*, 33(3), 241-255. Récupéré de [https://doi.org/10.1016/S0362-3319\(96\)90021-X](https://doi.org/10.1016/S0362-3319(96)90021-X)

Beudet, P. (2016). Les mobilisations populaires du printemps 2012 au Québec : trajectoires et explorations (p. 79-107). Dans E.-M. Meunier (dir.), *Le Québec et ses mutations culturelles. Six enjeux pour le devenir d'une société*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Bélair-Cirino, M. (2012, 23 avril). La CLASSE condamne la violence à demi-mot. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/societe/education/348247/la-classe-condamne-la-violence-a>

Benford, R. D. (1993). Frame Disputes within the Nuclear Disarmament Movement. *Social Forces*. 71(3), 677-701. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/2579890>

Benford, Robert D. et Snow, David A. (2000). Mobilization Forum : Comment on Oliver and Johnston. *Mobilization : An International Quarterly*, 5(1), 55-60.

Récupéré de

<http://mobilizationjournal.org/doi/abs/10.17813/maiq.5.1.976335015g30u5j9>

Benford, R. D. et Snow, D. A. (2012/2000). Processus de cadrages et mouvements sociaux : présentation et bilan. *Politix*, (99), 217-255. DOI : 10.3917/pox.099.0217

Bilodeau, É., Duchaine, G., Santerre, D. et Nicoud, A. (2012, 22 mai). Une manifestation montre souligne 100 jours d'impasse. *La Presse*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201205/22/01-4527493-une-manifestation-monstre-souligne-100-jours-dimpasse.php>

Bizeul, D. (2007). Que faire des expériences d'enquête? *Revue française de science politique*, (57), 69-89.

Blanchet, A. et Gotman, A. (1992). Chapitre 3 : La réalisation des entretiens. Dans A. Blanchet et A. Gotman (dir.), *L'enquête et ses méthodes : l'entretien* (p. 67-90). Paris : Éditions Nathan.

Blee, K. M. et Taylor, V. (2002). Semi-Structured Interviewing in Social Movement Research. Dans B. Klandermans et S. Staggenborg (dir.), *Methods of Social Movement Research* (p. 92-117). Minneapolis : University of Minnesota Press.

Breton, P. (2012, 19 avril). Ultimatum : la CLASSE ne bronche pas. *La Presse*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201204/19/01-4516854-ultimatum-la-classe-ne-bronche-pas.php>

Breton, P., Bilodeau, É., Santerre, D. et Teisceira-Lessard, D. (2012, 25 avril). Manifestation : 85 arrestations à Montréal. *La Presse*. Récupéré de : <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201204/25/01-4518899-manifestation-85-arrestations-a-montreal.php>

Broqua, C. (2009). L'ethnographie comme engagement : enquête en terrain militant. *Genèses*, 2(75), 109-124.

Cardon, D. et Heurtin, J.-P. (1990). Chapitre 3. « Tenir les rangs » les services d'encadrement des manifestations ouvrières (1909-1936). Dans P. Favre (dir.), *La manifestation* (p. 123-155). Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Chauvin, S. et Jounin, N. (2010). L'observation directe. Dans S. Paugam (dir.), *L'enquête sociologique* (p.143-165). Paris : Presses Universitaires de France.

Chouinard, T. (2012a, 19 avril). La FEUQ refuse de rencontrer Beauchamp sans la CLASSE. *La Presse*. Récupéré de http://www.lapresse.ca/actualites/education/201204/19/01-4516969-la-feuq-refuse-de-rencontrer-beauchamp-sans-la-classe.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_vous_suggere_4517184_article_POS1

Chouinard, T. (2012b, 15 mai). Manifestations: « Assez, c'est assez! », tonne Raymond Bachand. *La Presse*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201205/15/01-4525495-manifestations-assez-cest-assez-tonne-raymond-bachand.php>

Churchill, W. (2007). *Pacifism as Pathology* (2^e éd.). Oakland : AK Press.

Cole, R. L. (1998). Peaceniks and Warmongers' Framing Fracas on the Home Front: Dominant and Opposition Discourse Interaction during the Persian Gulf Crisis. *The Sociological Quarterly*, 39(3), 369-391. Récupéré de <http://www.jstor.org/stable/4120798>

Collectif ACMÉ. (1999) *Communiqué du Black Bloc du 30 novembre à propos de Seattle*. Récupéré de <https://www.luxediteur.com/wp-content/uploads/2016/05/Communiques-de-black-blocks.pdf>

Collectif de débrayage. (2013). *On s'en câlisse. Histoire profane de la grève – Printemps 2012, Québec*. Montréal et Paris : Éditions Sabotard et Éditions Entremonde.

Contamin, J.-G. (2009) Analyse des cadres. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 38-46). Paris : Presses de Science Po.

Cyr, M.-A. (2013). La douce violence du policier sans uniforme. Dans F. Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux* (p.95-121). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Darmon, M. (2008). La notion de carrière : un instrument interactionniste d'objectivation. *Politix*, (82), 149-167. DOI : 10.3917/pox.082.0149

Davies, K. L. (2015, 6 novembre). Thugs on the Million Mask March 'punched and abused' a female student, 20, as she tried to protect a horse blinded by fireworks. *The Daily Mail*. Récupéré de <http://www.dailymail.co.uk/news/article-3306683/Thugs-Million-Mask-March-punched-abused-female-student-20-tried-protect-horse-blinded-fireworks-violence-broke-out.html>

Dearden, L. (2015, 11 août). Ferguson: 19-year-old student stands in front of the police to 'protect' them from protesters. *The Independent*. Récupéré de <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/ferguson-protests-19-year-old-student-stands-in-front-of-police-to-protect-them-from-protesters-10449734.html>

Della Porta, D. et Diani, M. (2006). *Social Movements. An Introduction* (2^e éd.). Oxford : Blackwell Publishing.

Della Porta, D. et Fillieule, O. (2007). Policing Social Protest. Dans D. A. Snow, S. A. Soule et H. Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements* (p. 217-241). Oxford : Blackwell Publishing.

Delvaux, M., Desrosiers, G., Galerand, E. et L'écuyer, V. (2014) Militantes féministes grévistes. Du Comité femmes de l'ASSÉ au Comité femmes GGI de l'UQÀM. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 115-149). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Denzin, N. K. (1968). On the Ethics of Disguised Observation. *Social Problems*, 15(4), 502-504. DOI : 10.2307/799838

Des anarchistes parmi d'autres! (2012, 16 mars). Manifeste du carré noir. *Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ)*. Récupéré de <http://archives-2001-2012.cmaq.net/fr/node/45191.html>

Diani, M. (1997). Social Movements and Social Capital: A Network Perspective on Movement Outcomes. *Mobilization : An International Quarterly*, 2(2), 129-147. Récupéré de <http://mobilizationjournal.org/doi/pdf/10.17813/maiq.2.2.w6087622383h4341>

Diani, M. (2003). Introduction : Social Movements, Contentious Actions, and Social Networks : 'From Metaphor to Substance'? Dans M. Diani et D. McAdam, *Social Movements and Networks* (p. 1-18). Oxford : Oxfors University Press.

Diani, M. (2007). Networks and Participation. Dans D. A. Snow, S. A. Soule et H. Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements* (p. 339-359). Oxford : Blackwell Publishing.

Dobry, M. (2009). *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*. Paris : Presse de Science Po.

Drapeau-Bisson, M.-L., Dupuis-Déri, F. et Ancelovici, M. (2014). « La grève est étudiante, la lutte est populaire! » Manifestations de casseroles et assemblées de quartier. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 150-182). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Dufour, P. (2012). Politique de la rue contre politique des urnes? Le mouvement étudiant québécois du printemps 2012 et la question de la représentation politique. *Savoir/Agir*, (22), 33-41.

Dufour, P. (2014). Quand les mouvements sociaux changent le politique. Le cas du mouvement étudiant de 2012 au Québec. *Revue canadienne de science politique*, 47(3), 475-502.

Dupuis-Déri, F. (2007). *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité se manifestent* (3^e éd.). Montréal : Lux Étiteur.

Dupuis-Déri, F. (2012). Drapeau noir sur carré rouge : les anarchistes et la grève étudiante de 2012. *Possibles*, 36(2). Récupéré de <http://redtac.org/possibles/2013/07/16/drapeau-noir-sur-carre-rouge-les-anarchistes-et-la-greve-etudiante-de-2012/>

Dupuis-Déri, F. (2013a). Broyer du noir. La répression policière de la « déviance politique » au Québec. Dans F. Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux* (p. 122-158). Montréal : Éditions Écosociété.

Dupuis-Déri, F. (2013b). Le droit de manifester en péril? Le cas du Sommet du G20 à Toronto. Dans F. Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux* (p. 159-197). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Dupuis-Déri, F. (2013c). « Les casseurs ». Retour sur le « Printemps érable » de 2012. *Possibles*. Automne. Récupéré de <http://redtac.org/possibles/2014/07/19/les-casseurs-retour-sur-le-printemps-erable-de-2012/>

Dupuis-Déri, F. (2013d). Printemps érable ou printemps de la matraque? Profilage politique et répression sélective durant la grève étudiante de 2012. Dans F. Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux* (p. 198-241). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Dupuis-Déri, F. (2016). *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité se manifestent* (4^e éd.). Montréal : Lux Éditeur.

Dupuis-Déri, F. et L'Écuyer, D. (2014). Printemps de la matraque : répression et autorépression. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 327-354). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Dussault-Brodeur, M. (2015). *Le caractère politique de la violence contestataire. Analyse de la grève étudiante de 2012 au Québec*. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. Récupéré d'*Archipel*, <http://www.archipel.uqam.ca/7688/1/M13883.pdf>

Entman, R. M. et Rojecki, A. (1993). Freezing Out the Public: Elite and Media Framing of the U.S. Anti-Nuclear Movement. *Political Communication*, 10(2), 155-173. Récupéré de <http://web.b.ebscohost.com.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/ehost/pdfviewer/pdfviewer?sid=35a7208f-a2ed-491b-bb04-ae580db5bce4%40sessionmgr101&vid=5&hid=128>

Favre, P. (1990). Introduction. Manifester en France aujourd'hui. Dans P. Favre (dir.), *La manifestation* (p. 11-65). Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Favre, P. (2009). Manifestation. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 341-348). Paris : Presses de Science Po.

Fillieule, O. (2001). Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique*, 51(1), 199-215.

Fillieule, O. (2006). Chapitre 3. Du pouvoir d'injonction au pouvoir d'influence? Les limites de l'institutionnalisation. Dans O. Fillieule et D. Della Porta (dir.) *Police et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits* (p. 85-112). Paris : Presses de Science Po.

Fillieule, O. (2009). Carrière militante. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p.85-94). Paris : Presses de Science Po.

Fillieule, O. (2013) La police des foules en Europe. Dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux* (p. 75-94). Montréal : Éditions Écosociété.

Fillieule, O., Blanchard, P., Agrikoliansky, E., Bandler, M., Passy, F. et Sommier, I. (2004). L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement : les participants du contre-sommet du G8 d'Évian. *Politix*, 17(68), 13-48. DOI : 10.3406/polix.2004.1992

Fontan, J.-M. (2015). D'un printemps à l'autre. Dans P.-A. Tremblay, M. Roche et S. Tremblay. *Le Printemps québécois* (p. 35-56). Québec : Les Presses de l'Université du Québec.

Fournis, Y. (2015). La crise du modèle québécois de développement face au Printemps érable. Dans P.-A. Tremblay, M. Roche et S. Tremblay. *Le Printemps québécois* (p. 119-134). Québec : Les Presses de l'Université du Québec.

Frappier, A., Poulin, R. et Rioux, B. (2012). *Le Printemps des carrés rouges. Lutte étudiante, crise sociale, loi liberticide, démocratie de la rue*. Ville Mont-Royal : M Éditeur.

Gamson, J. (1997). Messages of Exclusion : Gender, Movements, and Symbolic Boundaries. *Gender and Society*, 11(2), 178-199. Récupéré de www.jstor.org/stable/190542

Gamson, W. A. (2007). Bystanders, Public Opinion, and the Media. Dans D. A. Snow, S. A. Soule et H. Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements* (p. 242-261). Oxford : Blackwell Publishing.

Gamson, W. A. et Wolfsfeld, G. (1993). Movements and Media as Interacting Systems. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 528, 114-125. Récupéré de www.jstor.org/stable/1047795

Gelderloos, P. (2007). *How Nonviolence Protects the State*. Cambridge : South End Press.

Gelderloos, P. (2013). *The Failure of Nonviolence : From the Arab spring to Occupy*. Seattle : Left Bank Books.

Gillham, P. F. et Noakes, J. A. (2007). ‘‘More Than a March in Circle’’ : Transgressive Protest and the Limits of Negotiated Management. *Mobilization : An International Quarterly*, 12(4), 341-357. Récupéré de <http://mobilizationjournal.org/doi/pdf/10.17813/maiq.12.4.j10822802t7n0t34>

Girard, J. (2012, 20 mars), « Les puants de grévistes » sur le chemin du maire Stéphane Gendron. *TVA Nouvelles*. Récupéré de <http://www.tvanouvelles.ca/2012/03/20/les-puants-de-grevistes-sur-le-chemin-du-maire-stephane-gendron>

Gitlin, T. (2003) *The Whole World is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*. Berkeley et Los Angeles : University of California Press.

Giugni, M. (1998) Was it Worth the Effort? The Outcomes and Consequences of Social Movements. *Annual Review of Sociology*, 24, 371-393. Récupéré de www.jstor.org/stable/223486

Goffman, E. (1974). *Frame Analysis. An Essay on the Organization of Experience*. Boston : University Press of New England.

Graeber, D. (2012, 9 février). Concerning the Violent Peace-Police, An Open Letter to Chris Hedges. *n+1*. Récupéré de <http://nplusonemag.com/concerning-the-violent-peace-police>

Granjon, F. (2009). Médias. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 349-356). Paris : Presses de Science Po.

Harbour, C. et Tremblay, C. (2013). *Les effets de la répression policière visant les manifestants dans le contexte du « Printemps érable »*. Rapport final, Ligue des droits et libertés – section Québec.

Harkinson, J. (2014, 20 août). Meet the Locals Trying to Keep the Peace in Ferguson. *Mother Jones*. Récupéré de <http://www.motherjones.com/politics/2014/08/meet-ferguson-peacemakers>

Hedges, C. (2012, 6 février). The Cancer in Occupy. *Truthdig*. Récupéré de http://www.truthdig.com/report/item/the_cancer_of_occupy_20120206/

Institut Simone-De Beauvoir. Université Concordia. (2012, février). Déclaration sur la hausse des droits de scolarité au Québec et son impact sur les femmes. [Communiqué]. Récupéré de <https://www.concordia.ca/content/dam/artsci/sdbi/docs/positions/2012SdBITuitionFees.pdf>

Journet, P. (2012, 10 mai). Fumigènes dans le métro : « les gens stupides existent », dit Khadir. *La Presse*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201205/10/01-4524062-fumigenes-dans-le-metro-les-gens-stupides-existent-dit-khadir.php>

Kerner, O. (1968). *Report of the National Advisory Commission on Civil Disorders*. Récupéré de <https://www.ncjrs.gov/pdffiles1/Digitization/8073NCJRS.pdf>

Koopman, R. et Rucht, D. (2002). Protest Event Analysis. Dans B. Klandermans et S. Staggenborg (dir.) *Methods of Social Movement Research* (p. 231-259). Minneapolis : University of Minnesota Press.

Lachapelle, J. (2012, 21 avril). Manif du 22 mars: combien étaient-ils? *La Presse*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201204/21/01-4517612-manif-du-22-mars-combien-etaient-ils.php>

Lacoursière, B. (2007). *Le mouvement étudiant au Québec de 1983 à 2006*. Montréal : Sabotart Éditions.

Lalonde, K. J. (2013). Un printemps sous P6. Dans M.-E. Surprenant et M. Bigaouette (dir.). *Les femmes changent la lutte. Au cœur du printemps québécois* (p. 209-214). Montréal : Les Éditions remue-ménage.

Lamblat, A. (2009). Engagement distancié. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 206-212). Paris : Presses de Science Po.

Leduc Browne, P. (2015). Les espaces de la grève étudiante de 2012. Dans P.-A. Tremblay, M. Roche et S. Tremblay. *Le Printemps québécois* (p. 171-189). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Lefebvre, S.-M. (2012, 22 mars). Protéger les policiers. *Le Journal de Montréal*. Récupéré de <http://www.journaldemontreal.com/2012/03/22/protoger-les-policiers>

Léger Marketing. (2012, 7 avril) *La politique provinciale au Québec*. Cité par Sanschagrin, D. et Gagnon, A.-G. (2014). L'approfondissement du politique au Québec. Les partis politiques et la grève étudiante de 2012. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 259-294). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Lemonde, L., Bourdeau, A., Fortin, V., Joly, É. et Poisson, J. (2014). La répression judiciaire et législative durant la grève. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 295-326). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Lichterman, P. (2002). Seeing Structure Happen: Theory Driven Participant Observation. Dans B. Klandermans et S. Straggenborg (dir.), *Methods of Social Movement Research* (p. 118-145). Minneapolis – London : University of Minnesota Press.

Marquis, M. et Presse Canadienne (2012, 20 avril). Grève étudiante: les blagues de Jean Charest ne passent pas. *Le Huffington Post*. Récupéré de http://quebec.huffingtonpost.ca/2012/04/20/manifestation-plan-nord-violence_n_1440903.html

Marx, G. T. (1974). Thoughts On a Neglected Category of Social Movement Participant : the Agent Provocateur and Informant. *American Journal of Sociology*, 80(2), 402-442. Récupéré de www.jstor.org/stable/2777509

Mathieu, L. (2002). Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux. *Revue française de science politique*, 52(1), 75-100. DOI : 10.3917/rfsp.521.0075

McAdam, D. (1986). Recruitment to High-Risk Activism : The Case of Freedom Summer. *The American Journal of Sociology*, 92(1), 64-90. Récupéré de www.jstor.org/stable/2779717

McAdam, D. (2005). Chapitre 2 : Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant. Dans O. Filieule (dir.), *Le désengagement militant* (p. 49-73). Paris : Éditions Bélin.

McPhail, C., Schweingruber, D. et McCarthy, J. (1998). Policing Protest in the United States : 1960-1995. Dans D. Della Porta et H. Reiter (dir.), *Policing Protest : The*

control of Mass Demonstrations in Western Democracies (p. 49-69). Minneapolis : Universit of Minnesota Press.

McPhail, C. et Wohlstein, R. T. (1983). Individual and Collective Behaviors within Gatherings, Demonstration, and Riot. *Annual Review of Sociology*, 9, 579-600. Récupéré de www.jstor.org/stable/2946079

Ménard, A. (2012, 30 juillet). Qu'est-ce donc que la démocratie? *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/355608/qu-est-ce-donc-que-la-democratie>

Michaud, B. (2013). État autoritaire et répression : Victoriaville j'y était... Dans M.-E. Surprenant, et M. Bigaouette (dir.). *Les femmes changent la lutte. Au coeur du printemps québécois* (p. 173-180). Montréal : Les Éditions remue-ménage.

Michaud, Y. (2012). *La violence* (7^e éd.). Paris : Presses universitaires de France.

Millette, J. (2013). *De la rue au fil de presse. Grèves étudiantes et relations publiques*. Presses de l'Université Laval.

Morin, I. (2015). Une analyse spatiale de la mobilisation étudiante québécoise du printemps 2012. Dans P.-A. Tremblay, M. Roche et S. Tremblay. *Le Printemps québécois* (p. 57-64). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Myles, B. (2012, 16 mars). Manifestation monstre contre la brutalité policière – Pagaille au centre-ville. *Le Devoir*. Récupéré de Eureka.cc

Nadeau, J.-F. (2012, 9 juin). Le carré rouge de Fred Pellerin : « violence et intimidation », affirme la ministre de la Culture. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/culture/actualites-culturelles/352046/le-carre-rouge-de-fred-pellerin-violence-et-intimidation-affirme-la-ministre-de-la-culture>

Neveu, É. (2011). *Sociologie des mouvements sociaux* (5^e éd.). Paris : Éditions La Découverte.

Nico Las (2014). *Cher Charles. Apologie épistolaire d'un ami prisonnier politique*. Gatineau : Éditions Sabotard.

Normandin, P.-A. (2012, 22 mai). Un restaurateur arrêté dans son commerce. *La Presse*. Récupéré de Eureka.cc

Offerlé, M. (1990). Chapitre 2. Descendre dans la rue : de la « journée » à la « manif ». Dans P. Favre (dir.) *La manifestation* (p. 90-122). Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Piven, F. F. et Cloward, R. A. (1979), *Poor People's Movements : Why They Succeed, How They Fail*. New York : Vintage Books Edition.

Piven, F. F. et Cloward, R. A. (1992) Normalizing collective protests. Dans A. D. Morris, C. McClurg Mueller (dir.), *Frontiers in Social Movement Theory* (p. 301-325). New Haven : Yale University Press.

Popovic, A. (2013). Contre l'apitoiement. L'auto-organisation face à la répression politique. Dans F. Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux* (p. 242-260). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Popovic, A. et Coalition contre la répression et les abus policier (C.R.A.P), *L'affaire Germinale : L'art d'infiltrer et de manipuler un groupe militant*. Récupéré de https://lacrap.org/files/laffaire_germinal.pdf

Porter, I. (2012, 27 juin). Le PLQ maintient sa publicité. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/353372/le-plq-maintient-sa-publicite>

Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques. Dans J. Poupart (dir.) et Groupe de recherche interdisciplinaire sur les méthodes qualitatives. *La recherche qualitative. Tome 1. Enjeux épistémologiques et méthodologiques* (p. 173-209), Montréal : Gaëtan Morin Éditeur.

Presse Canadienne (2012a, 20 mars). Beauchamp demande aux étudiants d'arrêter « d'écoeurer » les travailleurs. *Le Devoir*, Récupéré de <http://www.ledevoir.com/societe/education/345487/des-etudiants-ont-bloque-l-acces-au-pont-champlain>

Presse canadienne. (2012b, 20 septembre). Droits de scolarité : Marois annule la hausse et une partie de la loi 78. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/359624/droits-de-scolarite-marois-annule-la-hause-mais-maintient-la-bonification-des-prets-et-bourses>

Rafail, P., Soule, S. A. et McCarthy J. D. (2012). Describing and Accounting for the Trends in US Protest Policing, 1960-1995. *Journal of Conflict Resolution*, 56(4), 736-765. Récupéré de www.jstor.org/stable/23248910

Richer, J. (2012, 9 mai). Émeutes à Victo : Amir Khadir réclame une enquête indépendante sur la SQ. *La Presse Canadienne*. Récupéré de http://quebec.huffingtonpost.ca/2012/05/09/emeute—victo-amir-khadir_n_1502739.html

Sanschagrín, D. et Gagnon, A.-G. (2014). L'approfondissement du politique au Québec. Les partis politiques et la grève étudiante de 2012. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 259-294). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Santerre, D. (2012, 13 mars). Des étudiants chassent les anarchistes d'une manifestation. *La Presse*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201203/13/01-4505098-des-etudiants-chassent-les-anarchistes-dune-manifestation.php>

Savard, A. et Cyr, M.-A. (2014). La rue contre l'État. Actions et mobilisation étudiante en 2012. Dans M. Ancelovici et F. Dupuis-Déri (dir.), *Un printemps rouge et noir. Regards croisés sur la grève étudiante de 2012* (p. 59-86). Montréal : Les Éditions Écosociété.

Sawicki, F. et Siméant J. (2008). Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociologie du travail*, 51(1), 97-125. DOI : 10.1016/j.soctra.2008.12.006

Snow, D. A., Burke Rochford, Jr., E., Worden, S. K., Benford, R. D. (1986). Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation. *American Sociological Review*, 51(4), 464-481. Récupéré de <http://www.jstor.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/stable/2095581>

Snow, D. A. et Benford, R. D. (1988). Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization. *International Social Movement Research*, 1, 197-217. Récupéré de https://www.researchgate.net/publication/285098685_Ideology_Frame_Resonance_and_Participant_Mobilization

Snow, D. A. (2007). Framing Processes, Ideology, and Discursive Fields. Dans D. A. Snow, S. A. Soule et H. Kriesi (dir.), *The Blackwell Companion to Social Movements* (p. 380-412). Oxford : Blackwell Publishing.

Sommier, I. (1993), La CGT : du service d'ordre au service d'accueil. *Genèses*, 12, 69-88. DOI : 10.3406/genes.1993.1183

Surprenant, M.-E. (2013). L'apport des femmes à la grève étudiante ne passera pas sous silence. Dans M.-E. Surprenant, et M. Bigaouette (dir.). *Les femmes changent la lutte. Au coeur du printemps québécois* (p. 15-25). Montréal : Les Éditions remue-ménage.

Tarrow, S. (1989). *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy 1965 – 1975*. Oxford : Oxford University Press.

Taylor, J. (2007). Les tactiques féministes confrontées aux « tirs amis » dans le mouvement des femmes en Irlande. *Politix*, 78, 65-86. DOI : 10.3917/pox.078.0065

Teisceira-Lessard, P. (2012, 21 mai). La CLASSE refuse de se soumettre à la loi spéciale. *La Presse*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/dossiers/conflit-etudiant/201205/21/01-4527238-la-classe-refuse-de-se-soumettre-a-la-loi-speciale.php>

Tremblay-Fournier, C. (2013). La grève étudiante pour les nulles. Qui paie le prix des résistances au capitalisme néolibéral? Dans M.-E. Surprenant, et M. Bigaouette (dir.). *Les femmes changent la lutte. Au coeur du printemps québécois* (p. 73-90). Montréal : Les Éditions remue-ménage.

Voirol, O. (2009). Luttés pour la reconnaissance. Dans O. Fillieule, L. Mathieu et C. Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (p. 326-334). Paris : Presses de Science Po.

Warren, D. I. (1969). Neighborhood structure and riot behavior in Detroit: some exploratory findings. *Social Problems*, 16(4), 464-484. DOI : 10.2307/799955

Warren, J.-P. (2013). Les sous-cultures politiques du savoir: la grève étudiante de 2012 dans le prisme des disciplines universitaires. *Recherches sociographiques*. 54(3). 451-476.

Zig Zag, (2012). *Smash Pacifism : A Critical Analysis of Gandhi and King*.
Vancouver : Warrior Publications. Récupéré de
<http://warriorpublications.wordpress.com/tag/smash-pacifism/>